

Compte rendu d'exécution
de la programmation quadriennale 2019-2022
de l'Organisation internationale de la Francophonie

Version du 13 septembre 2019

1^{er} janvier - 30 juin 2019

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
P1 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	4
P2 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	10
P3 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	14
P4 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	17
P5 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	21
P6 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	28
P7 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	32
P8 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	36
P9 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	40
P10 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	44
P11 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	51
P12 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	55
P13 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	62
P14 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	65
P15 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	69
P16A - COMPTE RENDU D'EXECUTION	74
P16B - COMPTE RENDU D'EXECUTION	79
P17 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	83
P18 - COMPTE RENDU D'EXECUTION	88

INTRODUCTION

1.1. Contexte

Le présent rapport est le premier compte rendu d'exécution du cycle quadriennal 2019-2022. Il couvre la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019. Il répond à la double ambition de l'OIF de rendre compte fidèlement et de manière transparente de la mise en œuvre de ses actions de coopération, mais aussi de renforcer le pilotage stratégique de ses programmes, en disposant de données factuelles, à la fois qualitative et quantitative, sur les objectifs atteints et sur les taux d'exécution. Cette démarche s'inscrit pleinement dans la dynamique d'un renforcement de la gestion axée sur les résultats (GAR) que l'OIF a fait sienne depuis plusieurs années.

1.2. Objectif

Ce compte rendu d'exécution se propose de présenter aux Etats et gouvernement membres l'exécution de la programmation de l'OIF, la mise en œuvre des moyens alloués et des résultats atteints. Il constitue une source d'informations précieuses pour l'Organisation en tant qu'outil d'aide à la décision.

Les analyses qui en découlent ainsi que les retours d'expérience sont autant d'éléments qui ont nourri l'élaboration de la planification 2021.

1.3. Méthodologie

Les directions de programmes ont été sollicitées au cours du 1^{er} semestre 2019 afin de compléter des rapports narratifs de suivi et de renseigner les indicateurs de résultats qui avaient été identifiés et inscrits dans le cadre de suivi de la programmation.

Les rapports ont ensuite été compilés par la DPDS qui est notamment chargée d'accompagner les directions dans la définition et la conduite de leurs programmes. Les données concernant l'exécution budgétaire des programmes ont été fournies par la Direction « Administration, finances et systèmes d'information » (DAFSI).

Les rapports ont été revus sur la base d'une grille de lecture visant à privilégier la caractérisation des résultats atteints et des changements réalisés plutôt que la description des activités mises en œuvre.

Le présent compte rendu intervenant à l'issue des six premiers mois de la programmation est davantage axé sur les activités mises en œuvre des programmes et leurs premiers effets, plutôt que sur l'atteinte des résultats, encore prématurée. Les indicateurs de résultats sont d'ailleurs présentés pour chaque programme à titre d'information, seul un petit nombre d'entre eux ayant pu être renseignés au 30 juin, ces derniers ayant vocation à terme renseignés au terme d'une première année d'implémentation des programmes.



P1 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS1 : Valoriser l'usage et l'influence de la langue française dans un contexte de diversité linguistique et culturelle
Résultat final	L'influence des acteurs francophones et le rayonnement de la langue française sont accrus dans un contexte de diversité linguistique et culturelle
Résultat intermédiaire attendu	Les capacités de travail en français au service du développement et de la coopération internationale sont renforcées
Intitulé du programme	Valorisation et rayonnement du français à des fins d'intégration et de développement
ODD associés	  
Régions de la francophonie concernée	L'espace francophone



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

L'OIF, dans le cadre de sa nouvelle programmation 2019-2022, compte réajuster ses priorités afin de mieux prendre le contre-pied d'un monolinguisme qui semble se généraliser sur la scène internationale.

Le programme « Valorisation et rayonnement du français à des fins d'intégration et de développement » répond aux priorités définies par le *Cadre stratégique de la Francophonie* et par la *Politique intégrée de promotion de la langue française* en matière de valorisation et de rayonnement du français. Il contribue par ailleurs à l'atteinte des ODD 4, 5, et 17.

Au cours de la période 2019-2022, le programme entend renforcer l'usage du français dans les organisations régionales et internationales, et permettre aux diplomates et fonctionnaires internationaux, tout autant qu'aux acteurs de la société civile, de consolider leurs compétences langagières. Les réalisations attendues mettront l'accent sur le travail d'insertion sociale et culturelle réalisé vis-à-vis des publics réfugiés à travers le développement d'outils d'ingénierie de formation et d'évaluation linguistiques, sur l'insertion économique et l'autonomisation des créateurs, puis sur la gouvernance des Initiatives francophones nationales (IFN) et des Initiatives francophones d'établissement (IFE).

La DLFC est l'unité administrative chargée de la mise en œuvre du programme, appuyée par la DAPG (pour les extrants adressés aux publics réfugiés) ainsi que les unités hors siège dans le cadre des IFN et IFE. Le programme a également instauré une forte synergie avec plusieurs partenaires techniques et financiers au sein de la Francophonie (TV5 Monde, AUF, AIMF et APF) et externes (ONG / société civile, ambassades de France en Éthiopie et auprès de l'Union africaine, et établissements bénéficiaires des IFE ou coordinateurs des IFN).



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : Les compétences langagières en français des diplomates et des fonctionnaires nationaux et des organisations régionales et internationales sont renforcées, par le biais notamment des outils numériques

Au cours de la période 2019-2022, le programme entend renforcer l'usage du français dans les organisations régionales et internationales, et permettre aux diplomates et fonctionnaires internationaux, tout autant qu'aux acteurs de la société civile, de consolider leurs compétences langagières. Les réalisations attendues mettront l'accent sur le travail d'insertion sociale et culturelle réalisé vis-à-vis des publics réfugiés à travers le développement d'outils d'ingénierie de formation et d'évaluation linguistiques, puis sur la gouvernance des Initiatives francophones nationales (IFN) et des Initiatives francophones d'établissement (IFE).

La DLFCO est l'unité administrative chargée de la mise en œuvre du programme, appuyée par la DAPG (pour les extrants adressés aux publics réfugiés) ainsi que les unités hors siège dans le cadre des IFN et IFE. Le programme a également instauré une forte synergie avec plusieurs partenaires techniques et financiers au sein de la Francophonie (TV5 Monde, AUF, AIMF et APF) et externes (ONG / société civile, ambassades de France en Éthiopie et auprès de l'Union africaine, et établissements bénéficiaires des IFE ou coordinateurs des IFN).

En partenariat avec l'Alliance française Bruxelles-Europe, 2 sessions de formation d'une durée de 3 mois chacune ont été organisées : 424 diplomates et journalistes ont participé à ces sessions. À l'issue des 2 sessions de formation, 313 participants ont eu des évaluations satisfaisantes, soit un taux de réussite de 73,82%. Les Ambassadeurs des personnels ayant bénéficié de ces formations ont exprimé leur entière satisfaction à l'égard du programme.

L'OIF a collaboré avec l'Institut des Affaires étrangères (IAE) du Laos pour renforcer les compétences en français des diplomates et fonctionnaires nationaux en charge des dossiers internationaux. **Une trentaine de fonctionnaires et diplomates du MAE du Laos ont suivi de cours de français de différents niveaux.** Le BRAP poursuit cette action en 2019 afin de renforcer le contingent de francophones au sein du ministère des Affaires étrangères du Laos en organisant deux cours de français pour une vingtaine de fonctionnaires et diplomates lao.

En 2019, les formations au français de spécialité « la diplomatie et les relations internationales » ont été organisées au bénéfice des fonctionnaires et diplomates venant de l'ERA, du ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationales (MAECI), du Sénat et du Centre de Maintien de la Paix (NPMEC). L'objectif a été d'améliorer leur niveau de français pour qu'ils puissent l'utiliser efficacement dans leur travail. L'Institut français au Cambodge prend en charge 30% du cofinancement pour le projet de l'ERA ainsi que le test de placement.

Résultat immédiat 2 : Les compétences langagières en français des acteurs de la société civils sont renforcées à des fins d'intégration professionnelle, économique, sociale et culturelle

Mise en œuvre d'activités de formation et de formation de formateurs auprès de publics réfugiés :

- ✓ Développement d'un programme pluridisciplinaire de formation de formateurs qui interviennent auprès de jeunes réfugiés. Ce programme, intégrant les techniques d'enseignement du français adapté au jeune public réfugié ainsi que les droits de l'enfant, a été conçu par « Approches Plurielles » et le Dr G. Benjelloun (expert en pédopsychiatrie – Maroc).
- ✓ Formation intensive de 15 formateurs professionnels, animateurs et travailleurs sociaux : « Langue française et Droits de l'enfant pour une meilleure insertion scolaire des jeunes réfugiés au Liban » (avril 2019).
- ✓ Financement de formation à la langue française au bénéfice d'enfants et de jeunes migrants et réfugiés accompagnés par l'ONG AMEL (avril à décembre 2019).
- ✓ Inauguration d'un espace du livre francophone (ELFE) au centre *Haret Hreik* d'AMEL à Beyrouth (LIBAN). Cet espace intégré aux activités pédagogiques proposées dans le cadre des dispositifs d'apprentissage du français organisés par la DLFCO au Liban.

Déploiement d'une formation au français professionnel pour les créateurs de mode sénégalais dans 14 régions du Sénégal : identification et formation des formateurs ; identification et recrutement des futurs bénéficiaires ; identification de partenaires institutionnels et financiers ; finalisation du kit formation et de la méthode « créateurs de mode ». Les activités se dérouleront entre juin et novembre 2019.

Préparation des Termes de référence pour le « Renforcement des capacités communicatives et langagières des jeunes et femmes créateurs de mode du Togo ».

Résultat immédiat 3 : Des leviers sont activés pour faire respecter le statut de la langue française et le multilinguisme dans le cadre des Jeux olympiques et dans les organisations internationales et régionales

La Secrétaire générale de la Francophonie a nommé, M. Thierry Marx Grand Témoin de la Francophonie le 14 juin 2019 :

- ✓ La prochaine édition des Jeux Olympiques et Paralympiques se déroulera à Tokyo (Japon) du 24 juillet au 9 août et du 25 août au 6 septembre 2020 ;
- ✓ Une première mission de l'OIF s'est déroulée à Genève et à Lausanne (Suisse) 24 et 25 juin 2019 pour rencontrer les responsables du CIO et du Comité d'organisation afin d'initier les collaborations à venir.

- ✓ La RPGV participe à l'animation et la structuration de trois Groupes des Ambassadeurs francophones (GAF) à Genève, Vienne et Berne, et à travers le suivi du vade-mecum relatif à l'usage du français dans les O.I.
- ✓ Les trois GAF (Genève, Vienne et Berne) dans lesquels les Missions et Ambassades francophones coordonnent leurs actions communes pour peser sur les différents débats. Ils ont connu une activité dynamique au cours de ce premier semestre, participant ainsi au positionnement de l'OIF et au rayonnement des valeurs de la Francophonie dont la promotion de la langue française, au niveau international.

Résultat immédiat 4 : Les actions de rayonnement de la langue française et d'influence des francophones sont intensifiées, par le biais notamment des interventions des différentes Unités hors siège (UHS)

Mise en œuvre d'ateliers d'accréditation et de formation de médiateurs linguistiques de conférence (REFTIC) : programme de mobilité traduction et interprétation avec L'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal). Pour l'année 2018/2019, l'OIF soutient le cursus de 4 étudiants à l'Université Gaston Berger.

Atelier de formation en interprétation à Al-AZHAR (Le Caire, Egypte).

Soutien à la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) pour l'animation du réseau.

Financement du supplément « Francophonies du Sud » de la revue « Francophonies du Monde » (anciennement « le Français dans le monde »). Cette nouvelle version représentera l'ensemble des francophonies, notamment les francophonies d'Asie et d'Europe centrale et orientale en plus des francophonies africaines.

Financement du projet « Formation des responsables associatifs » de la FIPF : les activités se déroulent du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 à Kiev (Ukraine), Struga (Macédoine du Nord), Nice (France) et Vichy (France).

Soutien au congrès régional de la FIPF qui s'est tenu à Dakar (Sénégal).

Soutien à l'organisation de la 1^{ère} Journée internationale des professeurs de français (JIPF) qui aura lieu le 28 novembre 2019 : le comité d'organisation international créera des outils (« mode d'emploi » de la JIPF, site Internet pour recenser l'ensemble des événements organisés, boîte à outils pour la communication, etc.) qui seront mis à disposition de comité nationaux d'organisation, constitué autour des associations nationales d'enseignants de français.

Le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest (BRAO) a lancé le recrutement d'un consultant junior pour l'intégration du module l'intégration du Module 1 « Présenter son parcours et son style » de la formation « Créateur de mode francophone africain » dans les modules de formation des porteurs de projets des promotions 2019 de l'Incubateur « Vivre ensemble » du BRAO de l'OIF.

Le Bureau régional pour l'Océan indien (BROI) a accompagné des acteurs publics ainsi que de la société civile pour la réalisation d'activités scolaires, universitaires, sportifs, culturels et de divertissement mais aussi par la sensibilisation des organisations internationales. En collaboration avec ses partenaires parmi lesquels les établissements d'enseignement du français, les ONGs de promotion du développement durable, les membres du Groupe des Ambassadeurs francophones à Madagascar, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), le BROI a soutenu un record d'activités sous forme de concours national de dictée, salon du livre, concours de pitch sur l'entrepreneuriat et les objectifs de développement durable, concerts et théâtre, projection de films documentaires et carnaval, bibliobus, tournoi sportif, questions pour un champion, la traduction d'outils numérique en français, création de jeu de société etc...

De plus, **le BROI a réalisé une action phare intitulée « nuit des talents et des créations de l'océan indien » au cours de laquelle il a mis en valeur les arts culinaire, oratoire et vestimentaires des pays de la région, leurs musiques et danses traditionnelles.** Cette soirée était l'occasion d'offrir les primes aux lauréats des différents concours organisés durant tous les mois de février et mars 2019.

En collaboration avec le ministère des relations internationales de Madagascar, **le BROI a contribué à l'organisation d'une célébration de la Francophonie avec les membres du Groupe des Ambassadeurs francophones, les autres chancelleries et représentant des organisations internationales.** Cette rencontre officielle était le lieu pour sensibiliser la communauté internationale sur le combat de la francophonie en faveur du multilinguisme et les priorités de la nouvelle Secrétaire générale, particulièrement l'autonomisation des jeunes.

Le BRAP a participé à l'organisation de festivités autour du 20 mars qui se sont échelonnées du 15 au 16 mars 2019 au bénéfice de 8 000 participants. Une douzaine de spectacles et une soixantaine de kiosques ont été animés par les établissements scolaires au sein duquel l'enseignement du français est dispensé, par les ambassades ainsi qu'avec le secteur privé. Les ambassades et le secteur privé ont apporté un soutien considérable au succès de ce rassemblement. Le bureau régional a apporté une contribution financière.

Les élèves, les étudiants, les enseignants et les parents d'élèves se réunissent dans le cadre des activités organisées lors de **la semaine de la francophonie**. Chaque année, des fêtes sont organisées à l'occasion de cette journée dans des provinces du delta du Mékong, à Hanoi et Hochiminh ville du Viet Nam, à Vientiane et à Phnom Penh. Il s'agit de la plus grande manifestation annuelle de la communauté francophone dans cette région. Diverses activités qui mettront à l'honneur la langue française seront proposées durant ces deux jours. 0 manifestations sont organisées dans le cadre du 20 mars à Hochiminh ville, Delta du Mékong, Laos et Cambodge. Ces rencontres ont regroupé environ 7000 élèves et étudiants francophones pour les activités culturelles et artistiques.

LA RPGV a contribué à la dynamisation et au renforcement de capacités des GAF ainsi que de leurs 5 groupes de travail (dont 1 groupe de travail sur le multilinguisme). Une réunion plénière est organisée chaque mois, en présence d'un Grand invité et plusieurs concertations francophones en marge des grands RDV internationaux ;

Multiplications des échanges et des collaborations avec différents partenaires internationaux et nationaux : collaborations de la RPGV et du GAF avec des organisations internationales (ONU, OMS, OMC, CIO...) ;

La visite de la Secrétaire générale de la Francophonie à Genève et à Berne (3 jours) à la fin du mois d'avril s'est révélée extrêmement bénéfique pour le positionnement de l'OIF et la promotion de ses valeurs ;

Promotion de l'utilisation du français dans les réunions : mobilisation et vulgarisation des expertises et expériences francophones, interprétations... ;

Enquête sur le multilinguisme à Genève et à Vienne : veille sur les appels à candidatures et les recrutements des personnels des O.I.

Le Groupe des Experts francophones de haut-niveau (GEF) qui regroupe les francophones occupant des hautes responsabilités à Genève est sur le point d'être mis en place à Vienne : développement d'une influence favorable aux valeurs de l'OIF interne aux O.I. ;

Accueil d'un VIF chargé du multilinguisme à Genève et d'une VIF à Vienne chargée d'appuyer l'action du GAF sur place ;

Organisation du Printemps de la Francophonie entre mars et mai 2019.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Les activités de formation linguistique et de formation techniques des fonctionnaires et diplomates sont en cours de développement.

Le dispositif de formation linguistique pour les publics réfugiés au Liban couplé d'une formation de formateurs intervenant auprès des réfugiés, fait l'objet d'un suivi de pratiques par l'OIF-Approches Plurielles ; ce qui aboutira en fin d'année 2019 à un guide des bonnes pratiques, duplicable dans d'autres contextes d'intervention. Est à l'étude actuellement, la mise en place du même type de dispositif et de formation de formateurs pour les réfugiés sur les territoires rwandais et burundais. La duplication de ce dispositif pourrait être mise en œuvre à partir du mois d'octobre 2019.

La formation au français professionnel pour les créateurs de mode sénégalais qui devrait, à court terme, faire l'objet d'une appropriation par les autorités sénégalaises et de la démultiplication dans d'autres territoires.

L'appui à la Fédération internationale des professeurs de français qui bénéficie directement aux associations nationales et aux professeurs, notamment au travers des formations et du soutien aux congrès régionaux.

Le BROI a lui mis en œuvre :

- ✓ Un francathon pour traduire les outils numériques de cartographie libre en français et un concours de rédaction pour améliorer la qualité du français sur Internet ;
- ✓ Un concours de pitch sur les projets entrepreneuriaux en faveur des ODD ;

- ✓ Un jeu de société créé en « malagasy » pour promouvoir les droits de la personne et le « vivre ensemble » et un réseau national de jeunes ambassadeurs des droits humains.

La RPGV a mené plusieurs actions en direction des GAF :

- ✓ Rencontre du GAF de Genève avec le Secrétaire général des Nations Unies a permis aux Ambassadeurs francophones de directement plaider pour une meilleure application du principe du multilinguisme dans l'organisation et les missions des Nations Unies ;
- ✓ Mobilisation du GAF pendant le printemps de la Francophonie à Genève, à Vienne et à Berne et la remise des Prix des Ambassadeurs francophones a permis en mars dernier de valoriser de la Francophonie auprès de nombreux acteurs internationaux, nationaux et de la société civile ;
- ✓ Organisation d'activités communes avec l'OMS, l'ONU Genève, l'ONU Vienne ;
- ✓ Printemps de la Francophonie à Genève et à Vienne : projections (4), exposition (3), Ateliers et conférences (4), Grand concert, soirée de la jeunesse ;
- ✓ La Journée du Français à l'ONU Genève organisée avec le service de traduction et d'interprétation de l'ONU Genève ;
- ✓ Mobilisation du GAF en faveur du maintien de la distribution des documents officiels des Nations Unies en plusieurs langues dont le français ;
- ✓ Inscription de langues maîtrisées par les agents de l'ONU Vienne dans leurs signatures électroniques pour favoriser les échanges en français ;
- ✓ Féminisation des titres des diplomates dans le livre bleu qui recense toutes les coordonnées des personnels des Missions diplomatiques à Genève (initiative du GAF) : désormais on peut y trouver des Ambassadeure/Ambassadrice, Représentante, Conseillère, Attachée...



REALISATIONS EN CHIFFRES

Formations et certifications au français

- 371 diplomates de pays membres de l'UE ;
- 2 diplomates de pays membres des Etats ACP ;
- 51 journalistes exclusivement accrédités auprès des Institutions européennes ;
- 1260 heures de cours ont été dispensées ;
- 313 participants ont eu des évaluations satisfaisantes, soit un taux de réussite de 73,82%.

Rayonnement

71 activités au programme des célébrations du mois de la Francophonie à Madagascar entre février et mars 2019 :

- 35 activités éducatives ;
- 19 activités culturelles ;
- 9 activités dans l'entrepreneuriat et la promotion du numérique ;
- 4 activités de sensibilisation sur les droits humains ;
- 2 activités de sensibilisation sur la protection de l'environnement ;
- 1 tournoi sportif ;
- 1 événement officiel ;
- Le plus grand événement rassembleur est le concours des dix mots de la Francophonie (800 élèves des établissements d'enseignement du français).

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible	Valeur atteinte ¹
1. Proportion de diplomates formés au français des relations internationales, homme et femme, ayant validé un niveau B1 minimum certifié par le Diplôme de Français Professionnel « Relations internationales » (DFP RI) de la Chambre de Commerce et d'Industrie française.	0	238 diplomates formés, soit 20% des effectifs prévus en 2019	En cours de réalisation (1190 diplomates sont en cours de formation)
2. Proportion d'enfants et jeunes réfugiés formés ayant atteint un niveau intermédiaire en français, leur permettant d'être mieux intégrés au niveau scolaire et académique.	0	20	En cours de réalisation : les résultats seront mesurables lors des passations de diplômes à l'automne 2019 (1190 diplomates sont en cours de formation)
3. Proportion (%) des acteurs du secteur culturel formés ayant atteint un niveau de français « indépendant ».	0	20	

P1		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	2 706 000 €	2 509 000 €	935 528 €	10% (ordonnancé) 37% (engagé)
2019	31 août	2 706 000 €	2 494 000 €	1 113 630 €	19% (ordonnancé) 45% (engagé)

¹ Certaines données ne sont pas disponibles à ce jour.



P2 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS1 : Valoriser l'usage et l'influence de la langue française dans un contexte de diversité linguistique et culturelle
Résultat final	L'influence des acteurs francophones et le rayonnement de la langue française sont accrus dans un contexte de diversité linguistique et culturelle
Résultat intermédiaire attendu	L'observation de la langue française et des dynamiques culturelles, et l'accès aux connaissances et aux contenus sont favorisés.
Intitulé du programme	La production de connaissances en langue française et l'accès aux savoirs et aux contenus
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	L'espace francophone



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Ce programme vise, d'une part, à observer l'évolution de la langue française et des dynamiques culturelles et linguistiques, et, d'autre part, à renforcer l'accès aux connaissances et aux contenus. Il s'inscrit pleinement dans le *Cadre stratégique de la Francophonie* et dans les politiques sectorielles adoptées à Kinshasa (2012) et Dakar (2014). Il contribue directement à l'atteinte des ODD 4, 5 et 17.

L'OIF est le seul organisme à produire de l'information et des analyses sur les enjeux, la présence et l'usage de la langue française dans un contexte de diversité culturelle et linguistique. Par ailleurs, à travers les Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC), ce programme permet la diffusion de contenus culturels concourant à l'émancipation des jeunes et des femmes.

Équipé pour répondre aux besoins d'une agglomération de 5 000 à 30 000 habitants, le CLAC est un centre culturel abritant une bibliothèque et une salle d'animation. La bibliothèque est conçue pour répondre aux attentes des jeunes qui constituent 80% des usagers. L'espace dédié à l'animation est équipé en matériel de sonorisation et de projection cinéma mis à la disposition des enseignants, des opérateurs de développement ainsi qu'aux groupements, associations et ONG. Véritables lieux de vie et d'échanges, les CLAC ont un impact important sur plusieurs des objectifs de développement du millénaire.

Le modèle proposé par l'OIF se veut concret et toujours inspiré par les réalités locales, l'une des préoccupations constantes étant d'obtenir un impact mesurable et significatif sur la population-cible.

La gestion des CLAC existants est entièrement décentralisée au niveau des pays et des collectivités qui contribuent à plus de 80% de leurs coûts annuels de fonctionnement et d'animation, le solde étant pris en charge par l'OIF dans le cadre de conventions d'appui régulièrement évaluées.

Par ailleurs, en s'appuyant sur l'expertise acquise grâce au programme CLAC, l'OIF a souhaité répondre aux demandes de pays membres dont le français n'est pas la langue première, en créant des Espaces du livre francophone (ELFE) dans des bibliothèques existantes.

La DLFCO est l'unité administrative chargée de la mise en œuvre du programme, appuyée par les unités hors siège (UHS), qui participent notamment à la gestion des CLAC. Le programme a instauré une forte synergie avec les opérateurs de la Francophonie, dont l'AUF, TV5 Monde, l'université Senghor et l'APF ainsi qu'avec de nombreux partenaires externes parmi lesquels des agences des Nations unies (UNESCO et Unicef) ou l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) de Québec.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : L'observation de la langue française et des dynamiques culturelles et l'accès aux connaissances et aux contenus sont favorisés.

Financement de recherches et acquisition de données :

- ✓ Protocole d'accord de subvention pour l'UQAM pour la deuxième étape de l'étude sur la « Découvrabilité » ;
- ✓ Protocole d'accord 2019 avec l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) pour une coopération sur les dynamiques démolinguistiques francophones ;
- ✓ Contrats de prestation de service avec l'Université de Pretoria (usage et représentation du français à Maurice, Madagascar et au Rwanda) ;
- ✓ 2 contrats d'expertise sur les variétés de français (Bénin/Côte d'Ivoire et Sénégal).

Appui ou organisation de réunions scientifiques :

- ✓ Protocole d'accord de subvention pour ISOC Québec pour un appui à l'organisation des 2 journées d'études « Découvrabilité et nouveaux modèles d'affaires » et la réunion du Comité d'orientation en octobre ;
- ✓ Protocole pour un soutien à la participation d'une experte francophone (Madagascar) à la réunion plénière et au séminaire, organisé au printemps 2019, par la Division francophone du Groupe d'experts des Nations unies pour les noms géographiques (GENUNG) ;
- ✓ Réunion du comité scientifique de l'Observatoire de la langue française le 21 mars suivie d'un séminaire sur les variations sociolinguistiques du français ;
- ✓ Soutien et participation au congrès régional « Afrique » de la FIPF (Sénégal) pour la présentation de « La langue française dans le monde (LFDM) », édition 2019.

Production de contenus en français sur de grands enjeux :

- ✓ Participation au colloque « Le nouchi, notre français » (Abidjan) en mars 2019 ;
- ✓ Réalisation de 3 études sur les situations sociolinguistiques au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Sénégal présentées au Comité scientifique de l'Observatoire de la langue française (mars 2019).

Diffusion et valorisation des données :

- ✓ Table ronde du 20 mars au siège de l'OIF avec les membres du Comité scientifique de l'Observatoire sur les enjeux pour l'avenir de la langue française autour du nouveau rapport *La langue française dans le monde*, édition 2019 ;
- ✓ Expédition de LFDM 2019 (UHS, partenaires, médias...) ;
- ✓ Lancement « La langue française dans le monde (LFDM) » 2019 (conférence au Canada et en France et entretiens médias) entre mars et juin 2019 ;
- ✓ Traduction de la synthèse du rapport LFDM 2019 (9 langues) ;
- ✓ Participation au congrès mondial des chercheurs francophones (Ghana) et présentation LFDM 2019 ;
- ✓ Actualisation du site de l'Observatoire de la langue française (<http://observatoire.francophonie.org/>).

Résultat immédiat 2 : L'accès aux savoirs, à l'information et aux contenus culturels et numériques est amélioré.

Acquisition d'équipements numériques et de biens culturels

- ✓ Accord avec TV5 pour une utilisation sur les tablettes des CLAC de plus de 200 émissions ;
- ✓ Finalisation du dispositif Bou@tic en collaboration avec le CAVILAM ;
- ✓ Installation des contenus sur des boîtiers Wifi et plus de 600 tablettes en cours. Déploiement dans les pays courant 2020.

Formation des acteurs du réseau et équipements

- ✓ Renouvellement complet des biens culturels et des équipements de 22 Clac au Burundi et de 10 Clac du Tchad ;
- ✓ Acquisition des biens culturels pour le renouvellement de 8 Clac au Burkina Faso et de 14 Clac en Haïti ;
- ✓ Le renouvellement des réseaux Clac est conditionné par une plus grande implication technique et financière des États.

Création ou finalisation de nouveaux réseaux dans des pays non encore dotés

- Regroupement des dotations du premier réseau de 5 Clac de Djibouti. Expédition du container en cours, ouverture au public et inauguration du réseau en novembre – décembre de cette année.

Création des Espaces du livre francophone (ELFE) et des réseaux de Bibliomalles

- ✓ Fin du processus de sélection et d'acquisition des dotations destinées à la création de 9 ELFE au Vietnam et de 14 ELFE au Vanuatu. Installation de ces 23 ELFE prévue au 2^e semestre 2020.

Une tournée de suivi du Réseau Clac Gabon a été réalisée : 9 Clac sur 10 ont été visités.

ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Publication de *La langue française dans le monde*, édition 2019 (Gallimard/OIF) en mars 2019 et mise en ligne de la synthèse de l'ouvrage en 10 langues (allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe, haoussa, kiswahili, portugais) : visibilité de la réalité de l'usage et du rayonnement du français auprès des médias, de la communauté scientifique et du grand public ;

Études de cas sur les variétés de français (Bénin, Sénégal, Côte d'Ivoire) présentées au Séminaire du Comité scientifique de l'Observatoire en mars 2019.

L'accès aux contenus culturels est favorisé dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest :

- ✓ le réseau Clac du Togo a bénéficié d'un important lot de biens culturels et de matériels audiovisuels et numériques, dont le déploiement s'est poursuivi à Pya et Badou, les deux dernières localités ;
- ✓ les capacités d'accueil et de gestion des centres ont été améliorées à travers la mise en place d'outils de gestion adaptés aux normes du Programme (Bénin, Burkina Faso, Sénégal) ;
- ✓ Des subventions à hauteur de 61 086 250 FCFA ont été allouées à 11 réseaux de Centres de Lecture et d'Animation Culturelle de la zone Afrique de l'Ouest afin d'en soutenir le fonctionnement, le suivi et l'animation.

Les collectivités locales ont été sensibilisées à l'appropriation du volet CLAC, notamment à Pya (Togo) où les populations et les autorités locales ont été invitées à la réhabilitation du Centre.

REALISATIONS EN CHIFFRES

Plus de 1 000 exemplaires de *La langue française dans le monde*, édition 2019 ont été expédiés ou remis aux autorités des États et gouvernements membres, associés et observateurs de l'OIF (ministres, représentant(e)s permanent(e)s, correspondants nationaux), aux opérateurs de la Francophonie, aux partenaires, aux collègues, aux journalistes et à des universitaires.

Sur la base de relevés de fréquentation en cours d'actualisation, on estime que l'ensemble des réseaux de CLAC fait état d'une moyenne annuelle de 3,8 millions de visites, 260 000 abonnés pour 3 millions de prêts d'ouvrages, 24 000 projections de films ou de documentaires pour un public de 900 000 spectateurs, 3 900 spectacles ou conférences pour 435 000 personnes.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible	Valeur atteinte ²
1. L'accès aux données, recherches et analyses sur la situation de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique est améliorée.	0	Ventes = 300 Citations presse = 10 Citations scientifiques = 5 Visiteur/page site = 30	
2. Taux de croissance du nombre d'utilisateurs de la bibliothèque par CLAC	0	10%	
3. Proportion de CLAC ayant bénéficié d'un renouvellement de leurs biens culturels et de leurs équipements audiovisuels et numériques	0	20%	

P2		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 104 000 €	1 047 907 €	719 185 €	38% (ordonnancé) 69% (engagé)
2019	31 août	1 104 000 €	1 072 813 €	786 691 €	47% (ordonnancé) 73% (engagé)

² Données non disponibles à ce jour



P3 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS2 : Renforcer l'ancrage de la culture dans les stratégies de développement, et accroître l'engagement des jeunes et des femmes dans la création artistique, culturelle et numérique
Résultat final	La prise en compte de la culture et des enjeux de diversité culturelle est renforcée dans les stratégies de développement durable, et la participation des jeunes femmes et jeunes hommes à l'innovation et à la création, culturelle et numérique est augmentée.
Résultat intermédiaire attendu	L'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques pour le développement des industries culturelles, incluant les enjeux du numérique, l'aménagement linguistique, la promotion du multilinguisme et le dialogue des cultures, sont favorisées.
Intitulé du programme	La gouvernance culturelle et linguistique, et le dialogue des cultures
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	L'espace francophone



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

L'OIF, dans sa programmation 2019-2022, entend valoriser la dimension linguistique et culturelle du développement. Ce programme vise à favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques relatives au développement des industries culturelles, incluant les volets du numérique, de l'aménagement linguistique, de la promotion du multilinguisme et du dialogue des cultures. Face aux dynamiques géopolitiques, géolinguistiques et au processus de mondialisation des échanges, la valorisation des identités culturelles et la promotion du multilinguisme constituent des facteurs déterminants à l'indispensable diversité culturelle et linguistique mondiale.

Ce programme poursuivra et accentuera le passage vers une approche structurante d'accompagnement des États et de leurs regroupements, des collectivités locales et des organisations professionnelles dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et stratégies de développement des industries culturelles et créatives et des politiques linguistiques.

Le périmètre d'intervention du programme est désormais élargi à la gouvernance linguistique. La coopération déjà établie avec les aires hispanophone et lusophone sur la question du multilinguisme s'ouvrira à d'autres espaces afin de favoriser une approche globale sur la diversité linguistique comme composante essentielle de la diversité culturelle, indispensable levier du développement durable des communautés, des peuples et des nations.

La promotion de la langue française dans ses variétés, et celle des langues partenaires, qu'elles soient nationales, régionales, locales ou internationales sera renforcée, afin de favoriser l'équilibre et l'harmonie entre les langues en contact ou en coprésence. La traduction d'œuvres culturelles emblématiques et la remise de prix seront poursuivies, tout comme l'élaboration et la mise à disposition d'outils de valorisation de l'intercompréhension entre les langues, de production d'analyses et de partage de connaissances sur les langues partenaires dans leur diversité.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : Les capacités d'élaboration et de mise en œuvre de politiques de développement des industries culturelles et créatives incluant les enjeux du numérique, des médias et de l'engagement des jeunes et des femmes se sont accrues

Appui à l'organisation de l'atelier de restitution de l'étude relative à l'institutionnalisation des rencontres internationales du livre d'Afrique de Conakry (Guinée) ainsi que des 72H du livre dont les activités se sont déroulées du 22 au 25 avril 2019.

Conception et lancement de l'appel à manifestation d'intérêt (mai 2019) pour la sélection de pays bénéficiaires de l'accompagnement de l'OIF en matière de gouvernance culturelle.

Conception de l'atelier sur le journalisme culturel, prévu au mois de décembre. Choix des experts et sélection des participants.

Résultat immédiat 2 : La gouvernance linguistique ainsi que l'alliance entre le français et les langues en partage sont approfondies

Réalisation de *Romanica* et constitution de l'équipe pédagogique pour un jeu vidéo de sensibilisation à l'intercompréhension pour téléphones portables et tablettes (en collaboration avec la Délégation générale à la langue française et aux langues de France et l'Association pour la promotion de l'intercompréhension à distance). Le jeu a été lancé en France et en Roumanie à l'occasion de la saison culturelle croisée.

Lancement de l'initiative *Tempo Traduction* de soutien à la traduction et à la publication en langues partenaires. 11 dossiers reçus en 2019, visant 8 langues. La première commission s'est tenue le 12 juillet 2019.

Prix de la traduction français<>arabe Ibn Khaldoun Senghor, conjointement avec l'ALECSO. Lancement de la 12^e édition qui cible initialement les sciences humaines. Le prix a été ouvert en 2018 à la littérature au sens large, ce qui a permis une meilleure visibilité et a vu tripler le taux de participation.

Organisation d'une réunion des partenaires du pacte linguistique avec le Ghana pour l'élaboration du plan d'action (février 2019).

Organisation du 1^{er} séminaire régional de formation « pour le renforcement des politiques d'aménagement linguistique dans les pays de l'espace francophones du sud » à Dakar du 26 au 28 juin 2019, à destination de 17 experts désignés par les pays (Bénin, Burkina Faso, Congo RD, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et avec l'appui de 4 experts formateurs issus de l'espace francophone du Nord et du Sud (Congo, Gabon, Fédération Wallonie Bruxelles et Nouveau Brunswick).

Résultat immédiat 3 : Des rencontres et des initiatives favorisent le dialogue des cultures sont développées

Soutien à l'organisation du 2^e festival « Les Francophonies de Sousse » organisé du 7 au 9 mars 2019 en Tunisie.

Soutien à la création des *Teranga Movies awards*, cérémonie de récompenses de la production cinématographique et audiovisuelle sénégalaise, africaine et de la diaspora au Sénégal qui s'est tenue le 25/04/2019. Cette activité favorise l'ouverture à l'altérité, la connaissance de l'autre, par le biais de la culture, comme source d'enrichissement ainsi que de respect de la différence.

ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Réalisation de l'application *Romanica*.

Lancement de l'initiative *Tempo Traduction*.

Lancement du 1^{er} séminaire régional « pour le renforcement des politiques d'aménagement linguistique dans les pays de l'espace francophone du sud » : constitution d'un groupe de travail sur les politiques d'aménagement linguistique et élaboration de matériel vidéo pour la formation, l'auto-formation, la démultiplication du séminaire, au service des Etats et gouvernements membres ; collecte de données pour un engager un 1^{er} état des lieux des politiques d'aménagement du multilinguisme dans les pays d'Afrique de l'Ouest et en RDC.

Appui au financement du « Colloque international pluridisciplinaire « Le nouchi : notre français ? Parlers urbains africains : pratiques, marges et territoires », organisés du 13 au 15 mars 2019 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Les activités d'appui à la définition des plans d'action et mission de suivi du pacte linguistique entre l'OIF et le Ghana sont en cours de préparation.


Romanica : en juin 2019

- Environ 13 000 joueurs différents à *Romanica*
- 5827 unités actives sur Android et 2971 sur iOS
- Sur Android France 92% Roumanie 4% (campagne de publicité uniquement en France)
- Sur iOS, France 72% Roumanie 16% (campagne de pub en France et en Roumanie)

Séminaire régional « pour le renforcement des politiques d'aménagement linguistique dans les pays de l'espace francophone du sud » en juin 2019:

- 17 référents formés pour les pays d'Afrique de l'Ouest et la RDC
- Constitution d'un groupe d'experts pour la formation (6 experts du nord et du sud)

175 chercheurs senior, junior et doctorants (98 enseignants-chercheurs et 77 doctorants) dont 34 femmes ont pris part au « Colloque international pluridisciplinaire « Le nouchi : notre français ? Parlers urbains africains : pratiques, marges et territoires ».

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible	Valeur atteinte ³
1. Proportion (%) des pays appuyés ayant mis en œuvre des politiques de développement des industries culturelles et créatives tenant compte des enjeux du numériques, des médias et de l'engagement des jeunes et des femmes.	0	5	
2. Proportion (%) des œuvres littéraires traduites du français vers les langues partenaires (ou inversement) soutenues et diffusées au sein de l'espace francophone.	0	6	9
3. Niveau d'utilisation des outils de promotion du plurilinguisme dans les pays francophones.	0	2	
4. Nombre de rencontres et initiatives sur le dialogue des cultures organisées au bénéfice des jeunes femmes et hommes.	0	5	

P3		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 218 000 €	1 108 000 €	418 389 €	16% (ordonnancé) 38% (engagé)
2019	31 août	1 218 000 €	1 108 000 €	521 861 €	23% (ordonnancé) 47% (engagé)

³ Plusieurs données ne sont pas disponibles à ce jour.



P4 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	Renforcer l'ancrage de la culture dans les stratégies de développement. et accroître l'engagement des jeunes et des femmes dans la création artistique, culturelle et numérique
Résultat final	La prise en compte de la culture et des enjeux de diversité culturelle est renforcée dans les stratégies de développement durable et la participation des jeunes femmes et jeunes hommes à l'innovation et à la création artistique, culturelle et numérique est augmentée
Résultat intermédiaire attendu	La créativité est renforcée par des mécanismes de soutien et par une meilleure structuration des entreprises culturelles.
Intitulé du programme	Créativité et entrepreneuriat culturel
ODD associés	   
Régions de la francophonie concernées	Pays francophones du Sud



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Le défi que cherche à relever l'OIF consiste à favoriser des dynamiques qui améliorent l'efficacité et les performances économiques des filières culturelles tout en valorisant la créativité et la diversité culturelle.

L'action de l'Organisation se concentre sur 5 filières : audiovisuel/cinéma, littérature/édition (fiction), spectacle vivant, arts visuels et mode/artisanat de luxe. Dans ces différents domaines, les dispositifs -clés du programme sont :

- Le Fonds Image de la Francophonie ;
- Le Prix des cinq continents ;
- « En scène » ;
- « Contrat de confiance » ;
- « Edition limitée ».
- Promotion auteurs et Littératures francophones : appui aux activités des organisations professionnelles du livre, Le Prix des cinq continents, Soutien à des Manifestations littéraires



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : La qualité de la production culturelle est améliorée

Cinéma/audiovisuel : en 2019, des aides au développement ont été mises en place, dans le cadre du Fonds Image de la Francophonie, pour les projets des pays à faible revenu par habitant. Sur les 4 longs-métrages de fictions aidées lors de la première session 2019 du Fonds Image de la Francophonie, 2 ont bénéficié, en plus de l'aide financière, d'un atelier ou d'une résidence d'écriture.

Spectacle vivant/ Arts visuels : l'OIF répond au besoin de mobilité internationale, exprimé par les professionnels de la culture. Ainsi, en 2019, dans le cadre de la commission de sélection de projets « spectacle vivant, arts visuels » ; le programme « En Scène » a permis de soutenir 19 projets de diffusion (12 festivals et 7 tournées) initiés par des opérateurs culturels de 15 pays francophones. Par ailleurs, l'accompagnement accordé aux lauréats des Jeux de la Francophonie contribue au renforcement de leurs compétences et au rayonnement des artistes à l'échelle internationale ; ainsi trois artistes médaillés [Julles Ferry Moussoko (Congo), Moussa Doumbouya (Guinée), Najoua Darwiche (France)] et trois compagnies [Nama (Mali), Collectif Pi (Canada) et

Compagnie N'Soleh (Côte d'Ivoire)) ont pu bénéficier de soutiens portant sur 2 projets d'appui à la mobilité et à la diffusion internationale des œuvres et deux résidences de création et de production. D'autre part, l'engagement de l'OIF auprès des créateurs émergents tels que Yasmina Alaoui (Maroc), Prix OIF à la Biennale de Dakar leur permet d'acquérir un complément de formation et de poursuivre des travaux et des recherches spécifiques.

Promotion Auteurs et Littératures francophones :

- ✓ Appui aux activités des organisations professionnelles du livre ;
- ✓ La perspective poursuivie est la publicisation et la professionnalisation des professionnels par le soutien à des associations professionnelles (Alliance internationale des éditeurs indépendants, Association internationale des libraires francophones, Réseau francophone numérique, Afrilivres...) ;
- ✓ Les activités des organisations professionnelles dans le domaine du livre ont été appuyées, parmi lesquelles : l'Assemblée générale du réseau francophone numérique (RFN, dont l'OIF est membre observateur) a été appuyée par l'OIF et s'est tenue à Ottawa en avril 2019. Cette plateforme joue un rôle d'incubateur d'idées et favorise le débat et l'échange d'expertises professionnelles et contribue à la présence de contenus numériques en français ;
- ✓ L'Association Internationale des Libraires Francophone pour la production d'un catalogue « Océan indien », la formation de libraires-formateurs et la Caravane du livre ;
- ✓ L'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants pour la mise en œuvre de co-éditions ;
- ✓ Remise du Prix Afrilivres de l'édition 2018 (en 2019).
- ✓ La RPGV a contribué à l'organisation du Salon du livre de Genève, en particulier au travers du prix Kourouma remis pendant le Salon ;
- ✓ La RPGV a assuré une visibilité du Salon au sein de la Genève internationale en contribuant à l'organisation d'un événement grand public (projection d'un film suivi d'un débat avec écrivains et cinéastes) à l'IHEID de Genève en collaboration avec l'ONU Genève et le Salon du Livre ;
- ✓ Le lauréat du Prix des cinq continents a tenu 3 conférences en Suisse (l'une en collaboration avec le Cercle littéraire de Lausanne et les deux autres avec deux librairies reconnues). Ces trois rencontres ont contribué à la valorisation de ce prix en Suisse.

Résultat immédiat 2 : Les opportunités de financement et de revenus pour les artistes et les entrepreneurs culturels, particulièrement les femmes et les jeunes, sont accrues

Cinéma/audiovisuel : l'OIF a soumis au programme UE-ACP Culture (Union européenne/Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) un dossier de demande de financement présenté en partenariat avec le Fonds d'aide cinéma/audiovisuel de Côte d'Ivoire (FONSIC). L'aide demandée, si elle est accordée, permettra à la DLFC de gérer, sur deux ans, 2,45 millions d'euros de plus pour le financement et l'accompagnement de projets de films et de séries dans les pays francophones du Sud. Par ailleurs, un atelier sur les séries organisé dans le cadre du FESPACO a permis d'identifier des blocages au niveau du versement des droits d'auteur sur les programmes à diffusion panafricaine et d'entamer une recherche de solutions.

Spectacle vivant/ arts visuels : Le programme Contrat de Confiance contribue à impulser une dynamique entrepreneuriale dans les filières du spectacle vivant et des arts visuels. En 2019, il propose un accompagnement pluriannuel (deux ans) à 6 structures de 5 pays du Sud (Burkina Faso, Congo, Mali, Rwanda, Roumanie) afin de concilier création artistique et viabilité économique. Par ailleurs, 2 projets valorisant la présence des créateurs francophones des pays du Sud auprès des professionnels sur des marchés, ont été soutenus.

Résultat immédiat 3 : Les créateurs et leurs œuvres sont davantage valorisés

Cinéma/audiovisuel : à l'occasion du cinquantième anniversaire du Fespaco, une brochure a été éditée et un spot mettant en valeur plusieurs films soutenus par le Fonds Image de la Francophonie a été projeté dans les salles de Ouagadougou, puis repris ultérieurement, dans celles de Montréal pendant le festival Vues d'Afrique.

Cinéma/audiovisuel : les films soutenus par le Fonds Image de la Francophonie ont connu des succès sans précédent au cours du premier semestre 2019 : récompenses suprêmes du FESPACO dans les catégories long-métrage de fiction, long-métrage documentaire et court-métrage de fiction pour les films « La miséricorde de la jungle » (Rwanda), « Le loup d'or de Balolé » (Burkina Faso) et « Black mamba » (Tunisie); double prix au festival « Cinéma du réel » de Paris pour le documentaire « Nofinofy » (Madagascar) ; sélection à la Semaine de la Critique (du festival de Cannes) du film « Le miracle du saint inconnu » (Maroc) et, enfin, Grand prix du festival de Cannes pour le film « Atlantique » de Mati Diop (Sénégal).

Spectacle vivant/arts visuels : à travers cinq manifestations dédiées au spectacle vivant et aux arts visuels tels que les Africolor (France), Beauce Art (Canada), Festival Francophonie Métissée (FWB), Festival des Francophonies en Limousin (France), Les

Traversées africaines (France), l'OIF entend offrir une belle vitrine aux nouveaux talents et valoriser la diversité des répertoires et expressions artistiques.

Promotion Auteurs et Littératures francophones : soutien à des manifestations littéraires, ainsi que par l'organisation du prix des cinq continents et le soutien à d'autres prix (Prix du jeune écrivain, Afrilivres, Prix Ivoire, Prix Alioune Diop et Aminata Sow Fall en décembre 2019). Dans un souci de promotion des œuvres lauréates du prix des Cinq continents de la Francophonie, la cérémonie de remise du prix sera organisée en octobre ou en novembre 2019 (lieu restant à définir).

Les 19 projets sélectionnés soutenus dans le cadre de la 4e commission "Soutien à l'organisation de manifestations littéraires", tenue en février 2019, originaires de 12 pays (Arménie, Belgique, Bénin, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, France, Guinée, Madagascar, Mali, Sénégal Togo) ont commencé à être soutenus.

ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Cinéma/audiovisuel : « Atlantique », film soutenu par le Fonds Image de la Francophonie a été couronné par le Grand prix du Festival de Cannes 2019.

Le cinquantième anniversaire du Fespaco a donné lieu à une présence très active de l'OIF (concours de pitch, concours de films sur téléphones portables, atelier Séries, conférence, stand, réception, brochure, bande-annonce, spot et témoignages de cinéastes diffusés dans les salles, production de reportages par des étudiants en cinéma, présentation du projet de développement du cinéma d'animation « Ikowe »).

Spectacle vivant, arts visuels : l'OIF porte une attention particulière à l'accès et à la contribution des femmes à la vie culturelle, elle investit des ressources pour valoriser les compétences artistiques féminines et développer l'entrepreneuriat féminin à travers des projets tels que « Nomades » (Rwanda), « Moussa Académie » (Mali) et « Escale Bantoo » (Cameroun).

Elle renforce les collaborations entre les structures qui souhaitent enrichir leur pratique notamment entre le Collectif Clown d'Ailleurs et d'Ici (France) et la SenCirk, première compagnie sénégalaise spécialisée dans les arts de la piste qui effectuent une tournée francilienne (15 représentations) dans le cadre de festivals d'été.

En 2019, l'OIF s'associe au Festival de l'Oh (Suisse) pour soutenir la participation de trois artistes francophones Fadia Tannir (Liban), Moussa Doumbouya (Guinée) et David Ilunga (RDC) dans le cadre de la pépinière à projets initiée par la Commission internationale du théâtre francophone (CITF).

Promotion auteurs et Littératures francophones : l'assemblée générale du réseau francophone numérique (RFN, dont l'OIF est membre observateur) a été appuyée par l'OIF et s'est tenue à Ottawa en avril 2019. Cette plateforme joue un rôle d'incubateur d'idées et favorise le débat et l'échange d'expertises professionnelles.

La 4e commission « Soutien à l'organisation de manifestations littéraires », tenue en février 2019, a retenu 19 projets originaires de 12 pays (Arménie, Belgique, Bénin, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, France, Guinée, Madagascar, Mali, Sénégal Togo), sur les 89 proposés provenant de 24 pays. Les membres de la commission ont été attentifs à la pertinence des projets, leur impact ainsi qu'à la qualité des autres partenariats trouvés.

Notons parmi ceux-ci : la Rentrée littéraire du Mali, le Festival Filbleu du Togo, Le prix du Jeune écrivain de langue française, Le festival Guédiawaye Hip Hop du Sénégal, le festival Littératures métisses pendant le festival Musiques Métisses, Le Festival Étonnants voyageurs de Saint-Malo, Le Marathon des mots de Toulouse, le Festival de poésie Voix-Vives de Sète

Pour sa 18e édition, sur les 120 œuvres éligibles, les représentants des 5 Comités de lecture sélectionneront le 2 août 2019 : 10 œuvres finalistes. Le prix sera attribué en octobre/novembre 2019.

La projection/débat organisé par la RPGV a eu un grand succès public et a permis, à la veille de son ouverture, de valoriser le Salon du Livre. Nous souhaitons en effet mieux relier cette manifestation culturelle francophone d'envergure aux acteurs et organisations qui composent la Genève internationale, et cet événement fait suite à une table-ronde autour du livre organisée l'an dernier au Palais des Nations avec le même objectif.

Cinéma/audiovisuel

- 2 films soutenus par le Fonds image de la Francophonie en sélection au festival de Cannes ;
- 3 grands prix (long-métrage de fiction, documentaire et court-métrage de fiction) sur les 4 décernés par le FESPACO 2019 ;
- 9 aides au développement de longs-métrages ou de séries accordées au premier semestre 2019 suite à la réforme du Fonds Image de la Francophonie ;
- 2 aides au développement de longs-métrages assorties d'ateliers ou de résidences d'écriture.

Spectacle vivant-arts visuels

- 12 festivals et 7 tournées internationaux dans 15 pays soutenus ;
- 6 projets d'accompagnement impliquant des artistes primés par la Francophonie ;
- 6 initiatives renforcées par l'appui à la structuration.

Promotion auteurs et Littératures francophones :

- La 4^e commission « Soutien à l'organisation de manifestations littéraires », a retenu 19 projets originaires de 12 pays (Arménie, Belgique, Bénin, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, France, Guinée, Madagascar, Mali, Sénégal Togo), sur les 89 proposés provenant de 24 pays ;
- 120 titres ont été proposés dans le cadre de l'édition 2019 du prix des cinq continents de la Francophonie dont la réunion de sélection des 10 finalistes se tiendra le 2 août 2019.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible	Valeur atteinte ⁴
Proportion (%) des œuvres soutenues sélectionnées dans les grands événements internationaux	37,7 % (17 œuvres sélectionnées en 2018 sur 45 soutenues)	45 %	24 œuvres sélectionnées au 1 ^{er} semestre 2019 (Fespaco, Vues d'Afrique, Cannes) pour 16 soutenues au 1 ^{er} semestre 2017 : 150 %
Proportion (%) des œuvres <u>de réalisatrices</u> soutenues sélectionnées dans les grands événements internationaux	54,1 % (6,5 œuvres de femmes sélectionnées en 2018 sur 12 soutenues en 2016)	55%	8 œuvres sélectionnées au 1 ^{er} semestre 2019 (Fespaco, Vues d'Afrique, Cannes) pour 4,5 soutenues au 1 ^{er} semestre 2017 : 177 %
Nombre d'auteurs francophones ayant participé à des événements internationaux*.	0		
Nombre d'opérateurs culturels dont les initiatives ont été soutenues.	0	10	

P4		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	2 479 000 €	2 313 000 €	962 034 €	16% (ordonnancé) 42% (engagé)
2019	31 août	2 479 000 €	2 328 000 €	1 601 506 €	33% (ordonnancé) 69% (engagé)

⁴ Données non disponibles à ce jour



P5 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS3 : Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique, des droits de l'Homme, de l'État de droit et du rôle de la société civile
Résultat final	La gouvernance démocratique, le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit se sont améliorés dans l'espace francophone
Résultat intermédiaire attendu	La gouvernance démocratique, les droits de l'Homme et l'égalité entre les femmes et les hommes sont davantage respectés
Intitulé du programme	Promotion et renforcement de la gouvernance démocratique, du respect des droits de l'Homme et de l'égalité entre les femmes et les hommes
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues, en particulier l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Conakry, Mali, Niger) et l'Afrique centrale (Burundi, Centrafrique, Gabon, RDC, Rwanda, Tchad), l'Océan indien (Madagascar), l'Europe centrale et orientale (Albanie, Kosovo, Macédoine du nord, Roumanie), l'Afrique du Nord (Maroc)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Ce programme développé en faveur des Etats, gouvernements, et acteurs politiques et de la Société civile de l'espace francophone vise à consolider la gouvernance démocratique, les droits de l'Homme et l'égalité entre les femmes et les hommes. Il répond essentiellement aux engagements contenus dans le Cadre stratégique de la Francophonie, ainsi que dans les déclarations de Bamako, de Saint-Boniface et de Luxembourg. Le programme contribue enfin à l'atteinte des ODD n° 4, 5 et 16.

Ce faisant, les activités du programme contribuent à l'appropriation durable du savoir-faire et de l'expertise par les nationaux dans les domaines concernés. D'autre part, ces activités renforcent le rôle et la place de la Francophonie sur la scène internationale dans le cadre du multilatéralisme et de la gouvernance mondiale, notamment dans un contexte marqué par de nouveaux enjeux et défis tels que la migration et de lutte contre le terrorisme.

La DAPG est l'unité administrative chargée de la mise en œuvre du programme, appuyée en cela par la DFEN, la DEJ, la DLFCD, l'IFDD, l'IFEFF et l'ensemble des unités hors siège. Le programme s'appuie sur une forte synergie avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), ainsi qu'avec de nombreux partenaires stratégiques parmi lesquels les 16 réseaux institutionnels de la Francophonie, des organisations internationales (Conseil de l'Europe, Union africaine – en particulier la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP)-, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme, Organisation des Nations unies, etc.) et des organisations de la société civile (ONG et OING).



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : Les capacités des institutions nationales sont améliorées et les pratiques prennent davantage en compte la gouvernance démocratique

Au cours du 1^{er} semestre 2019, un appui aux réformes constitutionnelles et administratives a été poursuivi à travers le soutien apporté à l'Association des Cours constitutionnelles francophones (ACCF). En particulier, le soutien intellectuel et financier apporté par l'OIF à la tenue du 8^{ème} Congrès du réseau consacré à la question de la « Constitution et sécurité juridique » à Montréal (Canada) en mai 2019 a contribué au renforcement des capacités des Conseils et Cours constitutionnels de l'espace francophone.

Par ailleurs, l'OIF a participé pour la première fois, en mars 2019 à Tirana (Albanie) aux travaux de l'Association des Ombudsmans de la Méditerranée (AOM), association née en 2008 sous l'égide de l'un des 16 réseaux institutionnels de la Francophonie, l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF). L'objectif de cette participation était d'initier un rapprochement entre l'OIF et ce réseau régional qui est impliqué sur la question migratoire.

Depuis janvier 2019, le partenariat avec l'APF a été renforcé à travers une commission de consultation OIF-APF qui s'est réunie à deux reprises. Conformément au Mémorandum d'entente et au protocole d'accord de subvention 2019 qui les lient, l'OIF et l'APF ont développé des activités conjointes qui visent à sensibiliser les parlementaires à leur rôle essentiel dans cinq domaines prioritaires en matière de gouvernance démocratique et de droits de l'Homme : Etat civil, Examen périodique universel (EPU), Institutions nationales des droits de l'Homme (INDH), Plaidoyer en faveur de l'abolition de la peine de mort, Réforme des systèmes de sécurité (RSS).

Par ailleurs, après le Mali et Madagascar (en 2015), le Cambodge (en 2016), le Bénin (en 2017), les 19 et 20 juin 2019 à Niamey, l'OIF et l'APF ont organisé conjointement un Séminaire parlementaire régional sur le contrôle parlementaire des systèmes de sécurité (RSS) et sur le suivi parlementaire de l'examen périodique universel (EPU) au Sahel.

En outre, les actions de sensibilisation démocratique en direction de la jeunesse ont été menées à travers le programme des jeunes parlementaires et du Parlement francophone des jeunes. Enfin, les activités du réseau des femmes parlementaires ont permis de renforcer le plaidoyer en faveur d'une plus grande participation des femmes à la vie politique.

L'expertise des réseaux institutionnels est mobilisée en 2019 notamment au travers de la conduite d'une réflexion francophone sur la question du rôle des réseaux sociaux dans les processus démocratiques. Il s'agit de faire émerger, face à cet enjeu mondial, un cadre de concertation francophone (inexistant à ce stade) et de contribuer à encourager l'adoption de modes de régulation équilibrés. Afin de matérialiser cette démarche transversale, l'OIF prépare un Séminaire d'experts, les 1^{er} et 2 octobre 2019, auquel 6 réseaux institutionnels francophones, des représentants de la Société civile et d'organisations internationales partenaires prendront part.

Les activités en faveur de la modernisation de l'état civil dans l'espace francophone ont été poursuivies notamment avec le soutien intellectuel et financier accordé à la production d'un reportage tourné au Sénégal, permettant de restituer sur le terrain le film « Etat civil : un défi pour l'Afrique » réalisé en 2018 avec l'appui de l'OIF et primé par un prix Médias en juin 2019.

Résultat immédiat 2 : L'implication des acteurs clés, en particulier la société civile, dans la promotion et la protection des droits de l'Homme est accrue

Dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), et à la demande de l'Etat de Madagascar, la DAPG a apporté son appui technique à la rédaction du rapport national de **Madagascar** à l'Examen périodique universel (2-7 juin 2019). Par ailleurs, en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), la DAPG a animé 2 formations de renforcement des capacités des parlementaires dans la mise en œuvre de l'EPU. Une soixantaine de députés issus de 4 des 5 pays du G5 Sahel (**Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad**) ont été sensibilisés au rôle des parlementaires dans la mise en œuvre de l'EPU. Dans le cadre du partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH), et avec le soutien de l'APF, 16 parlementaires issus de 8 Etats francophones examinés depuis le lancement du 3^{ème} cycle de l'EPU en 2016 ont été sensibilisés sur leur rôle et leur implication au processus de l'EPU dans le cadre d'une rencontre organisée au siège des Nations unies à Genève, par la RPG.

Dans le cadre de son plaidoyer en faveur de l'abolition de la peine de mort, la DAPG a apporté son soutien et participé à l'organisation du 7^{ème} Congrès mondial contre la peine de mort, qui s'est tenu à Bruxelles du 26 février au 1^{er} mars 2019. Par ailleurs, dans le cadre de son partenariat avec la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), la DAPG a accompagné une mission conjointe, avec la CADHP et la FIACAT, de plaidoyer et de sensibilisation des ambassadeurs francophones auprès de l'Union africaine sur le projet de Protocole africain sur l'abolition de la peine de mort (fin mars 2019).

Dans le cadre de l'activité de soutien aux défenseur.e.s des droits de l'Homme (DDH), la DAPG a organisé un atelier régional de sensibilisation aux mécanismes onusien et régionaux et nationaux de protection des DDH ainsi qu'une formation aux techniques d'enquête et de vérification des faits et à la sécurité numérique. Cet atelier, qui s'est tenu en Albanie, a réuni une quinzaine de défenseur.e.s provenant de trois Etats francophones, **l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine du nord**.

Dans le domaine des droits de l'enfant, la DAPG a soutenu l'organisation, par le réseau institutionnel Francopol, d'une formation à l'attention des policiers sur les techniques d'audition des mineurs et d'un atelier pluridisciplinaire pour les acteurs qui prennent en charge des enfants victimes de violences (N'Djamena, 2 au 4 juillet 2019) qui a abouti à la mise en place d'un réseau national pluridisciplinaire de protection de l'enfance (**Tchad**). A l'occasion du 30^{ème} anniversaire de la Convention des Nations unies relatives aux droits de l'enfant (CDE), la DAPG a conclu un partenariat tripartite avec le Bureau international catholique de l'enfance (BICE) et l'Institut des droits de l'Homme de Lyon (IDHL) de l'Université Catholique de Lyon (UCL), afin de collecter des données, de répertorier et de recenser, sous la forme de tableaux, les mesures prises par les Etats francophones pour mettre en œuvre cette Convention et les dernières recommandations émises à leur attention. Ce travail a permis l'élaboration d'un rapport par l'OIF qui sera présenté lors de la Conférence ministérielle de Monaco (octobre 2019).

Dans le cadre du Fonds francophone pour les droits de l'Homme (FFDH) « Martine Anstett », le 13^{ème} appel à propositions, lancé le 8 avril 2019, est consacré à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. Le Comité technique consultatif du FFDH a sélectionné huit projets proposés par des organisations de la société civile (OSC) et mis en œuvre dans six pays francophones.

L'appui de la DAPG aux institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) s'est traduit par le renforcement des capacités de 11 INDH dans la communication avec les médias, par une mission de formation initiale des membres de la nouvelle commission nationale des droits de l'Homme du Bénin mise en place en décembre 2018 (**Bénin**) ainsi que par un atelier de formation de six INDH désignées mécanisme national de prévention de la torture (MNP). Par ailleurs, les nouveaux membres de l'INDH du Tchad sont en cours de désignation et prendront en principe fonction au dernier trimestre 2019. La DAPG soutiendra, en partenariat avec le HCDH, une formation initiale de ses membres.

La DAPG apporte également un soutien à 5 INDH francophones afin d'encourager leur participation dans l'élaboration d'un logiciel libre de traitement des plaintes, qui permettra de doter les INDH d'un logiciel adapté à leur besoin, afin de traiter plus efficacement les plaintes relatives à des violations des droits de l'Homme.

Dans le domaine « entreprises et droits de l'Homme », depuis fin 2018, les INDH bénéficient d'un appui et soutien continu de la DAPG dans l'élaboration de leur stratégie de plaidoyer et de compréhension des enjeux du projet d'«instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'Homme». La DAPG finalise également une note de décryptage des enjeux dudit projet, pour tous les acteurs impliqués dans ce processus, à savoir les INDH, les Etats francophones et la société civile.

La DAPG a organisé une réunion francophone sur la thématique « Prévention et lutte contre la corruption et droits de l'Homme », à laquelle une quarantaine d'experts de 18 Etats francophones ont pris part afin de faire émerger des opportunités d'action entre les acteurs de l'anti-corruption et ceux œuvrant pour le respect des droits de l'Homme (Etats, Organisations internationales et régionales, INDH, agences anticorruption et organisations de la société civile). Un rapport sera finalisé faisant état des pistes d'action concrètes pour 2020.

Enfin, dans le cadre d'un projet transversal avec la DFEN et l'IFDD, portant sur la prise en considération des enjeux économiques, environnementaux et sociaux des contrats du secteur extractif des pays francophones, plusieurs études sont en cours d'élaboration afin de produire un guide à l'attention des Etats pour améliorer l'équilibre des contrats du secteur extractif.

En matière d'éducation aux droits de l'Homme, un accord-cadre pour la gestion et l'animation d'une session annuelle du CLOM sur l'éducation aux droits de l'Homme a été signé avec le prestataire Juriscope de l'Université de Poitiers. Ainsi, l'ouverture et l'animation de la seconde session aura lieu au second semestre 2019.

Plusieurs missions ont été menées de manière conjointe au cours de ce premier semestre 2019 : l'OIF a lancé avec l'APF et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme un cycle de rencontres de sensibilisation des parlementaires à leurs rôles et responsabilités dans le cadre du suivi de l'EPU. Une première atelier a réuni à Genève, les 13 et 14 juin 2019, quatorze parlementaires originaires de 8 pays francophones (le **Burkina Faso, le Burundi, la France, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Suisse et la Roumanie**) sur le renforcement du rôle des parlementaires des États membres de l'OIF dans le processus de l'EPU, organisé conjointement par la **RPGV** et le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), avec la participation de l'Assemblée parlementaire de la francophonie et de l'Union interparlementaire et ce, dans le cadre de la Feuille de route qui régit la coopération entre nos deux organisations. Cette initiative du HCDH et de l'OIF, saluée par les parlementaires présents, qui se sont engagés à transmettre à leurs Parlements respectifs les principales informations et les messages clés issus de cette rencontre, a répondu à un réel besoin de sensibilisation et d'implication de leur part au processus de l'EPU.

Le vendredi 3 mai 2019, à quelques jours de son passage devant le Conseil des droits de l'Homme pour la présentation de son rapport national du 3e cycle de l'Examen périodique universel (EPU), la délégation de Côte d'Ivoire s'est prêtée à un exercice de simulation conduit par Madame la Secrétaire d'État Aimée ZEBEYUUX et la Représentation permanente de l'OIF à Genève et Vienne (**RPGV**), en collaboration avec l'ONG UPR-INFO. Organisé à la demande des États membres, cet exercice de simulation a permis à la délégation ivoirienne de préparer son dialogue interactif avec le Groupe de travail de l'EPU.

Dans le cadre de ses actions visant à renforcer le rôle et la place de la Francophonie sur la scène internationale afin d'améliorer le multilatéralisme et la gouvernance mondiale, notamment en matière de respects des droits de l'Homme, la **RPGV** a également apporté un soutien technique au Groupe des Ambassadeurs Francophones (GAF) dans le cadre de sa participation aux travaux des 40e (du 25 février au 22 mars 2019) et 41e (du 24 juin au 12 juillet 2019) sessions du Conseil des droits de l'Homme. Ainsi, avec le soutien de la RPGV, ce sont quatre déclarations communes (soutenues par les 88 États et gouvernements membres, associés et observateurs de l'OIF), qui ont été préparées et délivrées par le GAF.

Enfin, comme chaque année, depuis 2006, l'OIF, au travers de sa Représentation permanente à Genève (**RPGV**) a soutenu le Festival du Film et Forum International sur les Droits de l'Homme (FIFDH) qui s'est tenu à Genève au mois de mars, en parallèle de la session principale du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Résultat immédiat 3 : Les capacités des acteurs publics et celles de la société civile sont renforcées pour la mise en œuvre des engagements en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles

En mars 2019, la Francophonie (OIF, société civile et Réseau des femmes parlementaires de l'APF) a participé à la 63e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU sur « Les systèmes de protection sociale, l'accès aux services publics et les infrastructures durables au service de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles » : soutien à neuf événements parallèles, dont une concertation ministérielle et une concertation du Réseau francophone pour l'égalité femme-homme.

Un appui a été apporté à la réalisation de portraits de femmes autochtones de l'espace francophone pour la plateforme documentaire sur « la voix des femmes autochtones », dans le but de sensibiliser le grand public à leur combat via cette plateforme et les réseaux sociaux. Il s'agit par la même d'augmenter la visibilité des femmes autochtones dans l'espace public et de tirer les conséquences de leurs expériences pour favoriser le vivre-ensemble dans la société.

En partenariat avec la Fondation Mukwege, l'OIF a apporté son soutien à la mobilisation et au plaidoyer pour la lutte contre les violences sexuelles en période de conflit, par la création d'espaces d'échanges pour les survivantes de **RDC, Centrafrique, Rwanda, Burundi, Mali, Guinée-Conakry**. Il s'agit de sensibiliser l'opinion publique francophone sur la réalité et l'impact du viol comme arme de guerre.

L'OIF a contribué à la mise en place d'une plateforme numérique pour le suivi des engagements des Etats et gouvernements membres de l'OIF en matière d'égalité femmes-hommes.

Il s'agit d'améliorer la capacité du Réseau francophone pour l'égalité femmes-homme, des acteurs et actrices de la société civile francophone, des gouvernements et des acteurs de la Francophonie, d'assurer le suivi de la mise en œuvre des engagements des pays membres quant aux droits des femmes, via la mise en place d'une plateforme web dédiée.

La DAPG et le **BRAO** ont pris part au 2^{ème} Forum international sur « Leadership féminin, autonomisation de la femme et développement économique de l'Afrique », organisé par l'Observatoire panafricain du leadership féminin à Cotonou (4 au 9 Mars 2019, Bénin) dans la perspective de constituer, en Afrique francophone, un cadre permanent, d'action et de monitoring du leadership féminin et de l'autonomisation de la femme.

La DAPG a contribué à la conférence internationale sur l'éducation des filles et la formation des femmes dans l'espace francophone au Tchad en juin 2019.

L'OIF a appuyé le Réseau des femmes parlementaires de l'APF, notamment pour un atelier sur le leadership.

La DAPG a financé la formation sur le rôle des institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) d'Afrique francophone dans la mise en œuvre du Protocole à la Charte africaine relatif aux droits des femmes en Afrique (Protocole de Maputo).

Cette formation a renforcé les capacités des INDH de l'Afrique francophone, en ce qui concerne les techniques de rédaction des rapports étatiques aux termes du Protocole de Maputo, dans le but de s'assurer que les Etats d'Afrique francophone remplissent les obligations qui leur incombent concernant la soumission des rapports étatiques à la Commission Africaine des droits de l'Homme et des Peuples.

Par ailleurs, un soutien a été apporté aux femmes défenseuses avec des formations prenant spécifiquement en compte les dangers auxquels elles sont confrontées.

La DAPG a encouragé les candidatures féminines et attribuer 50% des bourses OIF à des femmes pour une formation, en français, sur le droit international des migrations ; bourses attribuées à des représentant.e.s d'institutions membres des réseaux institutionnels de la Francophonie et de la Conférence des OING.

Enfin, à l'occasion de la journée internationale des femmes, la **RPUE**, en partenariat avec OIM, Wallonie-Bruxelles international (WBI) et la Mission du Canada auprès de l'UE, a contribué à l'organisation du Colloque international : « Le pouvoir d'agir des femmes africaines et afro-descendantes ». Cette rencontre a fait le point sur les questions ayant un impact sur le pouvoir d'agir des femmes africaines, à savoir le croisement et le chevauchement de plusieurs systèmes de discrimination, comment déconstruire ces systèmes, lutter contre les préjugés et offrir aux femmes africaines et afro-descendantes des outils pour agir en tant que citoyens à part entière.

La **RPUE** a également organisé un dîner plaidoyer, réunissant diplomates et associatifs, autour de la problématique du viol comme arme de guerre et des défis d'accès aux soins, de lutte contre l'impunité, de mise en place des programmes de réparations et d'accès aux activités génératrices de revenus.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Résultat immédiat 1 : Les capacités des institutions nationales sont améliorées et les pratiques prennent davantage en compte la gouvernance démocratique

L'appel à candidatures et la présélection des bénéficiaires d'une bourse pour la formation « Protéger les droits des migrants : les normes internationales face aux défis contemporains » - février-avril 2019 : l'OIF a lancé un appel à candidatures restreint à destination de la Conférence des OING et des réseaux institutionnels impliqués sur la question des migrations. Pour la 3^{ème} année consécutive, l'OIF a financé des bourses pour participer à cette formation créée en français conjointement avec l'Institut international de droit humanitaire de San Remo. Les bénéficiaires de ces bourses qui ont vocation à démultiplier leurs enseignements sur des questions relatives à la gestion des flux migratoires (respect des droits des migrants, intégration des migrants,...), au niveau national, ont été des représentants d'institutions membres de la Conférence des OING, de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF), de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (AFNCDH), du Réseau international francophone de formation policière (FRANCOPOL) et de l'Association internationale des Procureurs et Poursuivants francophones (AIPPF).

Résultat immédiat 2 : L'implication des acteurs clés, en particulier la société civile, dans la promotion et la protection des droits de l'Homme est accrue

La DAPG a organisé, pour la première fois, une réunion francophone sur la prévention et lutte contre la corruption axée sur le lien nécessaire entre lutte contre la corruption et protection des droits de l'Homme. Réunissant une quarantaine d'experts en provenance de 17 pays francophones et issus d'institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) francophones, d'agences nationales de lutte contre la corruption, d'organisations de la société civile (OSC) ou encore d'organisations internationales, cette rencontre a permis d'établir des liens entre les structures travaillant dans ce domaine, en privilégiant l'interaction permanente entre elles.

Une formation sous-régionale pour les défenseur.e.s d'Europe centrale a été organisée en **Albanie**, avec le concours du Conseil de l'Europe, du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de la délégation de l'Union européenne en Albanie, des Ambassades de France en Albanie, au Kosovo et en Macédoine du Nord, ainsi que de Access Now, qui a une expertise en sécurité numérique. Parmi la vingtaine de participants (8 d'**Albanie**, 8 du **Kosovo** et 5 de **Macédoine du Nord**), la majorité était des femmes défenseuses et beaucoup d'entre eux défendaient des catégories de populations à risque (femmes, minorité Roms, etc.).

Résultat immédiat 3 : Les capacités des acteurs publics et celles de la société civile sont renforcées pour la mise en œuvre des engagements en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles

L'organisation en février 2019 d'une conférence-débat intitulée "Développement et travail non rémunéré des femmes: quels enjeux pour l'espace francophone. Cette conférence-débat a réuni des experts de l'UEMOA, de l'OCDE et de l'IRD, et a été suivie d'une visite guidée de l'exposition "La voix des femmes autochtones".

Une concertation ministérielle et une concertation du Réseau francophone pour l'égalité femme-homme ont été tenues en marge de la 63^e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU à New York en mars 2019.

L'OIF a participé, en mars 2019, au Forum international sur « Leadership féminin, autonomisation de la femme et développement économique de l'Afrique », organisé par l'Observatoire panafricain du leadership féminin à Cotonou (**Bénin**).

Les ressortissants des seize pays et un Département d'Outre-Mer ont donc pris part aux travaux du Forum. Cent jeunes femmes du monde rural ont été entièrement prises en charge pour leur participation à cet événement par l'OIF.

En lien avec la DEJ, la DAPG a pris part à la conférence internationale sur l'éducation des filles et la formation des femmes dans l'espace francophone au **Tchad** en juin 2019, en terme de production de contenu et d'animation d'atelier.

Les causes profondes des inégalités, des disparités et des diverses formes d'exclusion et de discrimination touchant les filles et les jeunes femmes ont été abordées, ainsi que les moyens d'accroître l'accès, réduire les taux d'abandon scolaire, de redoublement et d'échec et éliminer les inégalités de genre dans l'éducation, les dispositifs de formation et d'apprentissage.



REALISATIONS EN CHIFFRES

Résultat immédiat 1 : Les capacités des institutions nationales sont améliorées et les pratiques prennent davantage en compte la gouvernance démocratique

- Au premier semestre 2019, 6 séminaires ou formations parlementaires ont été organisés. Ils ont concerné 10 pays et le nombre de parlementaires ou fonctionnaires parlementaires concernés a été de l'ordre de 300 personnes.

- Dans le cadre de l'appel à candidatures mentionné plus haut, 110 candidatures ont été reçues. Sur **32 personnes formées**, 14 bénéficiaires étaient des boursiers OIF issus de 4 réseaux institutionnels de la Francophonie et de 3 organisations de la Société civile francophone.
- Dans le cadre de la 13ème édition du Fonds francophone pour les droits de l'Homme, 112 projets qui ont été reçus, provenant d'organisations de la société civile de plus de 26 pays francophones.

Résultat immédiat 2 : L'implication des acteurs clés, en particulier la société civile, dans la promotion et la protection des droits de l'Homme est accrue

- Une réunion francophone sur la prévention et lutte contre la corruption a été organisée, réunissant une quarantaine d'experts en provenance de 17 pays francophones. 10 institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) francophones, 7 agences nationales de lutte contre la corruption, 5 organisations de la société civile (OSC) ou encore 3 organisations internationales étaient représentées.
- Deux INDH ont eu l'accréditation A par le Sous-Comité d'accréditation de l'Alliance globale des institutions nationales des droits de l'Homme (GANHRI), qui s'est tenu en mars 2019.
- **Six INDH** désignées mécanisme national de prévention de la torture (MNP) ont été **formées** lors d'un atelier de renforcement de capacités.
- **Onze INDH** francophones ont été **formées sur la communication avec les médias**.
- Trente participants (magistrats, juges pour enfant, policiers, associations) ont pris part à l'atelier pluridisciplinaire pour les acteurs qui prennent en charge des enfants victimes de violences, organisé par Francopol.
- Un atelier régional de renforcement des capacités des défenseur.e.s des droits de l'Homme (DDH) a été organisé à l'attention de 21 défenseur.e.s (8 d'Albanie, 8 du Kosovo et 5 de Macédoine du Nord).
- Quarante participants francophones, issus de la classe politique et de la société civile, ont pris part à l'événement parallèle organisé par la DAPG, en marge du 7ème Congrès mondial contre la peine de mort.
- Douze ambassadeurs du Groupe francophone auprès de l'Union africaine ont pris part à l'atelier de sensibilisation sur le projet de Protocole africain sur l'abolition de la peine de mort, organisé le 28 mars 2019 à Addis-Abeba.
- Un état francophone (**Madagascar**) a été accompagné dans l'élaboration de son rapport national en vue de son passage au 3ème cycle de l'Examen périodique universel (EPU).
- Deux ateliers de sensibilisation au rôle des parlementaires dans la mise en œuvre de l'EPU ont été organisés au cours de cette période.
- Une soixantaine de députés issus de 4 des 5 pays du G5 Sahel (**Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad**) ont été sensibilisés sur leur rôle dans la mise en œuvre de l'EPU, lors d'une activité menée à Niamey (Niger) dans le cadre du partenariat renforcé avec l'APF.
- Quatre écoles politiques et citoyennes ont été soutenues au cours de cette période (**Bulgarie, Maroc, Cameroun** et une Ecole régionale pour Afrique de l'Ouest).
- Huit organisations de la société civile ont été sélectionnées dans le cadre du Fonds francophones pour les droits de l'Homme (FFDH), portant sur la thématique de la promotion et de la protection des droits de l'enfant.

Résultat immédiat 3 : Les capacités des acteurs publics et celles de la société civile sont renforcées pour la mise en œuvre des engagements en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles

- Neuf événements parallèles ont été organisés en marge de la 63e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU à New York en mars 2019.
- 300 personnes de 16 pays dont 100 jeunes femmes ont participé au Forum international sur « Leadership féminin, autonomisation de la femme et développement économique de l'Afrique »
- 30 survivantes (chiffre à confirmer d'ici la fin de l'année) de 6 pays pourraient être mobilisées dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles en période de conflit.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte au 31 déc. 2019
1. Proportion des personnes/collaborateurs (dont % de femmes) issues des institutions nationales francophones formées qui ont acquis les connaissances de gouvernance démocratique	0	75%	
2. Taux de mobilisation des réseaux institutionnels sur des initiatives d'intérêt commun en matière de gouvernance démocratique	0	60%	
3. Proportion des acteurs de promotion et de protection des droits de l'Homme (dont % de femmes) qui ont acquis des connaissances dans ce domaine	0	70%	
4. Niveau de participation des acteurs de promotion et de protection des droits de l'Homme appuyés dans les enceintes internationales et régionales	0	50%	
5. Proportion des pays francophones ayant mis en place des dispositions pour lutter contre les discriminations faites aux femmes et aux filles (en lien avec la cible 5.1 de l'Agenda 2030) augmentera de 10% par rapport à la situation de référence	-	5%	
6. Nombre d'initiatives en faveur de l'EFH mises en œuvre par les ONG soutenues	0	10	
7. Proportion d'hommes et de femmes dont le niveau de capacités attitudes et pratiques (CAP) en faveur de l'EFH s'est amélioré	0	40%	

P5		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 950 000€	2 048 709€	1 536 910€	75%
2019	31 août	1 950 000€	2 112 968€	1 734 784€	82%



P6 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS3 : Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique, des droits de l'Homme, de l'État de droit et du rôle de la société civile
Résultat final	La gouvernance démocratique, le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit se sont améliorés dans l'espace francophone.
Résultat intermédiaire attendu	La primauté du droit, l'indépendance de la justice et des médias et la liberté d'expression sont consolidées dans l'espace francophone
Intitulé du programme	Soutien en faveur d'une justice efficace et moderne et de médias indépendants et responsables
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues, en particulier l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Guinée, Niger), l'Afrique centrale (Burundi, Tchad), l'Afrique du Nord et Moyen-Orient (Égypte, Liban, Maroc, Tunisie), l'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Roumanie), la Caraïbe (Haïti), l'Asie-Pacifique (Cambodge, Laos, Vietnam)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Ce programme de l'OIF développé en faveur de ses Etats et gouvernements répond à une triple nécessité : a) renforcer la formation et les compétences des praticiens du droit et des acteurs des médias ; b) moderniser les droits nationaux des pays de l'espace francophone aux fins de garantir la sécurité des affaires et susciter l'attrait des investisseurs en vue de créer emplois et richesses ; c) soutenir l'innovation et la mise en œuvre des bonnes pratiques des médias et leur régulation ; enfin, d) mieux accompagner les femmes et les jeunes, qui sont à la fois les plus touchés par les problématiques du numérique et de la radicalisation, afin qu'ils soient porteurs de la modernisation des institutions et des pratiques sociales.

L'OIF entend ainsi renforcer l'accès à la justice, au droit (à travers notamment la stratégie francophone de diffusion du droit) et à l'information, ainsi que les capacités des institutions judiciaires, des autorités de régulation des médias et des entreprises médiatiques.

Le programme 6 contribue de ce fait à l'atteinte des ODD n° 5 et 16.

Le regroupement au sein d'un même programme de l'action en faveur de la justice et des médias est aussi de nature à mieux sensibiliser les praticiens du droit sur les enjeux démocratiques liés à la protection des acteurs des médias et à la liberté d'expression, puis à rappeler aux journalistes leur rôle majeur en matière de promotion et de défense de l'État de droit. Les objectifs communs de ces initiatives sont de recréer la confiance des citoyens en un contrat social respectueux des droits et libertés fondamentales.

La DAPG est le chef de file de la mise en œuvre du programme, appuyée par la DLFC, l'IFDD et la DFEN. Le programme a instauré une synergie avec TV5Monde ainsi qu'avec de nombreux partenaires externes parmi lesquels les réseaux institutionnels de la Francophonie, les institutions nationales et professionnelles, les structures nationales de diffusion du droit, les acteurs du secteur des médias, des organisations internationales et intergouvernementales (notamment le Conseil de l'Europe et la Cour pénale internationale) et des agences des Nations unies, ainsi que des partenaires de la société civile.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Afin de contribuer à ce que la primauté du droit, l'indépendance de la justice et des médias et la liberté d'expression soient consolidés,

Résultat immédiat 1 : Les textes et normes légales organisant l'État de droit sont disponibles et adaptés aux standards internationaux

Dans le cadre de ses activités de soutien à la modernisation des cadres juridiques en Afrique centrale, l'OIF a participé, en qualité de partenaire technique, à la 47^e session du Conseil des Ministres de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), du 30 au 31 janvier 2019 à Libreville (Gabon). Elle y a fait le bilan de ses activités menées en 2018 en vue de l'appropriation et la diffusion du droit OHADA dans l'espace francophone et présenté aux partenaires celles prévues en 2019. Cette activité a été menée en collaboration avec le **BRAC**.

Dans le cadre de la diffusion du droit, en avril 2019, l'OIF a mis à la disposition des commissions nationales OHADA de la République du **Tchad** et de la République de **Guinée** 300 codes OHADA annotés.

La Commission Nationale OHADA de la République du **Tchad** a reçu le concours financier de l'OIF pour la conduite entre, le 1^{er} juin et le 1^{er} décembre, de l'« étude sur l'effectivité du droit OHADA au Tchad ». Le projet vise notamment à documenter l'état de la mise en œuvre nationale du Droit OHADA afin d'inciter les autorités tchadiennes à engager les actions appropriées pour accélérer le processus de sa mise en place.

La Commission Nationale OHADA de la République de **Guinée** a organisé, avec le soutien financier et technique de l'OIF, les 1^{er}, 2 et 3 juillet 2019, la 7^{ème} édition des journées OHADA sur le thème « Assainissement des affaires en Guinée ».

L'OIF a participé, en qualité d'observateur à la 37^e session du groupe de travail n°3 de la CNUDCI dédié au projet de réforme du règlement des différends investisseurs – Etats (RDIE), organisée à New-York (Etats Unis d'Amérique), du 1^{er} au 5 avril 2018. L'OIF a facilité la participation active et des prises de paroles de l'ensemble des délégations francophones durant les sessions plénières de la CNUDCI. Cela s'est révélé particulièrement utile en vue d'une réforme en profondeur du RDIE. Cette activité a été menée en collaboration avec la **RPNY**.

L'OIF a organisé la 3^e concertation des délégations francophones participant au groupe de travail n°3 de la CNUDCI, qui s'est tenue lors de deux sessions, le 1^{er} et le 3 avril, à la Représentation permanente de l'OIF puis au siège des Nations unies. Les Délégués ont souligné l'intérêt d'une 1^{ère} réunion intersessions africaine, pour permettre un renforcement des capacités des délégations africaines. Ils ont apporté leur soutien à la tenue d'une telle réunion dans un Etat membre, en l'occurrence la République de **Guinée** qui l'accueillera avec le soutien technique et financier de l'OIF, les 25 et 26 septembre 2019. Les Délégués ont par ailleurs demandé à l'OIF la production d'un non-papier francophone en vue, le cas échéant, d'une contribution francophone aux travaux de la CNUDCI. Cette activité a été menée en collaboration avec la **RPNY**.

Les 8 et 9 avril 2019, l'OIF a organisé « la 6^e conférence régionale francophone sur le renforcement de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée », autour du thème de la protection du patrimoine culturel et de l'indépendance des procureurs. Cette activité a été menée en collaboration avec le Parquet près la Haute Cour de cassation et de justice de la Roumanie et en partenariat avec l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF). Il s'agit de la 1^{ère} activité de l'AIPPF en **Europe centrale et orientale** menée par l'AIPPF. L'activité a été réalisée en étroite collaboration avec le **BRECO**.

Résultat immédiat 2 : Les institutions garantes de l'État de droit et de la liberté d'expression sont renforcées dans leur autorité et leurs attributions

L'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF) a reçu le soutien financier de l'OIF afin de continuer son effort en faveur développement de la base JURICAF de données jurisprudentielles des cours de cassation francophones (déploiement sur toute l'année 2019).

Dans le cadre de son aide au renforcement des institutions, l'OIF a appuyé le financement du projet de 35^e Congrès international de l'IDEF (Institut international du droit d'expression et d'inspiration française) et d'hommage solennel à Boutros BOUTROS GHALI, organisé au Caire (**Égypte**), du 21 au 23 avril 2019, qui portait sur le thème « migrations internationales ; enjeux et perspectives ».

L'OIF a soutenu financièrement et participé au sixième Congrès triennal de l'AHJUCAF, qui s'est déroulé à Beyrouth (Liban) du 12 au 14 juin 2019, sur le thème « la diffusion de la jurisprudence francophone des cours suprêmes judiciaires au temps de l'internet ».

Le Réseau francophone des conseils de la magistrature judiciaire (RFCMJ) a organisé son colloque annuel 2019, avec le concours financier de l'OIF, à Beyrouth (**Liban**), du 12 au 15 juin 2019, sur le thème « Les rapports entre le pouvoir exécutif et les conseils de justice ». Cette manifestation s'est tenue conjointement au Congrès de l'AHJUCAF (ces deux réseaux ont plusieurs membres communs) marquant ainsi la collaboration et la convergence de leurs activités, sans que cela ne nuise à la spécificité de leurs approches.

Dans le cadre de son soutien au développement de la réflexion et des échanges entre les structures francophones en matière de processus de transition, justice, vérité et réconciliation, l'OIF a soutenu l'organisation annuelle 2019 de l'université d'été de l'Institut francophone pour la justice et la démocratie (association francophone pour la justice transitionnelle) organisée à Saint-Étienne-de-Baïgorry (France), du 30 juin au 7 juillet 2019. Elle a porté sur le thème « peuples autochtones et justice transitionnelle ».

Du 1^{er} au 3 mai 2019 s'est tenue à Addis Abeba la Conférence annuelle de l'UNESCO à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse dont la thématique était la suivante : « *Médias pour la démocratie : le journalisme et les élections en période de désinformation* ». Sur sollicitation de l'UNESCO, l'OIF a contribué à l'organisation d'une session durant la Conférence, sur le thème : « *Réponses des acteurs électoraux aux nouveaux défis liés au flux d'informations pour la protection de l'intégrité de l'information* ». Les autres partenaires de l'organisation de cette session ont été : le PNUD, l'IDEA, la Commission de l'Union africaine et l'UAR.

L'OIF a participé au Séminaire de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) de **Tunisie** intitulé « Internet, réseaux sociaux et processus électoraux », et qui s'est tenu à Tunis les 20 et 21 juin 2019. Il a eu pour objectif principal de partager des expériences et expertises internationales afin de sensibiliser différentes parties prenantes tunisiennes (autorité de régulation des médias, instance de gestion des élections, médias) sur les risques potentiels liés à l'influence des réseaux sociaux sur le processus électoral tunisien.

Enfin, la **RPUA** a organisé une retraite de haut niveau entre la CPI et les États africains parties au statut de Rome.

Résultat immédiat 3 : Les capacités des praticiens du droit et des médias sont renforcées et leur expertise est valorisée

L'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF) a reçu le soutien financier de l'OIF afin d'organiser sa première session régionale de formation et d'échanges sur la collecte, la gestion et la diffusion de la jurisprudence francophone des hautes juridictions suprêmes judiciaires, en mars 2019 à Cotonou (**Bénin**). Cette formation s'inscrit en appui du soutien apporté au développement de la base de données JURICAF.

En marge de la première réunion du Réseau francophone des ministres en charge de l'économie numérique, le **BRAO** a contribué au financement d'une table-ronde sur « la déontologie dans les nouveaux médias du numérique et l'intelligence artificielle », le 30 mai 2019, à Cotonou (**Bénin**) lors de laquelle 75 participants dont 19 femmes du secteur des médias et du numérique ont renforcé leurs capacités sur les pratiques de la déontologie dans les nouveaux médias.

L'OIF a soutenu et participé (avec le **BRECO**) au séminaire organisé par la Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune (CIB), l'AHJUCAF, le Barreau de Paris, le Barreau de Sofia et l'Ordre des avocats de **Bulgarie**, à Sofia en mai 2019 sur le thème « la déontologie (des magistrats et des avocats), garante du procès équitable ».

Le Centre international en Afrique de formation des avocats francophones (CIFAF) a organisé avec le concours financier de l'OIF sa première session régionale de formation, en mai 2019 à Ouagadougou. Cette formation a réuni près de 350 avocats des barreaux des pays limitrophes du **Burkina Faso**.

L'OIF a soutenu la 31^e édition du Concours Jean-Pictet qui s'est tenue à Obernai (France), du 30 mars au 6 avril 2019. Le Concours Jean-Pictet est un important concours de droit international humanitaire qui allie compétition et formation entre équipes d'étudiants de facultés de droit, de sciences politiques, de relations internationales et d'académies militaires.

Le Centre de formation judiciaire du Sénégal a organisé du 30 juin au 5 juillet de 2019, avec le concours de l'OIF, une formation de haut niveau pour une délégation d'inspecteurs de l'inspection générale des services judiciaires du **Niger**. Cette activité initialement prévue en 2018 entraine dans le cadre de l'action de l'OIF en soutien au programme décennal de réforme de la justice nigérienne.

A l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie, les trois Prix francophones de l'innovation dans les médias ont été décernés le mercredi 20 mars lors d'une cérémonie au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) sous la présidence de Mme Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie, et en présence de Mme Marie-Christine Saragosse, Présidente-Directrice-Générale de France Médias Monde (FMM) et de M. Christophe Deloire, Secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF). Le 1^{er} prix de 10 000 euros a été décerné à « Enquet'Action » (**Haïti**), un média en ligne d'investigation journalistique. Le 2^e prix de 6 500 euros a été décerné à « Yaga » (**Burundi**), une communauté de près de 100 jeunes blogueurs burundais qui s'expriment quotidiennement sur des thématiques variées à travers les médias sociaux en promouvant le dialogue et la paix. Le 3^e prix de 3 500 euros a été décerné à « Guiti News » (**France**), un nouveau média indépendant en ligne qui diffuse toutes les semaines des reportages photo, vidéo, des dessins, des podcasts et des articles sur les questions de migrations.

L'OIF a apporté un soutien financier et activement participé à la tenue, du 27 au 30 mars 2019, à Marrakech (**Maroc**) de la 12^{ème} Assemblée générale de l'Union africaine de radiodiffusion, qui regroupe les radios et télévisions publiques et privées d'Afrique.

L'OIF a apporté un soutien financier et activement participé à la tenue, de l'Assemblée générale du réseau Théophraste qui regroupe les centres et Ecoles de formation en journalisme qui s'est tenue à Paris du 7 au 12 juillet 2019. Cette AG s'est tenue en marge de la Conférence mondiale des écoles de journalisme à laquelle l'OIF a apporté son soutien en finançant la participation des délégués francophones.

Suite au succès des trois premières éditions du concours d'écriture journalistique «Jeunes Reporters Francophones Vietnam», l'OIF, au travers son Bureau régional pour l'Asie-Pacifique (**BRAP**) poursuit sa collaboration avec le journal « Le Courrier du Vietnam », la 4e édition ayant pour thème « Le pouvoir des mots ». Adressé à tous les Vietnamiens et étrangers francophones âgés de 18 à 35 ans, ce concours vise à promouvoir la Francophonie et la langue française chez les jeunes dans un pays asiatique membre de la Francophonie où le français est minoritaire et à inciter les étudiants francophones à se lancer dans le journalisme pour refléter toutes les facettes de la vie et des hommes du **Vietnam**.

Enfin, avec le concours du **BRAP**, 16 journalistes francophones de la région Asie-Pacifique (dont 2 du **Laos** et 2 du **Cambodge**) ont bénéficié de la formation de perfectionnement des pratiques journalistiques francophones en Asie du Sud-Est, notamment « comment réaliser des reportages d'actualité et magazine », qui s'inscrit dans le cadre du plan d'accompagnement des médias en Asie-Pacifique et organisée par le journal « Le Courrier du Vietnam », en partenariat avec l'Ecole supérieure de journalisme de Lille (ESJ PRO).

ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Le colloque CIB-AHJUCAF de Sofia et l'organisation concomitante du congrès triennal de l'AHJUCAF et du colloque annuel du RFCMJ sont à la fois des réussites, du fait de la qualité de leurs travaux, mais aussi et surtout spécifiquement du fait de la coopération et de l'implication entre réseaux institutionnels qu'ils ont impliqués. Ces initiatives novatrices peuvent ouvrir de nouveaux champs d'action de coopération pour ces réseaux.

La 3e concertation des délégations francophones participant au groupe de travail n°3 de la CNUDCI (New-York, les 1er et 3 avril 2019) ainsi que la participation à la 37e session du groupe de travail n°3 de la CNUDCI dédié au projet de réforme du règlement des différends investisseurs – Etats (New-York, du 1er au 5 avril 2019) ont marqué l'ancrage et la reconnaissance internationale de l'expertise technique de l'OIF en matière de droit des affaires et de l'arbitrage d'investissement. Cela s'est traduit, d'une part au soutien de l'ensemble des délégations à la tenue, à l'initiative de l'OIF, de la 1ère réunion intersessions régionale « Afrique » sur le RDIE dans un Etat membre (la République de **Guinée**) dont l'OIF est partenaire aux côtés de la CNUDCI, et d'autre part la demande de production d'un non-papier francophone de position sur la réforme du RDIE.

L'organisation de « la 6e conférence régionale francophone sur le renforcement de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée », à Bucarest (**Roumanie**) a marqué la 1ère activité francophone du genre dans la région Europe centrale et Orientale et permis de mobiliser avec succès les parquets de nos Etats membres, associés et observateurs de la zone.

REALISATIONS EN CHIFFRES

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte au 31 déc. 2019
1. Proportion des Etats accompagnés disposant de textes adaptés aux standards internationaux	0	25%	
2. Degré d'indépendance juridique et d'autonomie budgétaire des institutions	0	25%	
3. Nombre de praticiens du droit et d'acteurs des médias formés, dont les femmes	0		
4. Nombre de pays touchés	0	35	
5. Nombre de sessions de formation organisées	0	15	

P6		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOUT 2019			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 320 000€	1 232 000€	757 249€	61%
2019	31 août	1 320 000€	1 232 000€	908 415€	74%



P7 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS4 : Contribuer à la prévention et à la gestion des conflits, à l'accompagnement des transitions et à la consolidation de la paix.
Résultat final	La Francophonie contribue à l'établissement d'un environnement stable et apaisé dans l'espace francophone.
Résultat intermédiaire attendu	La paix et la sécurité sont renforcées par la contribution à la résolution de conflits et de crises ainsi que la prévention des menaces transversales (terrorisme, radicalisation violente, etc.).
Intitulé du programme	Appui à l'établissement et à la consolidation de la paix et de la sécurité internationale
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues, en particulier l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger), l'Afrique centrale (Burundi, Cameroun, RCA, RDC, Tchad), l'Océan indien (Djibouti), la Caraïbe (Haïti)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Ce programme contribue à l'atteinte des ODD 1, 5 et 16.

Au cours des précédents exercices similaires, ce programme a mis en exergue l'imbrication de plus en plus croissante et préoccupante de divers déterminants dans la genèse des crises, conflits et instabilités au sein de l'espace francophone. Ces déterminants incluent i) la faiblesse des appareils politiques, institutionnels et sécuritaires de nombreux Etats, ii) la fragilisation des ressorts socio-culturels de la cohésion entre les diverses communautés vivant dans un pays, et iii) les difficultés économiques des Etats qui, conjugués, contribuent à rendre vulnérable la jeunesse aux extrémismes (radicalisation violente, terrorisme, etc.).

En raison du caractère persistant et potentiellement explosif de cette situation, les Chefs d'Etats et de gouvernements membres de la Francophonie ont, à travers la Déclaration d'Erevan (11-12 octobre 2018), encouragé et « *appelé la Secrétaire générale à poursuivre et amplifier ses activités et celles de l'OIF* » en faveur de « *la prévention, la gestion et le règlement des crises et des conflits, l'accompagnement des processus de transition, la consolidation de la paix et de l'efficacité des opérations de maintien de la paix (OMP) (...), en coopération avec les partenaires régionaux et internationaux, et en liaison avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et les réseaux institutionnels de la Francophonie.* ». Ils ont, en particulier, rappelé « *l'importance majeure qu'ils attachent au renforcement de la coopération entre les Nations unies et l'OIF* » dans ces domaines.

Déjà, de nombreuses réflexions menées au cours de l'année 2018 ont conclu à la nécessité de regrouper les thématiques « Prévention et gestion des crises et des conflits », « Maintien et consolidation de la paix » et « Lutte contre le terrorisme et prévention de la radicalisation violente » en un seul et même bloc programmatique réintitulé « Paix et sécurité » ou « Programme 7 ».

Cette réorganisation, effective aujourd'hui, visait un double objectif : d'une part, opérer un alignement de l'OIF sur les cadres conceptuels et terminologique d'usage au sein des autres Organisations internationales universelles ; d'autre part, donner de la cohérence et de la consistance au cadre budgétaire afin de permettre aux actions menées sous ce Programme d'avoir un meilleur impact auprès des bénéficiaires et des partenaires sur le terrain, dans le cadre d'une approche globale déployée sur l'ensemble du continuum de réponse aux crises et fragilités (prévention, gestion, maintien et consolidation de la paix).

Dans ce cadre, tout au long du premier semestre de 2019, l'OIF a continué à être constamment sollicitée par ses partenaires afin de soutenir les efforts nationaux et internationaux en matière de paix et de sécurité. Les actions menées sous cet angle ont notamment été structurées autour de l'enjeu de **prévention des crises et de consolidation de la paix**. Elles ont consisté principalement à poursuivre, à la faveur de crises et conflits politiques qui continuent d'agiter l'espace francophone, le déploiement d'initiatives de

prévention structurelle et opérationnelle dans de nombreux pays (**RCA, Mali, Sahel, Burundi, RDC, Haïti**, etc.) en lien avec les partenaires internationaux (Nations unies, Union africaine, Union européenne, etc.). Sur le plan structurel en particulier, le P7 s'est attelé à développer sur le terrain des actions programmatiques en faveur principalement des OSC de femmes et de jeunes dans leur rôle d'acteurs des processus de paix et de sécurité (**Cameroun, RCA**, etc.), de même qu'au profit des institutions de la gouvernance démocratique des systèmes de sécurité.

En matière de **maintien de la paix**, les objectifs poursuivis ont reposé sur les fondements à l'origine de nos interventions dans ce champ : i) sensibiliser les Etats et former leurs personnels pour une amélioration de leur participation, tant en nombre qu'en qualité, aux Opérations de maintien de la paix (OMP) ; ii) accroître l'usage du français dans les opérations de paix ; iii) soutenir l'émergence d'une vision stratégique francophone autour des principaux enjeux du maintien de la paix. Dans ce cadre, l'accent a été mis en 2019 sur (i) le renforcement des capacités des pays contributeurs francophones en appui à l'initiative « Action pour le maintien » de l'ONU, (ii) le développement de synergies entre les centres de formation francophones au maintien de la paix à travers la redynamisation du Réseau d'expertise et de formation francophone pour les opérations de paix (REFFOP), et (iii) la prise en compte de manière transversale de la dimension Genre, tant au niveau des bénéficiaires des actions de formation et de sensibilisation que des thématiques traitées lors de celles-ci.

Dans le domaine de **la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme**, l'objectif principal a consisté en l'accompagnement de la mise en place effective du réseau francophone dédié (Francoprev) ; ainsi qu'en un soutien à la création d'un réseau des centres de recherche stratégique de l'espace du G5 Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Afin d'apporter sa contribution à la prévention et à la gestion des crises et des conflits, l'OIF a enregistré, pour les résultats immédiats visés, les principales avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 : Les capacités des acteurs en matière de prévention et de gestion des crises et des conflits sont renforcées

Au cours de la période en revue et en perspective d'une mise en œuvre de la diplomatie préventive de l'OIF, diverses actions politiques et techniques ont été menées dans le cadre de ce programme.

Sur le plan politique, des missions déployées sous l'autorité de la Secrétaire dans certains pays en situation de fragilité politique (**Cameroun** : 23-25 mai 2019 ; **Bénin** : 08-12 avril 2019 ; **Mali** (4-6 juin 2019), **RCA, Guinée, Haïti** (16-23 juin 2019), etc.) ont significativement contribué à permettre aux acteurs nationaux impliqués de trouver, en interne, des ressources nécessaires au règlement pacifique des difficultés identifiées. L'OIF a pris part aux concertations organisées par les partenaires internationaux en soutien aux processus de sortie de crise dans certains pays (GIS-**RCA**, promotion du dialogue politique dans le règlement de la crise au **Cameroun**, etc.).

Les missions techniques et d'expertise déployées au cours du premier semestre en **Haïti, au Bénin, au Mali**, etc. ont poursuivi le même objectif et permis de parvenir aux mêmes résultats d'une sortie de crise apaisée.

Au **Cameroun** en particulier, les activités de formation au leadership politique et transformatif que l'OIF, en partenariat avec ONU-Femmes, a mené durant cette période (23-24 juillet 2019) en faveur des femmes camerounaises ont permis à celles-ci de disposer des capacités de participation qualitative et quantitative aux processus politiques et décisionnels au Cameroun. Le but poursuivi à travers ces activités consiste à contribuer au renforcement des aptitudes des femmes dans la prévention des crises et des conflits et de leur rôle en tant qu'actrices de la paix.

Ce programme a également poursuivi le partenariat avec les instituts et centres de recherche francophones (FrancoPaix) aux fins de renforcer les capacités d'analyse et d'alerte précoce de l'Organisation. Les travaux issus des recherches de terrain sont également partagés avec les acteurs nationaux impliqués dans la prévention et la gestion des crises et des conflits.

S'agissant de la réforme des systèmes de sécurité (RSS), l'APF, avec le concours de l'OIF, a organisé, les 19 et 20 juin 2019 à Niamey (Niger), un séminaire régional en vue de sensibiliser les députés sahéliens sur le contrôle parlementaire des systèmes de sécurité et le suivi parlementaire de l'examen périodique universel (EPU). La rencontre a rassemblé une soixantaine de députés du **Niger, du Tchad, du Burkina Faso et du Mali**, dont plusieurs appartenant au Comité Interparlementaire du G5 Sahel. En outre, l'OIF a soutenu FRANCOPOL pour la rédaction d'un Guide sur les bonnes pratiques policières en matière de gestion des risques et des nouvelles menaces (lutte contre le terrorisme, gestion des flux migratoires, cybercriminalité et gestion des risques psychosociaux), à paraître au deuxième semestre de 2019.

Résultat immédiat 2 : La contribution multidimensionnelle francophone aux opérations de maintien de la paix est accrue

Pour la quatrième année consécutive, les Ministères français de l'Europe et des Affaires étrangères et des Armées, l'ONU et l'OIF ont organisé, du 21 janvier au 1^{er} février 2019 à Paris (France), une formation de formateurs destinée à des officiers supérieurs francophones de pays contributeurs en troupes aux OMP. Cette rencontre a permis à une promotion de 39 stagiaires militaires issus de 28 pays, de consolider leurs connaissances des fondamentaux des OMP et qu'ils devront partager avec le personnel national de leurs armées en prélude à tout déploiement au sein d'une OMP.

En mars 2019, le Ministère des Armées de la France et l'OIF ont conjointement publié le premier Guide du contributeur aux OMP disponible en langue française (*Être acteur des opérations de paix des Nations unies. Guide pratique des pays contributeurs*, L'Harmattan, 2019). L'ouvrage présente toutes les étapes du cycle d'engagement dans une OMP auxquelles doivent satisfaire les Etats contributeurs. Le guide a été officiellement lancé le 19 mars 2019 à la **Représentation permanente de l'OIF près l'ONU à New York**, en présence du Secrétaire général adjoint aux opérations de paix de l'ONU et de la Ministre française des Armées.

Les 24 et 25 juin 2019, l'OIF, en partenariat avec les autorités de Djibouti, le Canada, l'Irlande, les Nations unies et l'Institut Thémis, a organisé, à **Djibouti**, un séminaire sur la génération de forces dans le cadre des OMP. L'événement a réuni près d'une cinquantaine de hauts cadres de l'armée et de la police d'Afrique francophone, chargés de la planification des déploiements nationaux au sein des missions de paix onusiennes, et issus d'une vingtaine de pays membres de la Francophonie. En lien avec la publication du Guide du contributeur aux OMP, les participants ont pu ainsi consolider leur expertise sur les différents enjeux et phases associés à l'engagement au sein d'une OMP (formation pré-déploiement, procédures de remboursement des pays participant aux opérations de paix, discipline, prise en compte du Genre, lutte contre les exploitations et abus sexuels, etc.).

Résultat immédiat 3 : Les capacités des acteurs au niveau national et multilatéral en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention de la radicalisation violente et en faveur du « libres ensemble » sont renforcées

Le 23 mars 2019, l'OIF, la Chaire Unesco en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents (Unesco-Prev), FrancoPrev et le Réseau des praticiens canadiens pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (RPC-Prev) ont organisé à Ottawa, un colloque international sur les pratiques, l'évaluation et la coopération dans leurs domaines d'intervention, en collaboration avec les gouvernements du Canada et du Québec. Ce colloque visait à favoriser le partage d'expériences, la collaboration et la formulation de recommandations sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents au sein, notamment, de l'espace francophone. Il a réuni une quarantaine de personnes de milieux professionnels diversifiés et provenant de 21 pays, dont 13 membres de la Francophonie.

En marge de cette rencontre, les membres de FrancoPrev ont également participé à un atelier de deux jours (21 et 22 mars 2019) du RPC-Prev et de l'UNESCO-Prev, en vue de l'élaboration d'un Guide d'intervention traitant des différents niveaux de prévention de l'extrémisme violent. Enfin, le comité de pilotage de FrancoPrev s'est également réuni pour réfléchir sur ses thématiques prioritaires suivantes : la culture comme outil de prévention, l'engagement des jeunes, le plaidoyer vers les institutions de la Francophonie, la construction d'une expertise francophone sur l'évaluation des pratiques, la gouvernance, la sécurité humaine et les droits humains. La consolidation du vivier d'experts du réseau, le développement d'outils de communication et la précision des activités sous chaque chantier thématique retenu constitueront les actions à court terme du réseau.

Les 24 et 25 juin 2019, le Secrétariat permanent du G5 Sahel et l'OIF ont conjointement organisé à Ouagadougou (**Burkina Faso**), la 2^{ème} rencontre des centres d'études stratégiques de l'espace G5 Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur le thème : « le renforcement des capacités d'analyse et de réflexion stratégique des centres de recherche des pays du Sahel ». La rencontre a réuni une cinquantaine de participants, responsables de centres de recherches, chercheurs, experts en matière de sécurité et paix, et diplomates. La Mission de l'Union africaine pour le Sahel (MISAHÉL), le Centre d'alerte de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Conseil de l'Entente et FRANCOPREV ont également été associés. A l'issue de la rencontre, les participants ont décidé de constituer un réseau des centres de recherche stratégique de l'espace G5 Sahel et de l'Afrique de l'Ouest dont la vocation est de mettre à disposition des décideurs de la région des études et notes d'aide à la décision stratégique dans le cadre de la lutte contre la radicalisation et le terrorisme.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

L'« atelier de formation des femmes candidates et leaders sur les processus électoraux, la loi électorale, le leadership transformatif, l'apprentissage par les pairs pour les aspirantes, la prise de parole et l'engagement », co-organisé par l'OIF, le Ministère camerounais de la promotion de la femme et de la famille et ONU-Femmes à Yaoundé (**Cameroun**) a réuni plus de 80 femmes candidates et leaders. Cette activité illustre l'importance d'un partenariat tripartite sur une thématique (Femmes) qui est au cœur des priorités de la Secrétaire générale et qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des conventions internationales en faveur des femmes, notamment la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

(1979), le Programme d'action de Beijing (1995) et la Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les Femmes et les Hommes, les droits et l'autonomisation des Femmes et des Filles adopté en octobre 2018 à Erevan (Arménie).



REALISATIONS EN CHIFFRES

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte au 31 déc.2019
1. Pourcentage d'acteurs formés ayant acquis des connaissances en matière de prévention et de gestion des crises et des conflits (dont % de femmes)	0	70%	
2. Pourcentage d'initiatives menées conjointement avec les partenaires internationaux par rapport à l'ensemble des actions conduites par l'OIF dans le cadre de la prévention et de la gestion des crises et conflits dans l'espace francophone (dont bénéficiant spécifiquement à un public féminin).	0	60%	
3. Pourcentage d'acteurs francophones formés ayant acquis des compétences en matière de de maintien de la paix (dont % de femmes)	0	70%	
4. Pourcentage des personnels francophones déployés dans les missions de maintien de la paix de l'ONU (dont % de femmes)	38	38%	
5. Pourcentage des activités appuyées ayant contribué à la mise en place de politiques publiques, de plans, de stratégies ou mécanismes de lutte contre le terrorisme, et de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme	0	25%	

P7		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOUT 2019			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 230 000€	1 163 363€	458 590€	39%
2019	31 août	1 230 000€	1 341 445€	629 896€	47%



P8 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS4 : Contribuer à la prévention et à la gestion des conflits, à l'accompagnement des transitions et à la consolidation de la paix.
Résultat final	La Francophonie contribue à l'établissement d'un environnement stable et apaisé dans l'espace francophone.
Résultat intermédiaire attendu	Rappel du résultat intermédiaire qui doit être atteint à l'issue du quadriennum
Intitulé du programme	Les processus électoraux libres, fiables et transparents sont renforcés à travers des dispositifs institutionnels, juridiques et techniques
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues, en particulier l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Sénégal), l'Afrique centrale (Rwanda), l'Océan indien (Madagascar), la Caraïbe (Haïti)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

En vue d'accompagner les Etats et gouvernements dans la consolidation de leurs processus démocratiques, l'OIF développe ce programme qui vise à soutenir l'organisation d'élections libres, fiables et transparentes. Il s'agit aussi de contribuer à créer les conditions propices aux processus électoraux inclusifs, gages d'une vie politique apaisée. Ce programme répond ainsi aux engagements contenus dans la Charte de la Francophonie ainsi que dans les Déclarations de Bamako (2000), de Luxembourg (2000) et de Saint-Boniface (2006). Le programme contribue par ailleurs à l'atteinte des ODD no 5 et 16.

L'OIF œuvre, en lien avec le Réseau des Compétences Electorales Francophones (RECEF) et les partenaires internationaux, en faveur de la pérennisation et de la professionnalisation des organes de gestion des élections, de la modernisation de l'état civil, de l'élaboration de fichiers électoraux biométriques, de la stabilisation du cadre juridique des élections, et du renforcement de l'observation nationale des élections. Dans le même sens, elle s'attelle à favoriser l'émergence de systèmes de gestion équilibrée des contentieux électoraux ainsi que de couverture médiatique équitable des campagnes électorales.

Par ailleurs, et dans une démarche transversale, c'est dans le cadre de ce programme que s'inscrivent les actions d'accompagnement et de renforcement des organisations de la société civile, acteurs essentiels des processus démocratiques. Les activités de développement, de structuration et de renforcement de la société civile francophone et la coordination de la Conférence des OING qui couvrent l'ensemble de la programmation de l'OIF sont, en 2019, parties intégrantes de ce programme.

Enfin, la DAPG est chargée de la mise en œuvre de ce programme, appuyée par la DFEN, la DEJ et les UHS. Le programme a également instauré une forte synergie avec l'APF ainsi qu'avec de nombreux partenaires externes, parmi lesquels des organisations internationales (ONU, UA, Conseil de l'Europe et OSCE), des organisations régionales (CEDEAO, CEMAC, LEA, CEEAC et COI), des organisations multilatérales (Union européenne), des ministères et des agences gouvernementales des pays cibles.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : les capacités des organes de gestion des élections sont renforcées en vue de la tenue d'élections inclusives, fiables et transparentes

Prenant la mesure du caractère sensible des échéances électorales prévues dans l'espace francophone en 2019 et 2020, l'OIF a renforcé son dispositif d'accompagnement politique et technique des transitions et des élections en tenant compte de la spécificité de chaque contexte, l'objectif étant de favoriser l'inscription de la gestion des processus électoraux dans la durée. Ainsi, sur la base de la réflexion menée antérieurement, et conformément à sa nouvelle doctrine, l'OIF a mis en œuvre une assistance électorale ciblée, tendant à conforter le savoir-faire des organes de gestion des élections dans les domaines essentiels du processus électoral. Cette assistance électorale s'est traduite depuis janvier 2019, par :

- ✓ Un appui au renforcement des systèmes d'état civil, notamment dans les pays du Sud, à travers l'appui apporté à la mise en œuvre de la Feuille de route 2019 de Regards de Femmes ;
- ✓ La mise à disposition d'un expert pour la poursuite du programme d'appui au contentieux électoral en RDC ;
- ✓ Le renforcement des capacités de la Commission nationale des droits de la Personne (CNDP) appelée à veiller au plein respect des droits de l'Homme dans le cadre des élections sénatoriales du 16 septembre 2019.

Par le séminaire du 7 au 9 juin 2019, organisé à Sinaia (**Roumanie**) en marge de la 7^{ème} assemblée du RECEF, l'OIF a également contribué à la formation d'une centaine de membres des organes de gestion des élections, venant de 32 pays membres, sur la question de l'éducation civique et la participation citoyenne aux scrutins.

Par ailleurs, l'OIF a déployé au cours de la période considérée, des missions d'évaluation, d'expertise ainsi que d'information et de contacts, notamment au **Bénin** à l'occasion des élections législatives d'avril 2019, à **Madagascar** pour la présidentielle du 27 mai 2019 et au **Sénégal** pour le scrutin présidentiel de février 2019. D'autres missions dont le déploiement était prévu pour le 1^{er} semestre 2019 (missions d'audit pour l'amélioration du système d'identification des personnes en âge de voter respectivement au Cap Vert et au Niger ; mission d'évaluation des préparatifs des élections législatives en Guinée ; mission d'information et de contacts pour les élections législatives au Mali) n'ont pu être mise en œuvre à temps en raison des contraintes de calendriers ou du fait de cas de force majeure (Tunisie- mission exploratoire dans la perspective des élections présidentielle et législatives de 2019), ayant modifié substantiellement le chronogramme électoral (décès du Président Essebsi).

Au-delà des processus de consolidation de la paix, et compte tenu de la situation difficile que traverse Haïti, l'OIF a initié des actions multiformes, en concertation avec les acteurs nationaux et internationaux. Ainsi a été organisé, le 28 mars 2019, une réunion du Comité ad hoc consultatif restreint sur la situation en **Haïti**, à l'issue duquel les mesures suivantes ont été décidées :

- ✓ L'élaboration d'un plan d'action de la Francophonie en faveur d'Haïti,
- ✓ La constitution d'un groupe restreint de suivi chargé d'en assurer le suivi des travaux et de rapporter à la commission politique ;
- ✓ L'envoi d'une mission technique préliminaire qui s'est déployée en juin 2019.

En ce qui concerne la mobilisation des acteurs politiques et de la société civile pour une intériorisation effective des principes démocratiques, la Francophonie a, au cours de la période considérée, contribué à renforcer le maillage et le réseau de la société civile francophone en favorisant l'émergence de dynamiques communes et l'accompagnement entre pairs francophones, et en encourageant la structuration d'organisations à même de peser dans les discussions internationales. Elle a également réussi à se repositionner comme un partenaire à part entière de la société civile francophone en animant, au quotidien, un dialogue continu avec les organisations accréditées auprès de la Conférence des OING via une plateforme numérique mais aussi avec d'autres entités issues de la société civile francophone. La Conférence des OING par la voix de son Comité de suivi a également pris part à toutes les réunions d'instances auxquelles elle a été conviée (CCP, CPF, Groupe de réflexion, etc.) pour faire vivre ce partenariat entre la Francophonie et la société civile francophone. La Francophonie a enfin apporté un appui renouvelé à la mise en œuvre opérationnelle de projets de terrain par la société civile francophone. A l'occasion de l'appel à initiatives (conjoint OIF et ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères) en faveur des OING et ONG engagées dans la réalisation des ODD, ce sont 9 projets qui ont été soutenus pour un montant total de subvention de 100 000 euros.

Résultat immédiat 2 : La participation des organisations de la société civile dans les processus électoraux est soutenue et le renforcement de leurs capacités opérationnelles en la matière est assuré

Privilégiant davantage l'accompagnement des processus électoraux en amont, l'OIF accorde cependant une importance particulière à l'observation des élections considérée comme l'un des moyens d'échange d'expériences le plus productifs et une occasion privilégiée pour la collecte d'informations non seulement sur l'élection elle-même, mais aussi sur l'Etat de droit, la vie politique apaisée, les droits et libertés et la culture démocratique. Dans cette logique, l'OIF a apporté un appui au Centre pour la paix, la démocratie et le développement (CPDG) en faveur de la formation et du déploiement des observateurs relevant de son ressort dans le cadre des élections sénatoriales du 16 septembre 2019 au **Rwanda**.

De même, l'OIF a contribué à la mise en œuvre de la feuille de route 2019 de Regards de Femmes, notamment en ce qui concerne l'implication des femmes dans les élections. S'agissant justement de la participation des femmes dans les processus électoraux, le RECEF a appuyé, en juin 2019, l'initiative du RECEF pour la mise en place d'un forum de femmes dans le but de favoriser leur plus grande implication en gestion des élections et dans la vie politique.

ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Renforcement de la coopération avec d'autres partenaires internationaux impliqués dans l'appui à la modernisation de l'état civil (UNICEF, Banque mondiale, Union européenne....).

Contribution de l'OIF à la mise en place d'un forum de femmes du RECEF (Sinaia-Roumanie, juin 2019).

Publication d'un Manuel sur le contentieux électoral qui se veut un guide pratique pour les juges électoraux francophones.

Actualisation du guide des pratiques journalistiques en période électorale.

La première édition de l'appel à initiatives en faveur des organisations de la société civile francophones engagées pour la mise en œuvre des ODD a été lancée en 2019 par l'OIF en partenariat avec le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce dispositif avait pour principaux objectifs de : 1. Repositionner la Francophonie comme un partenaire de premier ordre de la société civile ; 2. Favoriser la mise en réseau des OING et ONG francophones dans la réalisation des ODD ; 3. Encourager la reconnaissance du rôle et de la place de la société civile en la matière.

A l'issue de l'appel à projets, ce sont près de 280 dossiers qui ont été reçus, dont 188 complets et 120 éligibles au regard des critères définis dans le règlement de ce dispositif.

Près de 25% des projets portaient sur des enjeux relatifs à l'éducation juste devant le développement économique (15%) et la lutte contre le dérèglement climatique (15%) pour un montant moyen de demande de subvention de 18 000 euros. Ce sont finalement 9 projets qui ont été soutenus pour un montant global de 100 000 euros sur toute l'étendue de l'espace francophone.

REALISATIONS EN CHIFFRES

- 100 délégués des organes de gestion des élections membres du RECEF formés sur la question de l'éducation civique et la participation citoyenne aux élections
- Près de 10 organes de gestion des élections des pays membres bénéficient de l'appui technique de l'OIF
- Plus de 300 personnes formées à l'observation des élections au Rwanda grâce au soutien financier de l'OIF (CNDP ; CPDG)
- 7 accords de partenariat signés entre organisations accréditées auprès de la Conférence des OING
- 53 organisations de la société civile francophone rencontrées pendant la période
- Participation de la Conférence des OING à 6 réunions d'instances, 5 réunions du Comité de suivi et diverses enceintes de dialogue avec la Francophonie
- 280 demandes de subvention reçues et 9 initiatives émanant de la société civile francophone financées pour un montant de 100 000 euros

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte au 31 déc.2019
1. Taux d'acceptation des résultats électoraux par les acteurs politiques	25%	25%	
2. Taux d'exécution des activités des organes de gestion des élections appuyées	30%	40%	
3. Taux d'organes de gestion des élections pérennisés et/ou professionnalisés	20%	25%	
4. Niveau d'implication des OSC dans les processus électoraux	50%	55%	
5. Taux de participation des femmes dans les processus électoraux	30%	35%	
6. Taux de participation des jeunes dans les processus électoraux	20%	25%	
7. Nombre d'OSC impliquées dans les processus électoraux	0	2	

P8		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOUT 2019			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 500 000€	1 901 939€	1 094 375€	58%
2019	31 août	1 500 000€	2 088 443€	1 348 513€	65%



P9 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	Renforcer l'accès des filles et des garçons à une éducation et à une formation de qualité en vue de l'insertion professionnelle et citoyenne
Résultat final	Tous les enfants (filles et garçons) et les jeunes (femmes et hommes) bénéficient respectivement d'une éducation de base et d'une formation professionnelle et technique de qualité dans l'espace francophone.
Résultat intermédiaire attendu	L'enseignement plurilingue, l'alphabétisation, l'éducation non formelle sont davantage pris en compte dans les réformes curriculaires
Intitulé du programme	Innovations, réformes éducatives et enseignement plurilingue : (ELAN-PAIRE)
ODD associé	
Régions de la francophonie concernée	Afrique de l'ouest, Afrique centrale, Océan indien, Caraïbes, Maghreb



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Les disparités entre filles et garçons dans l'accès à l'éducation, en particulier au niveau primaire et secondaire, sont toujours très importantes. Les discriminations fondées sur le genre se cumulent souvent avec les difficultés que rencontrent les plus vulnérables. C'est en Afrique, notamment dans des pays membres de la Francophonie, que les retards les plus significatifs persistent. Selon l'UNESCO, environ 22 millions d'adolescent(e)s n'y sont pas scolarisés et 44% d'enfants n'atteignent pas la dernière année du primaire.

Le cadre d'action Education 2030, élaboré à l'issue du Forum mondial sur l'Education (Incheon - mai 2015) et le programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté lors du Sommet des Nations Unies (COP 21) à Paris, ont rappelé les objectifs fondamentaux pour l'amélioration de la qualité de l'éducation.

Sur cette base, la Francophonie, dont l'accès à une éducation de qualité a toujours été un thème de prédilection, se doit de jouer un rôle de premier plan pour relever les défis de la qualité et de l'équité face au droit à l'éducation, en particulier dans les pays francophones d'Afrique. C'est en ce sens qu'a été défini le Cadre stratégique de la Francophonie (2015-2022), dans lequel le présent programme s'inscrit parfaitement, notamment dans le cadre de l'objectif stratégique 5 qui vise à « Renforcer l'accès des filles et des garçons à une éducation et à une formation de qualité en vue de l'insertion professionnelle et citoyenne ».

Ce nouveau programme a pour objectif d'appuyer les pays qui le souhaitent à adopter des innovations et à mener des réformes nécessaires, selon les contextes, en vue de mettre en place une école de qualité pour tous (EQPT), adaptée aux besoins actuels et futurs. Ce programme a ouvert de grands chantiers dans les secteurs de l'alphabétisation et l'éducation non formelle depuis 2017. Il s'inscrit également dans une approche de continuum éducatif.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : Les politiques éducatives des pays intègrent l'enseignement plurilingue, l'alphabétisation et l'éducation non formelle et l'éducation à la citoyenneté, en tenant compte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ouverture de 30 classes passerelles au Sénégal dans la région de Matam, un dispositif qui permet de récupérer les enfants en situation de décrochage scolaire, plus particulièrement des jeunes filles, de les réinsérer dans le système éducatif formel ou les orienter vers la formation professionnelle ; Une collaboration avec l'UNICEF a démarré dans le cadre de cette initiative pour la mise en place d'un dispositif de recherche action.

Lancement sur les réseaux sociaux et mise en ligne de la plateforme « Apprendre à vivre ensemble durablement » conjointement avec l'UNESCO. La réalisation de cette plateforme émane des recommandations des pays présents à l'atelier sur le

renforcement des capacités des décideurs et acteurs des systèmes éducatifs sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. Les ministères des pays ont désigné des points focaux pour le fonctionnement efficace de cet outil. Il faut également noter que cette plateforme intègre désormais la dimension de l'éducation à la citoyenneté mondiale qui englobe les aspects de la PEV-E et de l'éducation au développement durable.

Financement d'une étude pilote dans trois établissements scolaires sur l'éducation au développement durable dont la première phase de l'activité se déroula d'avril 2019 à septembre à Bordeaux, au Sénégal, au Niger et au Burkina Faso. Le but de ce projet est de réaliser une étude dans 3 établissements pilotes de l'Afrique de l'Ouest sur l'introduction de l'éducation au développement durable dans le milieu scolaire. Il permettra de réviser les contenus curriculaires en intégrant la dimension du développement durable grâce aux outils et ressources numériques. Il servira de phase pilote pour la mise en place d'un enseignement cohérent et inclusif, en favorisant une démarche d'apprentissage pour un continuum éducatif entre le parcours scolaire et celle universitaire

En collaboration avec l'UNESCO, nous avons organisé à Dakar un atelier de formation en faveur des points focaux des pays sur le fonctionnement et l'utilisation de la plateforme. La plateforme conçue pour être un espace de dialogue, de communication et de mutualisation des connaissances. Le contenu de cette formation était axé sur :

- ✓ l'identification des besoins en accompagnement technique pour la mise en œuvre de la feuille de route sur l'intégration de la PEV-E dans les systèmes éducatifs ;
- ✓ la définition des actions concrètes de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la feuille de route ;
- ✓ la formation des participants pour alimenter la plateforme en contenu ;
- ✓ et le renforcement des échanges et de la communication entre les participants.

Résultat immédiat 2 : Les capacités des acteurs des systèmes éducatifs sont renforcées tenant compte des approches pédagogiques nouvelles et innovantes

Atelier de renforcement des capacités au Bénin pour permettre aux acteurs de l'alphabétisation d'acquérir les compétences nécessaires à la production des ressources numériques et à l'utilisation de la bibliothèque numérique *Youscribe*.

Atelier de renforcement des capacités au Niger pour permettre aux acteurs de l'éducation notamment les formateurs de formateurs d'acquérir les compétences nécessaires à la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation.

Atelier de formation des enseignants facilitateurs et des superviseurs pour conduire les enseignements – apprentissages en langue nationale et en français dans le cadre de l'ouverture des classes passerelles.

Résultat immédiat 3 : Des outils et des méthodes en faveur de l'alphabétisation, l'éducation non formelle et l'éducation tout au long de la vie sont élaborés mis à disposition en prenant compte l'égalité entre les femmes et les hommes

Contextualisation des outils de l'OIF et de l'UNESCO au Niger dans le cadre de la prise en compte de la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E) dans les systèmes éducatifs. Cette activité concernera également **le Burkina Faso et le Sénégal** d'ici fin 2019 ;

Production de ressources numériques par la DALN dans le cadre de notre appui pour l'ouverture de 30 classes passerelles à Matam.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Contextualisation des outils de l'OIF et de l'UNESCO au Niger dans le cadre de la prise en compte de la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E) dans les systèmes éducatifs. Cette activité concernera également **le Burkina Faso et le Sénégal** d'ici fin 2019 ;

Lancement sur les réseaux sociaux et mise en ligne de la plateforme «Apprendre à vivre ensemble durablement » conjointement avec l'UNESCO ;

Ouverture de 30 classes passerelles au Sénégal dans la région de Matam, un dispositif qui permet de récupérer les enfants en situation de décrochage scolaire, plus particulièrement des jeunes filles, de les réinsérer dans le système éducatif formel ou les orienter vers la formation professionnelle ;

Le Benin a participé à l'atelier de production des ressources et outils de la 5^{ème} année au Gabon dans le cadre de la mise en place de l'APC dans le collège. Il s'agissait de s'imprégner de la méthodologie novatrice et des thématiques émergentes prises en compte dans cette réforme. En fin 2019, il est prévu une mission exploratoire au Benin afin de l'accompagner dans la réforme du collège pour intégrer l'APC.

Dans la cadre de l'appui à la réforme de l'enseignement secondaire au Gabon, un Atelier d'élaboration du socle commun de compétences et de connaissances pour l'année 5 au collège a été organisé à Libreville. Un Atelier de formation des formateurs sera organisé en octobre.

Dans la cadre de l'appui à la réforme de l'enseignement secondaire au Gabon, un atelier d'élaboration du socle commun de compétences et de connaissances pour l'année 5 au collège a été organisé à Libreville.

REALISATIONS EN CHIFFRES

- 126 directeurs régionaux et départementaux, secrétaires généraux coordonnateurs, régionaux, et formateurs relais accompagnateurs ont été formés à l'éducation à l'entrepreneuriat en Côte d'Ivoire.
- + de 1 000 000 d'élèves formés pratiquent des activités entrepreneuriales dans les classes du préscolaires, primaires et secondaires.
- + de 15 000 enseignants accompagnateurs suivent les élèves dans le cadre de l'enseignement de l'éducation à l'entrepreneuriat.
- + de 140 inspecteurs, conseillers pédagogiques et formateurs de formateurs sont formés au Gabon à l'APC dans le cadre de la réforme du collège.
- + de 10 outils pédagogiques et de gestion ont été élaborés pour les classes passerelles au Sénégal ;
- Les compétences de 13 équipes représentant les disciplines du collège ont été renforcées dans le domaine de l'élaboration du curriculum et de la didactique des disciplines ;
- Un document par discipline comportant la première version des compétences, des paliers et des situations d'intégration, ainsi que les principales ressources, a été produit.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible	Valeur atteinte
1. Nombre de pays appuyés par année proposant des systèmes alternatifs pour une éducation tout au long de la vie	0	6	2
2. Nombre de pays appuyés proposant dans leurs curricula au moins une des thématiques émergentes.	0	6	2
3. Proportion des acteurs de l'éducation formés sur au moins une des thématiques émergentes innovantes et leurs utilités dans les réformes curriculaires.	0%	10%	En cours de réalisation
4. Nombre d'outils en faveur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle ou de l'éducation formelle développés et co construits avec les pays.	0	5	En cours de réalisation

P9		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 162 000€	1 429 525 €	726 004 €	15% (ordonnancé) 51% (engagé)
2019	31 août	1 162 000 €	1 806 328 €	974 649 €	11% (ordonnancé) 54% (engagé)



P10 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	Renforcer l'accès des filles et des garçons à une éducation et à une formation de qualité en vue de l'insertion professionnelle et citoyenne
Résultat final	Tous les enfants (filles et garçons) et les jeunes (femmes et hommes) bénéficient respectivement d'une éducation de base et d'une formation professionnelle et technique de qualité dans l'espace francophone
Résultat intermédiaire attendu	La formation initiale et continue des enseignants, des apprenants et des professionnels de l'éducation est améliorée
Intitulé du programme	Enseignement et apprentissage massif et de qualité du et en français – Formation des maîtres (IFADEM)
ODD associés	 
Régions de la francophonie concernée	Afrique, Caraïbes, Moyen-Orient, Océanie



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Dans la poursuite des efforts engagés lors de la période précédente, le programme s'est fixé des objectifs, répondant à plusieurs enjeux majeurs auxquels sont confrontés les Etats et gouvernements de la Francophonie. Parmi ces objectifs, on relève :

- l'évolution de l'Initiative vers le second cycle de l'école de base, dans le cadre des réformes en cours visant à installer l'école obligatoire de 6 à 16 ans ;
- la massification de la formation, de manière à toucher, grâce à un dispositif hybride et hautement contextualisé, le plus grand nombre d'enseignants et personnels éducatifs ;
- la prise en compte de la citoyenneté mondiale, l'éducation au développement durable et l'égalité homme-femme ;
- l'appropriation de la formation par les structures en charge de sa mise en œuvre et plus généralement par les Ministères de l'éducation par l'intégration d'IFADEM dans leurs plans stratégiques nationaux de formation continue ;
- la pérennisation de l'équipe du Comité de Coordination à l'IFEAF afin de garantir la qualité de la mise en œuvre de l'Initiative en tant que telle.

C'est dans ce sens, et avec ces objectifs en tête, que le programme a déployé ses actions au cours de la période concernée, obtenant des résultats significatifs, détaillés et chiffrés ci-dessous.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : Les capacités des enseignants pour l'enseignement du et en français, prioritairement en zones rurales, sont massivement renforcées

Au Tchad le second regroupement des enseignants a été organisé du 8 au 11 janvier 2019 dans les chefs-lieux des trois régions concernées par la phase pilote: Abéché, Bongor et Mongo. Au total 2000 enseignants, 80 tuteurs, 41 superviseurs et 12 concepteurs de contenus ont pris part simultanément à cette activité qui avait pour objectif de faire le bilan de l'exploitation des livrets d'auto-formation après un parcours de formation de neuf mois. Entre les regroupements, les enseignants en autoformation ont bénéficié d'un encadrement **de proximité** (deux fois par mois) assuré par une équipe d'inspecteurs et de conseillers pédagogiques, appelés tuteurs, formés par IFADEM aux méthodologies contemporaines de la didactique et du tutorat à distance.

Au Tchad, à l'étape finale du parcours de formation, les bénéficiaires et acteurs de terrain – notamment les tuteurs et les tutorés – ont été sollicités pour répondre à une enquête de satisfaction, anonyme, recouvrant différents aspects de la mise en œuvre du dispositif de formation. Un sondage a été également effectué sur les pratiques professionnelles tout comme au début de la formation. De façon générale on observe une nette amélioration des pratiques professionnelles des enseignants engagés dans le projet IFADEM car 83,77% des bonnes réponses ont eu de très bons scores selon l'analyse qui a été effectuée par des agents de la direction des statistiques et de la prospective (DAPRO) du MENPC du Tchad.

Au Burkina Faso, au Tchad au Comores, au terme de leur parcours de formation, les enseignants ont été évalués sur l'acquisition des contenus de la formation et sur le transfert des compétences dans la pratique de classés entre janvier et avril 2019. Les résultats sont très satisfaisants; les taux de certification enregistrés sont respectivement de 98,58 %, 84 % et 50,10%. Au Burkina Faso, IFADEM a ciblé aussi des enseignants du post-primaire, le taux de réussites est de 99,11%.

La pertinence du dispositif a milité en faveur de son extension au Burkina Faso à l'ensemble des enseignants du continuum de l'éducation de base et aux autres acteurs de supervision au niveau national et au Tchad en vue d'atteindre tous les Maîtres Communautaires qui constituent un pourcentage très élevé dans l'enseignement primaire. Des activités préparatoires ont déjà été enclenchées:

- ✓ au Burkina Faso, des contenus de formation sont déjà finalisés. Un renforcement de capacités à l'organisation et à la gestion administrative et scolaire pour 300 nouveaux directeurs et chefs d'établissements et les autorités du ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENAPLNA) ont soumis une requête de financement aux PTF pour la formation d'une nouvelle cohorte d'enseignants.
- ✓ au Tchad un atelier de co-construction pour l'extension du dispositif sur l'ensemble du territoire a été organisé du 22 au 26 avril 2019 pour une formation initiale, diplômante qui concernerait 4 500 maîtres communautaires.
- ✓ Au Sénégal et en Côte d'Ivoire de nouvelles cohortes d'enseignants ont débuté leur parcours de formation respectivement en janvier et mars 2019. En Côte d'Ivoire cinq mille (5000) enseignants et cinq mille (5000) directeurs d'école sont concernés. Le programme de formation des enseignants vise l'amélioration des premiers apprentissages en lecture et mathématique, la maîtrise des méthodes et approches pédagogiques ainsi que le renforcement de capacités en déontologie et en éthique. Les directeurs seront outillés pour une amélioration de la direction des écoles par un accompagnement pédagogique des enseignants et des élèves. Au Sénégal, la formation des 500 enseignants repose sur sept (7) modules dont six (6) de la phase pilote ainsi qu'un nouveau module visant l'amélioration des compétences des enseignants à la rédaction.

Résultat immédiat 2 : Les compétences linguistiques et/ou langagières des apprenants sont améliorées

Organisation de deux ateliers d'écriture.

Le réseau de chercheurs francophones de la région Asie-Pacifique est très actif. Il organise avec l'OI un séminaire régional tous les deux ans. Les thématiques choisies sont en fonction des problématiques communes qui s'intéressent les enseignants chercheurs, surtout les jeunes enseignants chercheurs. Il est programmé en 2019 un séminaire régional pour développer des réflexions sur les TICE dans l'enseignement du français. Le séminaire régional regroupe d'une centaine de participants par édition. Cette activité sera menée en coopération avec l'AUF, la délégation WBI et la coopération française. L'appel à communication a été lancé et sera clôturé fin août. Le séminaire aura lieu du 4 au 6 décembre à Seam Reap – Cambodge et 60 participants sont attendus.

Le BRAP contribue à la conception et la réalisation d'outils de formation (dont 1 guide) à distance en format numérique au bénéfice des enseignants de la région ainsi :

- ✓ 3 experts ont été identifiés pour la réalisation du guide
- ✓ 2 Ateliers pour élaborer le cahier des charges
- ✓ Cahier des charges établis : deux étapes de réalisation (étape 1 : d'ici fin 2019, étape 2 : janvier-juin 2020)
- ✓ *Perspectives* : d'ici fin 2019 Conception d'un outil d'enquête et analyse des besoins
- ✓ Contenu et format de l'enquête
- ✓ Mise en ligne du questionnaire
- ✓ Recueil et analyse des données
- ✓ Rapport préliminaire
- ✓ Consultation par formulaire auprès des formateurs (universitaires) sur les besoins en formation des enseignants en milieu scolaire

Les formations continues à distance ne peuvent se faire de manière satisfaisante avec l'appui du système et des formateurs et cadres éducatifs. Le suivi et le tutorat sera une source de motivation permettant aux enseignants formés d'investir à la formation.

Résultat immédiat 3 : Des innovations techno-pédagogiques améliorent les méthodes d'enseignement-apprentissage

Des innovations techno pédagogiques ont permis d'améliorer le dispositif mis en œuvre et d'élargir l'accès à la formation par l'utilisation de nouveaux outils. 16 responsables des espaces numériques du Burkina Faso, du Mali, du Tchad et de l'union des Comores ont participé à un atelier de renforcement des capacités à l'utilisation du numérique éducatif organisé à Dakar dans les locaux de l'IFEF du 11 au 15 février 2019 en partenariat avec le RESAFAD. L'objectif de cet atelier était créer des modules de formation à l'utilisation de l'outil informatique et internet destinés à la formation de plus de 10 mille enseignants dans les quatre pays cités plus haut et de faire de ces gestionnaires des formateurs à l'utilisation des Edbox, un nanoserveur comportant une multitude de ressources pédagogiques.

Des plateformes pour la gestion de la dotation pédagogique, des ressources éducatives en li lignes ou embarqués sur les serveurs ainsi que des actions de renforcement des compétences des enseignants et des encadreurs pédagogiques au Burkina Faso et au Tchad (www.e-numtchad.com) ont été conçues.

Mesdames Catherine Cano Administrateur de l'OIF et Achta Saleh DAMANE Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la promotion civique du Tchad ont procédé à l'inauguration du réseau des quatre espaces numériques (EN) IFADDEM aménagés au Tchad, le 19 juin 2019 à N'Djamena, en marge de la Conférence internationale sur l'éducation des filles et la formation des femmes dans l'espace francophone.

Au Tchad, avec l'appui d'IFADDEM, des émissions radio-éducatives sont réalisées par les agents de la Division de la Formation à Distance et de l'Audiovisuelle Éducative, avec la collaboration active des animateurs et inspecteurs pédagogiques et des enseignants chevronnés. Cette action qui vise à vulgariser les livrets IFADDEM à travers ce médium de communication contribue à l'exploitation du numérique comme vecteur de valeur ajoutée dans les pratiques d'enseignement et d'apprentissage;

Au Sénégal, une deuxième cohorte de 500 enseignants a démarré la formation en janvier 2019. Ils sont dotés de tablettes individuelles connectées à internet.

Un atelier régional a été organisé pour former les équipes de concepteurs

Deux ateliers au niveau national (Laos et Vietnam) sont mis en place pour élaborer des ressources

Appui à la création de manuel et ressources numérique en REL pour l'enseignement des mathématiques Classe bilingue du Laos, Cambodge et Vietnam.

L'enseignement des Maths dans les classes bilingues au Laos, Cambodge et Vietnam doit faire face au manque accru de ressources humaines compétentes pour assurer un enseignement de qualité de matière non-linguistique. **L'activité consiste à organiser des ateliers d'élaboration avec l'appui d'un expert francophone en REL.** Deux ateliers de conception ont été organisés. L'équipe de concepteurs a ainsi finalisé 5 chapitres sur 8 du manuel. Le premier manuel en français sera finalisé en novembre 2019.

Appui à la réalisation de manuel de français LV2 : dans la région Asie-Pacifique, la majorité de classes de français enseignée dans les établissements scolaires sont en deuxième langue vivante. Les élèves ont donc de pré acquis en première langue étrangère, notamment l'anglais. Un manuel qui tient compte de cette réalité est élaboré par le Ministère vietnamien de l'Éducation et de la

Formation (MEF) depuis 2016 avec l'appui technique et méthodologique de l'OIF (la DLFCO et le CREFAP). Le projet consiste à élaborer 7 livrets pédagogiques pour les enseignants et les élèves, avec des fiches pratiques en version numérique. Deux livrets pour les deux premières classes du secondaire sont finalisés et sont mis en ligne. L'élaboration des livrets 3 et 4 est prévue pour l'année 2019 :

- *Perspectives* : le MEF valide en décembre 2018 le nouveau programme du secondaire, les programmes d'études de toutes les matières enseignées ont été revus et validés. Les manuels correspondants aux nouveaux programmes sont à concevoir d'ici 2022.
- Cette réforme a fait changer le programme d'étude de l'enseignement du français LV2 et le référentiel de compétences. Le MEF vient également de mandater une nouvelle équipe de concepteur pour le manuel LV2, composant des anciens membres et deux nouveaux experts. Avec ce nouveau référentiel, l'équipe de concepteur doit retravailler la progression pédagogique du manuel Netado.vn. Le CREFAP va discuter avec le MEF pour se mettre d'accord sur le partenariat et va voir dans quelle mesure et condition nous allons continuer à accompagner ce travail.

Dans le cadre du séminaire régionale dont le thème est : « innovation et technologie au service des enseignements du et en français de qualité » le BRAP a lancé un appel à communication au 1^{er} semestre 2019. Les thématiques choisies pour cette rencontre sont en fonction des problématiques communes qui s'intéressent les enseignants chercheurs, surtout les jeunes enseignants chercheurs. Programmé cette année, ce séminaire régional pour développer des réflexions sur les TICE dans l'enseignement du français. Il réunira une centaine de participants par édition. Cette activité sera menée en coopération avec l'AUF, la délégation WBI et la coopération française.

Résultat immédiat 4 : Les capacités des institutions et des personnels en charge de la formation continue des enseignants de l'éducation sont renforcées.

Dans le cadre de sa mission de renforcement des capacités des personnels de l'éducation, l'initiative a aménagé une quarantaine d'espaces et de points numériques au Burkina Faso, Mali, Tchad et Union des Comores. Ils sont conçus suivant le modèle des centres de documentation des grands établissements d'enseignement et sont appelés à contribuer fortement au développement de la formation des enseignant-e-s et à l'innovation techno-pédagogique. Chaque espace numérique dispose d'un plateau technique qui se compose : de 15 à 25 ordinateurs (Lenovo, « Tout en Une unité ») fonctionnant exclusivement avec des logiciels libres ; d'autres matériels : imprimante, photocopieuse, scanner, vidéoprojecteur, baffles, microphone, appareil de photo ; 2 Nano-serveurs EDBOX qui garantissent aux utilisateurs, l'accès à l'ensemble des livrets IFADEM, aux vidéos de Khan Académie, à Wikipédia et à un ensemble de ressources pédagogiques produits ou choisis par les acteurs de la formation : un portail de suivi des activités des espaces numériques et matériel additionnel pour la médiatisation de contenus de formation (Caméras, enregistreurs etc.).

De nouveaux livrets ont été conçus au Burkina Faso, au Tchad:

- ✓ Au Burkina Faso, cinq (5) livrets pour trois publics : **Mieux exercer ses fonctions de directeur d'école ; Comment piloter un établissement scolaire ; l'organisation matérielle et pédagogique d'un centre d'éveil et d'éducation préscolaire (CEEP); Enseigner les sciences physiques au secondaire; Initiation à la didactique de l'anglais: comment améliorer l'expression orale et écrite des élèves.**
- ✓ Au Tchad 2 livrets de formation destinés au renforcement des capacités professionnelles des directeurs d'école : **Gouvernance participative et la gestion de l'école et Accompagnement pédagogique et éducatif des enseignants et des élèves.**
- ✓ Dans le cadre de la mise en œuvre d'IFADEM au Cameroun qui touchera environ 70 000 enseignant-e-s francophones et anglophones, trois (03) ateliers de conception des contenus de formations ont été organisés entre février et juin 2019. Le premier a été ouvert par une cérémonie solennelle en la présence du Pr Laurent Serge Etoundi NGOA, Ministre de l'éducation de Base du Cameroun (MINEDUB). Le Ministère a mobilisé vingt (20) concepteurs de contenus pour la rédaction des livrets de formation. Ils sont encadrés et supervisés par deux binômes d'experts nationaux et internationaux francophones et anglophones. Les thématiques prioritaires visées par le MINEDUB sont la gestion de classe, l'enseignement des langues et des mathématiques.

Adaptation des livrets IFADEM à la formation initiale au Burkina Faso, au Tchad et aux Comores :

- ✓ Au Burkina Faso, sur base des contenus des 14 livrets déjà finalisés, trois (03) livrets adaptés à la formation initiale sont en cours d'élaboration. Les thématiques retenues sont : l'éducation civique et morale, l'enseignement de la lecture écriture ainsi que la pédagogie générale.
- ✓ L'atelier de co-construction organisé au mois de mai dans la perspective d'extension a retenu quatre (4) thématiques de contenus additionnels à élaborer : **l'enseignement des matières d'éveil (Éducation Civique et Morale, Agriculture et Élevage, Histoire et Géographie...), l'enseignement des innovations pédagogiques, l'enseignement de dessin et d'Éducation physique et sportive et l'organisation et animation d'une classe.**
- ✓ Aux Comores un groupe de 8 concepteurs, dont 4 provenant de l'Institut de Formation des Enseignants et de Recherche en Éducation (IFERE), accompagnés par un expert national et une experte internationale, travaillent actuellement à l'adaptation des contenus de manière à produire des versions adaptées, qui seront insérées dans la maquette de formation initiale de niveau licence proposée par l'IFERE pour la formation des nouvelles cohortes d'enseignants.

Avec l'appui d'IFADEM, une étude diagnostique des dispositifs de formation continue des enseignants a été réalisée au Burkina Faso afin d'identifier des pistes d'opérationnalisation de la stratégie nationale en vue d'améliorer la qualité de la supervision pédagogique et des apprentissages. Le rapport préliminaire a été transmis au comité national de suivi et sera présenté à l'ensemble des structures impliquées dans la gestion et le pilotage de la formation continue et aux PTF en appui à ce secteur en octobre 2019.

Des ateliers de renforcement de capacités des cadres de l'administration centrale et des structures décentralisées ont été organisés pour sur divers thématiques pour améliorer la qualité des apprentissages et un accès équitable pour filles et garçons:

- ✓ Au Burkina Faso, du 25 au 30 mars 2019, 115 formateurs et encadreurs pédagogiques ont bénéficié d'un renforcement des compétences éducatif pour amélioration de la qualité des apprentissages notamment grâce l'utilisation de nouveaux outils pour la planification et le suivi des enseignants en poste ainsi qu'un accès à des ressources éducatives en ligne; du 16 au 18 avril 2019, formation des cadres de l'administration centrale et des encadreurs pédagogiques à une pédagogie sensible au genre et à la création d'un environnement favorable à l'égalité des chances de réussite pour tous. Il importe de noter qu'au Burkina Faso, le Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion nationale a procédé à la vulgarisation d'un plan national de prise en compte du genre dans le système éducatif élaboré à la suite de la formation des formateurs appuyée par IFADEM dans le cadre du partenariat établi avec l'UNESCO.
- ✓ Aux Comores, dans la perspective de la formation à l'informatique des enseignants en service dans le primaire (environ 4000), prévue pour le second semestre 2019, 90 tuteurs (inspecteurs et conseillers pédagogiques) ont été formés à l'informatique, à l'utilisation de serveurs EdBox ainsi qu'à la formation des enseignants. 3 ateliers ont été organisés pour cette formation, un par île, et les tuteurs auront la charge d'accompagner la formation des enseignants sous la forme de mini-regroupements à la rentrée scolaire 2019.

Au Togo, après la phase pilote, une extension du dispositif IFADEM avec l'appui d'autres partenaires (UNESCO-CFIT) a été initiée. En 2019, avec, à travers le projet d'appui à la réforme des collèges, 400 enseignants sont visés. Pour les enseignants du primaire, l'extension cible des enseignants volontaires sans qualification pédagogique. Les livrets IFADEM utilisés pour la phase pilote sont en cours de scénarisation et seront accessibles sur une plateforme moodle dans les 13 centres de formation des enseignants.

Organisation des activités parascolaires pour promouvoir la francophonie auprès des enseignants, des élèves et des parents d'élèves : les élèves, les étudiants, les enseignants et les parents d'élèves se réunissent dans le cadre des activités organisées lors de la semaine de la francophonie. La Journée internationale de la Francophonie est l'occasion pour les francophones de se réunir et de mieux se connaître. Chaque année, des fêtes sont organisées à l'occasion de cette journée dans des provinces du delta du Mékong, à Hanoi et Hochiminh ville du Viet Nam, à Vientiane et à Phnom Penh. Il s'agit de la plus grande manifestation annuelle de la communauté francophone dans cette région. Diverses activités qui mettront à l'honneur la langue française seront proposées durant ces deux jours.

4 manifestations sont organisées dans le cadres du 20 mars à Hochiminh ville, Delta du Mékong, Laos et Cambodge. Ces rencontres ont regroupé environ 7000 élèves et étudiants francophones pour les activités culturelles et artistiques.

Formations nationales / régionales pour les enseignants de FLE : conformément aux demandes des ministères en charge de l'éducation des pays concernés par le Mémoire de coopération éducative ces formations nationales et régionales sont spécifiques et répondent aux besoins identifiés en amont. Une formation régionale dans le cadre de l'École d'été et des stages de

formation au niveau de chaque pays seront organisées. Ces formations permettent de toucher environ 300 jeunes enseignants de français portant sur le pilotage de séquence d'enseignement et d'apprentissage.

École d'été régionale, 9^e édition : 60 enseignants venants du Cambodge, Laos, Thaïlande et Vietnam

Appui à la formation continue des enseignants de français qui a été organisée par le Ministère de l'Éducation et des Sports du Laos avec 48 participants.

Appui à la formation continue des conseillers pédagogiques provinciaux qui a été organisée par le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Cambodge au bénéfice de 18 participants.

Appui à la formation continue des enseignants de français qui a été organisée par le ministère de l'Éducation et de la Formation du Viet Nam au bénéfice de 72 enseignants.

Le BRAP soutient à la formation des enseignants et des acteurs de l'éducation dans l'évaluation des apprentissages notamment par l'organisation de séminaires.

ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Aux Comores, un état des lieux de la formation continue des personnels de l'éducation a été réalisé et présenté en atelier national en octobre 2018. Suite à cet atelier, le Ministère a souhaité un accompagnement d'IFADEM pour aller vers la définition d'une Stratégie Nationale de Formation des Personnels de l'Education. L'idée étant de développer cette stratégie en se basant sur l'ingénierie et les innovations proposées par IFADEM. Un binôme de consultants nationaux a donc été mandaté par IFADEM pour travailler avec le Ministère dans ce sens, avec pour objectif de disposer, en octobre 2019, d'une proposition de stratégie faisant consensus entre tous les acteurs, à présenter à la signature du Ministre de l'Education.

Au Burkina Faso, suite à la formation à la prise en compte du genre initiée par IFADEM, un plan national pour la prise en compte de la problématique du genre dans le système éducatif a été élaboré. Les autorités nationales ont procédé à sa vulgarisation et une mobilisation des financements est en cours pour promouvoir une éducation inclusive et équitable pour tous.

REALISATIONS EN CHIFFRES

- 44 000 enseignants et plus de 3800 formateurs et encadreurs formés ;
- Plus de 282 000 ouvrages et dotations pédagogiques distribués ;
- 76 espaces et points d'accès internet aménagés ;
- Environ 2 321 120 élèves touchés.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible	Valeur atteinte
1. Nombre d'outils numériques et documents pédagogiques développés et déployés	59	69	90
2. Proportion des enseignants ayant achevés leur formation aux moyens de ces outils	80%	80%	89,5%
3. Nombre de personnes formées (ventilés par sexe)	0	- ⁵	-
4. Nombre d'outils de transition linguistique développés	0	1	0
5. Nombre de formations spécifiques mises à disposition des pays	0	-	-
6. Nombre de ressources éducatives libres produites	60	72	93
7. Proportion des acteurs utilisant le numérique éducatif comme complément à l'enseignement	0	-	-
8. Proportion des personnels en charge de la formation continue ayant renforcés leurs capacités.	0	-	-

⁵ Données non disponibles à ce jour

P10		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 205 000 €	1 582 000 €	320 542 €	20% (engagé) 8% (ordonnancé)
2019	31 août	1 205 000 €	1 994 072 €	514 495 €	10% (ordonnancé) 26% (engagé)



P11 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	Renforcer l'accès des filles et des garçons à une éducation et à une formation de qualité en vue de l'insertion professionnelle et citoyenne
Résultat final	Tous les enfants (filles et garçons) et les jeunes (femmes et hommes) bénéficient respectivement d'une éducation de base et d'une formation professionnelle et technique de qualité dans l'espace francophone
Résultat intermédiaire attendu	L'insertion professionnelle des jeunes scolarisés ou déscolarisés s'est accrue par la formation professionnelle dans les filières stratégiques
Intitulé du programme	P11 – Formation et insertion professionnelle
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Afrique de l'ouest, Afrique centrale, Océan indien, Asie du sud-est



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Les objectifs du P11 se fondent sur le constat qu'en Afrique subsaharienne, l'Organisation internationale du Travail prévoit, dans les 10 ans à venir, 100 millions d'emplois disponibles dans le secteur de l'économie formelle alors que 400 millions de jeunes arriveront sur le marché du travail.

Pour faire face à ce défi, le P11 développe des outils et méthodes permettant aux Etats de proposer un dispositif de formation professionnelle adaptée à l'emploi :

- appui à la planification de l'offre de formation en fonction du marché du travail, en mettant en place des partenariats Etats/entreprises pour valider les orientations, les programmes, le financement et l'évaluation de la formation professionnelle initiale
- développement de programmes de formation validés par les entreprises (Approche par les compétences – APC),
- évaluation de la performance des dispositifs de formation (outils de mesure de l'insertion professionnelle, taux de poursuite des études, taux de chômage...)

Deux finalités poursuivies :

- une finalité économique : l'analyse des besoins en emplois par secteur alliée à la formation des cadres et des formateurs pour dispenser des programmes de formation cohérents en partenariat avec les entreprises augmentent l'insertion professionnelle des jeunes, améliore la productivité et donc, accompagne efficacement la croissance d'un secteur ;
- une finalité éducative et linguistique : en formant les formateurs et leurs encadreurs à une pédagogie innovante qui prend en compte les compétences et qui met l'apprenant au centre de l'apprentissage, l'évolution technologique et organisationnelle des emplois est prise en compte par les dispositifs de formation initiale



Résultat immédiat 1 : Des méthodes et des outils pour une meilleure adéquation formation/emploi dans les filières stratégiques sont élaborés et mis en œuvre.

Développement d'une application INSERJEUNE pour évaluer la performance des dispositifs de formation. L'application va permettre de renseigner le devenir des diplômés de la formation, notamment leur taux d'insertion, de chômage ou de poursuite d'études dans leur région, en fonction des filières de formation et par genre. En partenariat avec les cellules d'appui à l'insertion logées dans 20 centres de formation au Sénégal, l'appli est en cours de diffusion chez les jeunes en dernière année d'étude.

Elaboration et diffusion **des enquêtes d'analyse de la qualité et la quantité des emplois dans le secteur du tourisme** et de l'hôtellerie au **Cap Vert**. Réalisée en partenariat avec le Lycée de Kyoto et l'Académie de Poitiers en France, l'enquête a été élaborée et diffusée auprès de l'ensemble des hôtels, restaurants et agences de voyages des 5 principales îles du pays. Les résultats seront connus en septembre 2019.

« **Améliorer la gestion de la qualité des systèmes d'enseignement technique et de formation professionnelle pour une transition formation/emploi des jeunes d'Afrique réussie** », c'est le thème développé par l'IFEF en partenariat avec le Pôle de Dakar (IIEP/UNESCO), la coopération du Luxembourg. 29 pays francophones et non francophones ont participé à Nairobi pendant 3 jours en juin à cet atelier d'échanges sur trois thèmes : la qualité de la certification (porté par le Pôle de Dakar), la qualité de la gestion des centres (coopération du Luxembourg) et la qualité de la performance de la formation (IFEF). Les conclusions des travaux feront l'objet d'une publication.

Résultat immédiat 2 : Les programmes élaborés selon l'approche par les compétences améliorent l'insertion professionnelle des jeunes

100 cadres et formateurs issus du Burundi, du Cap Vert, du Mali et du Vietnam ont été formés à l'APC par 7 experts francophones issus du Québec, du Nouveau Brunswick, de Belgique et du Vietnam. L'inscription de l'Approche par les compétences (APC) comme pédagogie officielle visant à réformer les programmes de formation en Afrique et en Asie explique la forte demande en formation APC. La Côte d'Ivoire, la Guinée, les Comores et le Congo seront les pays appuyés en APC à partir de septembre 2019.

En partenariat avec le Pôle de Dakar (IIEP/UNESCO) et de l'AFD, une étude conjointe a été menée dans 5 pays (Afrique du Sud, Bénin, Ethiopie, Maroc) sur 8 pays au total (à partir de septembre, Botswana, Rwanda, Tanzanie) qui vise à mesurer l'ampleur de la **généralisation de l'APC**.

Un soutien particulier aux femmes de Ngoundiane (région de Thiès) et de Toubacouta (région de Fatick) au Sénégal vise à augmenter leur productivité dans le secteur de la transformation agro-alimentaire. 250 femmes ont reçu une formation à la commercialisation et à l'utilisation de machines de transformation.

Le Centre national de formation professionnelle et technique du Ministère du travail du Vietnam gère 1972 établissements et centres de formation professionnelle avec 74 000 enseignants. Depuis 2017, l'OIF accompagne certains établissements à développer des programmes de formation selon l'approche par compétence (APC) et promouvoir la pédagogie selon l'APC à travers des outils de formation hybride (auto-formation accompagnée par des tuteurs) élaborés par l'équipe d'experts québécois et vietnamiens.

Il est prévu l'accompagnement des établissements à élaborer 5 nouveaux métiers selon APC, avec l'appui méthodologique des experts vietnamiens formés. Les métiers et les établissements en charge de l'élaboration ont été identifiés en juillet 2019. Des ateliers seront organisés du mi-août à mi-décembre pour élaborer des référentiels en raison de 13 jours de travail pour chaque référentiel.

Le BRAP soutient les formations hybrides, co-organisées avec les établissements du MOLISA, afin de toucher pour 2019 environ 3000 enseignants FPT formés à la pédagogie APC via la démultiplication par des enseignants-tuteurs. Ainsi :

- ✓ 1 atelier de sensibilisation à l'APC et introduction à la formation hybride a été organisé dans le cadre des activités de formation continue de l'Association des écoles professionnelles d'économie et de technologie du Vietnam : 41 participants ;

- ✓ 3 ateliers de sensibilisation à l'APC et introduction à la formation hybride pour les enseignants venant des départements de pédagogie de 35 écoles professionnelles : 128 participants ;
- ✓ 1 atelier de sensibilisation à l'APC et introduction à la formation hybride, couplé avec le transfert des référentiels du métier Manager en supermarché : 12 participants.

Résultat immédiat 3 : Les compétences langagières professionnelles sont renforcées.

Les deux professeurs de français de l'Ecole de restauration et de tourisme du Cap Vert vont former leurs 12 collègues des matières techniques au français de manière à dispenser les formations en partie en français. Pour ce faire le référentiel de formation de français professionnel a été élaboré, un fichier audio a été conçu et un stage d'immersion de 15 jours est prévu au Lycée de tourisme de Kyoto en France au mois de septembre. La formation du français débutera en octobre 2019. Les classes bilingues seront opérationnelles à la rentrée 2020.

ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Le développement de l'application INSERJEUNE visant à mesurer le devenir des jeunes diplômés de la formation professionnelle est un outil innovant quasi inexistant dans les dispositifs de formation professionnelle. Pourtant, en l'absence d'études régulières sur l'évolution de l'emploi, les Etats ne disposent pas de données pour orienter la formation professionnelle en fonction des emplois disponible. L'appli INSERJEUNE est un moyen peu coûteux pour donner une tendance avérée des secteurs qui emploient et en communiquant sur les résultats, d'orienter les jeunes vers les filières de formation qui ont un avenir et d'améliorer la qualité des formations.

L'étude en cours sur l'implantation de l'Approche par les compétences est un formidable outil pour les pays pour adapter à leur contexte une pédagogie élaborée avec les secteurs économiques. L'échelle de 8 pays présents du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest du continent africain devrait apporter des réponses très concrètes pour accélérer le processus de révision des programmes.

Le créneau de la formation des conseillers pédagogiques en APC est un formidable levier qui en quelques années à un impact sur la qualité des programmes. En fonction du rythme de révision et d'élaboration des nouveaux programmes par les conseillers formés, ce sont des milliers de jeunes apprenants qui sont impactés.

REALISATIONS EN CHIFFRES

En 6 mois,

- l'expertise de l'IFEF en formation professionnelle a été diffusée dans 30 pays africains francophones et non francophones
- 100 cadres et enseignants issus de 4 pays sont en cours de formation à l'APC
- 38% du budget FMU du P11 ont été alloué directement à des institutions ministérielles ou associatives en lien avec la formation professionnelle sur des résultats attendus précis, chiffrés
- 15% du budget a été dédié à des activités en co-financement avec des partenaires techniques et financiers dédoublant l'impact des activités du P11
- 16 % a été délégué à deux UHS (CREFAP et BRECAL),
- 30% du budget restant a été alloué à 5 missions de planification (Guinée, Toubacouta (Sénégal), Cameroun, Côte d'Ivoire, Cap Vert) et 2 missions de formation (Burundi) exécutée par l'expert mis à disposition de l'IFEF par WBI et l'APEFE.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte
1. Nombre d'outils d'analyse des emplois et d'orientation professionnelle utilisés par les pays	0	1	1
2. Taux d'insertion professionnelle des jeunes formés, suivis à travers l'application mobile développée dans le cadre du programme désagréé par pays dans lesquels l'application est implantée	0	0	0
3. % de pays ayant implantés (une ou deux étapes) de l'APC et/ou la VAE	2	2	0
4. % de conseillers pédagogiques formés dont les postes ont	0	80%	40%

été formalisés et intégrés dans les dispositifs formels de FPT			
5. Nombre de programmes APC développés par les conseillers pédagogiques formés à l'APC par pays ciblés et désagrégés par pays : Guinée, Mali, Côte d'Ivoire, Burundi, Cap Vert.	0	0	4
6. % d'enseignants des disciplines techniques ayant atteint un niveau B1 en FOS avec l'utilisation de la méthodologie d'apprentissage en français professionnel développé par le programme	0	0	0
7. % des élèves des filières hôtellerie et restauration ayant atteint un niveau A2 en français dans les modules FOS dispensés par les enseignants des disciplines techniques	0	0	0

P11		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	775 000 €	723 000 €	524 405 €	37% (engagé) 73% (ordonnancé)
2019	31 août	775 000 €	723 000 €	571 625 €	54% (ordonnancé) 79% (engagé)



P12 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS 6 Faciliter la circulation des savoirs, l'innovation et la mobilité des jeunes étudiants, chercheurs, créateurs et entrepreneurs
Résultat final	Les opportunités d'échanges, d'apprentissage, et de partage des compétences et des connaissances des jeunes femmes et hommes sont accrues.
Résultat intermédiaire attendu	Les capacités des jeunes sont renforcées, en particulier par la mise en place d'opportunités de mobilité, des politiques et des stratégies multisectorielles en leur faveur.
Intitulé du programme	Politiques et actions avec et en faveur de la jeunesse
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie jeunesse adoptée lors du XV^{ème} Sommet de la Francophonie, l'OIF a reçu le mandat d'appuyer le développement de politiques publiques de jeunesse intersectorielles et inclusives, en conformité avec les aspirations des jeunes, et de les accompagner pour assurer leur pleine participation à la vie démocratique, politique, économique et citoyenne de leur pays.

L'action de l'OIF en faveur des jeunes porte essentiellement sur trois axes : (i) la mobilité des jeunes et les échanges d'expériences, comme moyens de promouvoir la solidarité et le dialogue interculturel, de soutenir leur employabilité et de faciliter leur insertion sociale et professionnelle ; ii) le renforcement des capacités des jeunes et des organisations de jeunesse et sur l'accompagnement de leurs projets dans divers domaines, tout en mettant l'accent sur la responsabilisation des jeunes et le développement d'un environnement favorable à un rôle plus actif des jeunes et des organisations de jeunesse dans la définition des politiques publiques ; iii) le renforcement des capacités des Etats et des gouvernements membres par un appui technique et financier pour concourir au développement et à la mise en œuvre des politiques publiques de jeunesse.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : Les jeunes ont davantage accès à des occasions de mobilité et d'échanges d'expérience

Volontariat international de la Francophonie

Du 17 au 24 juillet, 50 jeunes volontaires de la promotion 2019, représentant 22 nationalités, 48 % de femmes et 52 % d'hommes, ont bénéficié d'une semaine de formation sur diverses thématiques avant leur déploiement sur les 5 continents (juridique, administratif, insertion professionnelle dans un contexte d'expatriation, déontologie, communication, réinsertion professionnelle par l'emploi et par l'entrepreneuriat...). Après avoir été accueillis par l'Administratrice de l'OIF le 17 juillet, ils ont rencontré la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise MUSHIKIWABO le 24 juillet.

D'une moyenne d'âge de 27 ans, ils devront mettre leur savoir, savoir-faire et savoir être, tout au long de l'année qui va suivre, au bénéfice des structures francophones partenaires réparties dans 23 pays membres.

Autres formes de mobilité

Parcours numérique francophone

La 2^{ème} édition du **Parcours numérique francophone** a démarré en avril dernier avec la **Semaine numérique de Québec**. Près de **40 jeunes Francophones** des délégations provenant de divers pays francophones ont pris part à une journée spéciale «parcours numérique francophone » au Quai du Cap Blanc. Cette action est portée par la DFEN et la DEJ pour l'OIF, et leurs partenaires.

Créé en marge de la 34^{ème} session de la Conférence ministérielle de la Francophonie, le 25 novembre 2017, par des acteurs francophones de la mobilité jeunesse et des organisateurs francophones d'événements liés au digital, le « Parcours numérique francophone » est une initiative qui vise à accroître la mobilité des jeunes entrepreneurs et professionnels francophones à l'occasion d'événements internationaux centrés sur l'innovation numérique et les nouvelles technologies. Il s'articule autour de plusieurs événements annuels phares comme la Semaine numérique de Québec (avril), le Web2day de Nantes (juin), le Kikk festival de Namur (novembre), l'Africa web festival d'Abidjan (fin novembre).

Volontariat en ligne (numérique)

Un partenariat pour la mise en place d'un dispositif de volontariat en ligne de la Francophonie a été initié avec le Programme de volontariat des Nations unies. Ce partenariat permettra à terme à l'OIF de bénéficier de la technologie mise en place par les Nations unies afin d'optimiser les coûts.

Pour rappel, le volontariat en ligne vise à élargir et à développer l'offre de missions de volontaires pour avoir un impact plus significatif et toucher un plus grand nombre de jeunes Francophones. Les volontaires en ligne contribueront à la réalisation d'un projet francophone et à l'atteinte des ODD tout en restant chez eux, mais en ayant la possibilité d'interagir avec d'autres jeunes Francophones et de coopérer autour de projets communs. Agés de 21 à 34 ans, ils accompliront leur mission par le biais des technologies de l'information et de la communication au profit d'une structure bénéficiaire.

Projet Talents Africains à l'international

Le projet TAI (Talents Africains à l'international) est un volet pilote du programme MOPSE de renforcement des capacités d'une vingtaine de pays d'Afrique (dont la moitié des Francophones) mis en œuvre par l'UEMOA avec le soutien de l'AFD et le Centre du Commerce international des Nations Unies. Il a pour objectif de promouvoir les jeunes diplômés africains des Etats membres de l'UEMOA, à travers une expérience d'immersion en entreprise pour une période de deux ans, destinée à faciliter leur insertion, leur mobilité et leur employabilité. Dans le cadre de la phase préparatoire, Business France (l'Agence française pour le développement des entreprises) et le ROPC-UEMOA (Réseau des organismes nationaux de commerce de l'UEMOA) ont réalisé **une étude de faisabilité dans quatre pays-pilotes** (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal) avec l'appui de la DEJ. A la suite de cette étude, la DEJ sera de nouveau sollicitée pour l'opérationnalisation du dispositif.

Renforcement de partenariats

Trois accords de partenariat ont été établis pour promouvoir et démultiplier les opportunités de mobilité offertes aux jeunes Francophones :

- ✓ **renouvellement de l'Accord-cadre relatif à la mise en œuvre du Volontariat international de la Francophonie** le 1^{er} juillet 2019 dont l'OIF, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), TV5Monde et l'Association internationale des Maires francophones (AIMF) sont parties prenantes. Par cet accord-cadre, les institutions signataires s'engagent à mettre en œuvre conjointement le programme de Volontariat international de la Francophonie et à assurer le déploiement de ce dispositif dans le cadre de la programmation 2019-2022 de l'OIF. Cette nouvelle impulsion vise à accroître l'efficacité du programme pour qu'il puisse d'avantage favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'espace francophone, tout en leur permettant d'agir au service du développement durable.
- ✓ **définition d'un cadre opérationnel commun en matière de volontariat entre l'OIF et le programme VNU** (voir détails plus bas).
- ✓ **accord pour la mise en place d'un volontariat en ligne** au sein de l'espace francophone entre l'OIF et le programme VNU (en cours de validation, il sera finalisé et conclu d'ici la fin de l'année).

Résultat immédiat 2 : Les capacités des jeunes et des organisations de jeunesse à mettre en œuvre des projets, à promouvoir les valeurs du vivre-ensemble et à participer à la vie publique sont accrues

FIJEV édition régionale pour l'Océan indien : L'OIF (DEJ et BROI) et ses partenaires ont organisé, **du 10 au 14 juin 2019, à Antananarivo, une édition régionale Océan Indien du Forum International Jeunesse et Emplois verts (FIJEV)**. Pour mémoire, le FIJEV est un événement biennal mis en place par l'OIF depuis 2012, et dont la première édition s'est déroulée au Niger, en amont de la Conférence des Nations Unies sur le Développement durable Rio+20. Cette édition régionale, qui a réuni **166 participants**

(74 femmes pour 92 hommes) de 8 pays ou départements français de la zone Océan indien (Comores, Djibouti, Madagascar, Maurice, Mayotte, Mozambique, Réunion, Seychelles), **8 experts permanents et 42 conférenciers**, visait à offrir aux jeunes porteurs d'initiatives de création d'emplois verts, des compétences complémentaires pour développer leurs projets, une contribution financière (3 000 € attribués aux 10 meilleurs projets) et un encadrement post-Forum pour les concrétiser via des incubateurs locaux. Le Forum a également servi d'espace de dialogue entre les jeunes et tous les acteurs de développement autour des enjeux de l'emploi dans une perspective de développement durable.

FIJEV édition nationale Gabon : ouverte par le ministre en charge de l'Emploi, de la Jeunesse, de la Formation professionnelle, de l'Insertion et de la Réinsertion, SEMme Nanette LONGA-MAKINDA, le FNJEV, version nationale du Forum international jeunesse emplois verts (FIJEV), a été co-organisé par le Ministère en charge et l'OIF à Libreville, **du 6 au 8 juin 2019**. Ce premier Forum national jeunesse et emploi verts a été l'occasion pour près de **300 jeunes âgés de 18 à 34 ans** sélectionnés à la suite d'un appel à candidature de valoriser leur créativité en leur donnant l'occasion de présenter à un jury d'experts des projets de création d'entreprise ou susceptibles de générer des emplois dans l'économie verte : les **20 meilleurs projets** qui ont été retenus bénéficieront d'un accompagnement spécifique du ministère de l'Emploi, de la Jeunesse, de la Formation professionnelle, de l'Insertion et de la Réinsertion du Gabon. Parmi eux, **trois jeunes porteurs de projets** se sont distingués et ont été primés à l'issue du FNJEV :

- ✓ Afane EDOU, fondateur du Réseau gabonais pour l'environnement et le développement durable (RGEDD), a reçu pour son projet « Libreville plages propres », dans la catégorie *projet en activité*, un chèque d'une valeur de 3 millions de CFA. Le projet consiste à améliorer l'assainissement, le tri, la collecte et le recyclage des ordures notamment en plastique, après l'avoir transformé en granulés.
- ✓ Dave ONGOUORI, pour son projet « Agrivil » visant à développer des activités maraîchères professionnelles durables et respectueuses de l'environnement, a remporté le deuxième prix dans la catégorie *projet en création*, d'une valeur de 2 millions CFA.
- ✓ Enfin, toujours dans la catégorie *projet en création*, Vignolas Dany BEKALE MEZUI a reçu le troisième prix, d'une valeur de 1,5 millions de CFA, avec son projet « Biotech Lab », une startup permettant de valoriser les déchets organiques, la biomasse, en énergie.

Les partenaires présents ont souligné que ce forum était une réponse concrète à l'employabilité ou au chômage des jeunes.

Le BRAP a pris contact avec l'Institut des Technologies du Cambodge pour proposer à celui-ci de co-organiser la conférence régionale des jeunes d'Asie-Pacifique. À la date du 6 août 2019, l'ITC n'a pas encore confirmé sa participation.

Sessions de renforcement des capacités sur le vivre ensemble

L'OIF (DEJ) et ses partenaires (BIJ, OFQJ, LOJIQ) ont organisé plusieurs sessions de formation à partir des outils développés dans le cadre de l'initiative Libres Ensemble. Une session de **formation de formateurs** s'est tenue du **18 au 22 février 2019, à Paris**, dans les locaux de l'OIF. Cette formation a permis de rassembler **17 jeunes** issus de plusieurs pays de la Francophonie (France, Belgique, Québec, Tunisie, Arménie, Maurice, Tchad, Sénégal, Haïti) et de créer un espace de partage et d'apprentissage unique. Les participants avaient pour particularité d'être tous **engagés dans des réseaux jeunesse** dans leurs pays respectifs (associations, communes, universités etc.) et d'être désireux de développer leurs compétences en matière d'éducation citoyenne et de sensibilisation aux valeurs portées par la Francophonie, afin de les transmettre dans le cadre de leur engagement local.

L'OIF (DEJ) a organisé un atelier de sensibilisation aux valeurs du Vivre ensemble à l'attention d'une **dizaine de jeunes Francophones le 20 mars 2019** à Moncton (Canada, Nouveau-Brunswick). L'évènement se tenait à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie et dans le cadre de la Semaine de la Francophonie internationale de l'Université de Moncton.

À l'invitation du **Ministère égyptien de la Jeunesse et des Sports**, une équipe de l'OIF s'est également rendue au Caire, du **13 au 17 avril 2019**, afin d'organiser une **formation « Libres Ensemble »** au bénéfice de **19 formateurs** de jeunes venus de toute l'Égypte. Habités à œuvrer sur des sujets liés au numérique ou au développement de compétences humaines et relationnelles, ces formateurs étaient à la recherche de nouveaux outils et de nouvelles approches en matière de promotion du vivre ensemble auprès de leur jeune public.

Une session multi-pays de **formation de formateurs** s'est tenue à **Bruxelles du 23 au 25 avril dernier**. **15 jeunes** originaires de Belgique, du Québec, de France et d'Arménie y ont acquis les connaissances, les compétences, les outils et les techniques nécessaires en vue de former d'autres jeunes, dans leurs pays respectifs, aux principes et valeurs du vivre-ensemble. Les participants ont eu l'occasion de rencontrer et d'échanger avec l'Administratrice générale de Wallonie Bruxelles Internationale (WBI), Mme Pascale DELCOMMINETTE, ainsi qu'avec la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise MUSHIKIWOBO, en visite officielle. Les jeunes ont partagé leurs impressions et la façon dont ils envisagent de réutiliser ces outils dans leurs communautés et réseaux respectifs.

Fête de la jeunesse 2019 au Cameroun : en réponse à l'invitation du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique du Cameroun, la DEJ a répondu présente au « Dialogue intergénérationnel pour la paix » qui a eu lieu du 7 au 9 février 2019 à Yaoundé afin d'y présenter aux autorités camerounaises et aux représentants de la jeunesse du Cameroun ses actions en faveur de la culture de paix. Ce fut notamment l'occasion de présenter à plus de 200 jeunes relais jeunesse au Cameroun l'initiative Libres Ensemble qui a retenu toute leur attention. 80 participants ont également pu découvrir lors d'un atelier pratique les outils pédagogiques Libres Ensemble qu'il leur sera possible d'utiliser afin d'œuvrer en faveur du vivre ensemble.

Enfin, la **jeunesse francophone des Amériques** a été sensibilisée aux valeurs du Vivre ensemble dans le cadre d'une Mobilisation jeunesse organisée en marge du Congrès mondial acadien et du Rendez-vous du Réseau des villes francophones d'Amérique. Venues de l'Alberta, d'Argentine, d'Haïti, de l'Illinois, de la Louisiane, de Manitoba, du Mexique, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Angleterre, de l'Ontario, du Québec et des Territoires du Nord-Ouest, **17 jeunes francophones des Amériques âgés de 19 à 35 ans ont participé à un atelier de sensibilisation aux valeurs du Vivre ensemble organisé le 14 août 2019** par la DEJ dans le cadre de l'évènement « Mobilisation jeunesse » à l'initiative du Centre de la francophonie des Amériques **du 14 au 17 août à Moncton au Nouveau-Brunswick, Canada**, dans le droit fil de l'Appel sur le Vivre ensemble adopté par les chefs d'État et de gouvernement en 2018 lors du 17^{ème} Sommet de la Francophonie. Les jeunes qui ont participé à cette Mobilisation ont notamment été formés en Tourisme et Communication et médias.

Participation et implication de la jeunesse dans la vie publique

Une délégation de 2 jeunes francophones a participé au **8^e Forum jeunesse du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC Youth Forum)** qui s'est tenu **les 8 et 9 avril 2019 au siège des Nations unies à New York**. Le Forum jeunesse ECOSOC a notamment abordé les thèmes de l'autonomisation, de l'inclusion et de l'égalité. Lors de cet évènement de deux jours, il a été question du rôle actif que la jeunesse peut jouer dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Le Forum a permis d'examiner comment les jeunes peuvent mieux communiquer sur l'Agenda en utilisant notamment les réseaux sociaux et les nouvelles technologies d'information et de communication. Le programme comprenait des sessions créatives (brainstorming) et des discussions avec des représentants des États et des organisations internationales membres qui ont permis aux représentants de la jeunesse d'exprimer leur opinion, de partager des idées et de réfléchir ensemble sur des questions spécifiques en matière de jeunesse dans le contexte de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. En participant à ce Forum, la Direction de l'éducation et de la jeunesse de l'OIF s'est assurée d'**impliquer la jeunesse francophone pour lui permettre de contribuer aux résultats des travaux et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable**.

3^{ème} édition du Prix Jeune entrepreneur·e francophone : l'OIF (DEJ et DFEN), avec l'appui de ses partenaires, a lancé la **3^{ème} édition du Prix Jeune entrepreneur·e francophone le 10 juin 2019**. Plus de **420 jeunes** femmes et hommes provenant des cinq continents, soit représentant **31 pays au total**, ont soumis leur candidature. Le comité de présélection a tenu sa première réunion le 24 juillet 2019 ; le processus de sélection est en cours, et aboutira à une remise du Prix à la fin du mois d'octobre ou au début du mois de novembre.

L'activité « BRAC - Mise en œuvre du fonds d'appui aux initiatives des jeunes » fait l'objet d'une réflexion au niveau de la DEJ. Le BRAP a apporté sa contribution au projet de note conceptuelle et de formulaire du Fonds d'appui aux initiatives des jeunes. Dès la validation des documents du PAIJ, le BRAP lancera un appel à candidatures pour sélectionner les projets qui recevront une subvention de l'OIF.

Résultat immédiat 3 : Les capacités des acteurs étatiques et non gouvernementaux sont renforcées en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques multisectorielles

Labellisation des dispositifs francophones de volontariat (label VIJEF) : l'appel à candidatures pour la labellisation des dispositifs de volontariat favorisant la mobilité internationale des jeunes dans l'espace francophone a pris fin le 20 mars 2019 avec près de 200 candidatures émanant de tout l'espace francophone. Un comité technique s'est réuni en juin 2019 pour étudier les dossiers de candidature, et a formulé des recommandations au comité de pilotage eu égard à la non recevabilité des dossiers (il sera nécessaire de repenser l'approche et les critères d'accès d'ici la fin de l'année). Le label VIJEF vise à offrir un espace d'information, d'échange de bonnes pratiques et de renforcement des capacités contribuant à la démarche qualité des dispositifs de volontariat de jeunes dans l'espace francophone. Le label VIJEF est une démarche qui crée des conditions pour la promotion et l'amélioration de divers dispositifs de volontariat existants dans l'espace francophone. Il renforce les exigences de qualité et de valeurs qui sont partagées au sein de la Francophonie sur la base d'un référentiel commun à respecter.

Appui à la mise en place et au renforcement des dispositifs nationaux de volontariat dans l'espace francophone

Appui au Bénin : du **02 au 04 avril 2019**, l'OIF et le Ministère béninois des Petites et Moyennes entreprises ont organisé, à Cotonou, un atelier national réunissant des cadres supérieurs des ministères et des services centraux, dans le cadre de l'appui technique sollicité en 2017 par le Gouvernement du Bénin en vue de la mise en place d'un nouveau programme national de volontariat. A l'issue de cet atelier, des recommandations ont été formulées et un document de projet a été rédigé selon une approche participative et inclusive, incluant une feuille de route précisant toutes les étapes jusqu'au lancement effectif. Ce document de projet a été par la suite adopté en Conseil des Ministres, et débouchera sur le déploiement opérationnel du nouveau dispositif.

Appui au Cameroun : le programme national de volontariat des jeunes du Cameroun a lancé officiellement ses activités le **12 juin 2019**. Ce dispositif a été mis en place grâce à un appui technique et financier de l'OIF, le PVNU, le PNUD et l'UNFPA.

Renforcement du partenariat entre les Nations unies et l'OIF : en 2015, l'OIF et le Programme des Volontaires des Nations unies ont signé un accord-cadre pour une période de quatre ans afin de mutualiser leurs efforts visant à promouvoir le volontariat dans l'espace francophone, appuyer conjointement les Etats et gouvernements membres de l'OIF dans la mise en place de dispositifs nationaux, mobiliser et renforcer l'expertise francophone dans ce domaine, et enfin à partager les expériences et les bonnes pratiques.

Pour rendre plus opérationnelle leur coopération dans le cadre de cet accord et de renforcer les synergies existantes, l'OIF et le Programme des Volontaires des Nations unies ont organisé à Dakar, **les 14 et 15 mai 2019, un atelier technique de définition d'un cadre opérationnel commun en matière de volontariat**, au sein des locaux du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest du centre du Programme des volontaires des Nations unies.

Trois axes principaux de travail conjoints ont été identifiés et devront faire l'objet d'une validation par les deux institutions :

- ✓ L'appui aux Etats et gouvernements membres de l'OIF pour la prise en compte du volontariat dans les politiques de développement ainsi que le renforcement des dispositifs existants ;
- ✓ L'appui à la mise en œuvre du plan d'Action Mondial pour l'intégration du volontariat dans l'agenda 2030 ;
- ✓ Un plaidoyer et une communication conjoints autour du volontariat.

Signature des pactes nationaux pour la jeunesse : en RDC, un pacte national pour la Jeunesse a été élaboré et signé par une cinquantaine de structures y compris des organisations politiques et le Ministère de la jeunesse et de la nouvelle citoyenneté. Ce pacte met en relief les actions stratégiques et opérationnelles majeures qui doivent être prises pour l'épanouissement des jeunes dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la promotion des technologies de l'information et de la communication, des sports et loisirs, ainsi que de la citoyenneté responsable.

Finalisation de l'enquête sur les politiques publiques de jeunesse dans les pays de l'espace francophone : réalisée auprès de 29 Etats et gouvernements membres et associés de l'OIF, cette enquête a produit deux résultats clés :

- ✓ Un état des lieux de la situation des Politiques Publiques de Jeunesse dans l'espace francophone est disponible. Il montre que dans la quasi-totalité des pays, les Politiques Publiques de Jeunesse sont institutionnalisées à travers la mise en place de structures de gouvernance dédiées à cette thématique et l'adoption de documents-cadres pour la mise en œuvre des politiques nationales de la jeunesse.
- ✓ L'enquête révèle également que les capacités techniques des acteurs de la jeunesse doivent être renforcées dans les domaines suivants : planification stratégique, gestion axée sur les résultats, plaidoyer et communication, mobilisation et gestion des partenaires et leadership et gestion des projets.

Production du rapport sur la situation de jeunes en RDC : il s'agit d'un portrait statistique de la jeunesse congolaise axé sur l'analyse de six secteurs prioritaires (l'éducation et la formation professionnelle et technique, l'emploi et le marché du travail, la famille et la sexualité, l'information, la communication et le numérique, la gouvernance et l'engagement citoyen ainsi que les sports, les loisirs et les activités socio culturelles). Le rapport identifie les défis actuels auxquels font face les jeunes et formule des recommandations concrètes pour les relever.

Depuis 2017, l'OIF (DEJ et IFEF) et l'UNESCO travaillent ensemble pour renforcer les capacités des Etats membres en matière de **prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E)**. Plusieurs ateliers régionaux ont été organisés en 2017 et 2018 et ont permis de créer un réseau de points focaux en matière de PEV-E désignés par les ministères de l'Education de sept pays d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Burkina Faso, Sénégal). Pour répondre au besoin formulé par les points focaux, les deux organisations ont **développé une plateforme web de partage d'informations et d'expériences nommée « Apprendre à vivre ensemble de manière durable »** qui a été lancée en mai 2019 et est désormais alimentée par les points focaux de ces sept pays.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

L'OIF et le Tchad ont co-organisé la Conférence internationale « Education des filles et formation des femmes dans l'espace francophone : défis, perspective et pistes d'action », sous le très haut patronage du Président de la République du Tchad, les 18 et 19 juin 2019, à N'Djamena (Tchad). En présence du Président de la République du Tchad, SEM Idriss DEBY ITNO, de la Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Louise MUSHIKIWABO et de plusieurs ministres francophones, les participants venus de tout l'espace francophone ont échangé sur les bonnes pratiques et ont fait le point sur les progrès à réaliser d'urgence en matière d'inclusion et d'égalité des sexes dans et par l'éducation, si l'on veut atteindre les objectifs du programme de développement des Nations Unies à l'horizon 2030 (notamment l'ODD 4 consacré à l'éducation et l'ODD 5 consacré à l'égalité hommes-femmes). Cette grande rencontre francophone s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles. Elle a permis aux pays francophones d'apporter une contribution tangible au Forum politique de haut niveau (HLPF) qui joue un rôle central dans le suivi et l'examen mondiaux des Objectifs de développement durable de 2030 (ODD), et d'alimenter, à travers ses conclusions, la réunion conjointe des ministres de l'Éducation et du Développement du G7 le 5 juillet à Paris.



REALISATIONS EN CHIFFRES

- 5000 visiteurs/jour en moyenne sur le portail www.jeunesse.francophonie.org ;
- Plus de 50 000 abonné-e-s francophones et francophiles issus des 5 continents et avec plus de 50 langues d'origine sur les réseaux sociaux OIF Jeunesse.
- 50 jeunes volontaires de la promotion 2019, composées de 22 nationalités, de 48 % de femmes et 52 % ont été déployés dans 23 pays membres de l'OIF après avoir bénéficié d'une formation d'une semaine à Paris. Lors de l'appel à candidatures près de 4000 candidatures ont été reçues en provenance de plus de 50 pays.
- Une quarantaine de jeunes professionnels du numérique ont été pris en charge par l'OIF (DFEN et DEJ) et ses partenaires pour participer aux différentes étapes du parcours numérique francophone 2019.
- FIJEV régional océan indien : 166 participants sélectionnés sur 685 dossiers reçus, dont 10 lauréats récompensés par une prime de 3000 €.
- FIJEV Gabon : 300 jeunes participants sélectionnés et trois jeunes lauréats récompensés par des primes de 3 millions de CFA, 2 millions de CFA et de 1.5 millions de CFA.
- Près de 80 jeunes de 14 pays, dont 38 femmes, sensibilisé-e-s aux valeurs du vivre ensemble.
- Plus de 420 jeunes femmes et hommes provenant des cinq continents, soit représentant 31 pays au total, ont soumis leur candidature dans le cadre du Prix jeune entrepreneur(e) francophone 2019 (le processus de sélection est en cours).
- L'OIF a appuyé la mise en place de dispositifs nationaux de volontariat dans deux pays (Cameroun et Bénin), 3 autres requêtes ont été reçues lors du premier semestre 2019 (Gabon, Maroc, Tunisie).
- Près de 200 candidatures ont été reçues dans le cadre de l'appel à candidatures pour la labellisation des dispositifs nationaux de volontariat de l'espace francophone.
- 3 accords de partenariat ont été établis pour la promotion et le renforcement de la mobilité des jeunes au sein de l'espace francophone (renouvellement de l'accord cadre pour la mise en œuvre du Volontariat international de la Francophonie, définition d'un cadre opérationnel commun en matière de volontariat entre l'OIF et le programme VNU, mise en place d'un volontariat en ligne au sein de l'espace francophone).
- Un rapport d'enquête sur les Politiques Publiques de jeunesse dans l'espace francophone est disponible.
- Un état des lieux de la situation des jeunes de RDC est disponible.
- Un rapport consolidé sur les Séminaires sur les Politiques publiques de jeunesse et la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent chez les jeunes, est finalisé.
- Un pacte national en faveur de la jeunesse en RDC a été élaboré consensuellement et endossé par toutes les parties prenantes.
- Un plan stratégique du Ministère de la Jeunesse et de la Nouvelle Citoyenneté ainsi que son plan opérationnel ont été validés.
- 11 ateliers et 5 tables rondes ont été organisés dans le cadre de la Conférence internationale « Education des filles et formation des femmes dans l'espace francophone : défis, perspective et pistes d'action » (18-19 juin 2019, N'Djamena), auxquels ont pris part 416 participant-e-s d'une trentaine de pays.

- Une plateforme web de partage d'informations et d'expériences « Apprendre à vivre ensemble de manière durable » conçue et mise en ligne.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible	Valeur atteinte
1. Nombre de jeunes (et parmi eux, pourcentage de femmes et d'hommes) bénéficiaires d'opportunités de mobilité, de volontariat, de partage d'expériences et de connaissances	0	55	50 (VIF) +40 (PNF) = 90
2. Taux de satisfaction des bénéficiaires d'opportunités de mobilité, de volontariat, de partage d'expériences et de connaissances	0	40	93
4. Nombre de jeunes (et parmi eux, pourcentage d'hommes et de femmes) ou de structure de jeunesse ayant bénéficié d'un accompagnement ou d'une action de renforcement de capacités en rapport avec leurs besoins	0	80	80
5. Nombre d'Etats et de gouvernements membres ayant bénéficié d'un appui de l'OIF pour l'élaboration, la révision, la mise en œuvre des politiques publiques de jeunesse et/ou d'éducation	0	5	1
6. Proportion des acteurs ayant acquis des connaissances dans les domaines des politiques publiques (élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation)	0	10	0
7. Nombre d'institutions régionales, nationales ou internationales, d'Etats et gouvernements ayant bénéficié d'un accompagnement pour la mise en place ou le renforcement de leurs dispositifs de volontariat et de mobilité des jeunes	8	5	4

P12		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 471 000 €	1 611 544 €	763 885 €	47% (engagé) 12% (ordonnancé)
2019	31 août	1 471 000 €	1 634 367 €	944 536 €	20% (ordonnancé) 58% (engagé)



P13 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	Faciliter la circulation des savoirs, l'innovation et la mobilité des jeunes étudiants, chercheurs, créateurs et entrepreneurs
Résultat final	Les opportunités d'échanges, d'apprentissage et de partage des compétences et des connaissances des jeunes femmes et hommes sont accrues.
Résultat intermédiaire attendu	Les Jeux de la Francophonie rassemblent et mobilisent davantage les jeunes femmes et les jeunes hommes autour des valeurs de solidarité, de diversité et d'excellence.
Intitulé du programme	Jeux de la Francophonie
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Tous les quatre ans, durant l'année post-olympique, les Jeux de la Francophonie réunissent plus de 3000 jeunes talents ayant la langue française en partage. Les Jeux de la Francophonie, sous l'égide de l'Organisation internationale de la Francophonie, relèvent d'un concept original unique au monde qui rassemble la jeunesse francophone autour des arts et du sport tout en visant à renforcer les valeurs de la Francophonie et la promotion de la langue française. Ces Jeux, qui promeuvent la solidarité, la diversité et l'excellence, se déroulent alternativement dans les pays du Nord et les pays du Sud.

Ils ont servi de tremplin à de jeunes talents vers une carrière internationale. Parmi eux, citons l'ancien judoka français David Douillet, la gabonaise Mélanie Engoang, ou encore le groupe nigérien Mamar Kassey en chanson. Événement révélateur de talent, les Jeux de la Francophonie mettent sous les feux des projecteurs les vedettes de demain. Des noms comme Kareyce Fotso (Cameroun), Ben Youssef Meité (Côte d'Ivoire), Akil Gjakova (Kosovo), y ont connu leurs premières victoires dans une compétition internationale.

Les Jeux représentent le plus grand événement sportif et culturel de la Francophonie dédié à la jeunesse.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : L'organisation des Jeux de la Francophonie est améliorée

Suite au désengagement du Canada Nouveau-Brunswick, le CIJF a pu trouver un nouveau pays hôte la République démocratique du Congo lors du Conseil d'Orientation du CIJF du 27 juin 2019. Certaines réserves ont toutefois été portées jusqu'au CPF d'octobre 2019.

Le cahier des charges a été révisé et renforcé dans le cadre de ce nouvel appel à candidature. Le nouvel appel à candidature a permis de mettre à nouveau en lumière les Jeux et de faire parler des Jeux aussi bien dans les pays du nord que du sud.

Par ailleurs, une importante visibilité a été offerte aux lauréats de la précédente édition à travers des portraits et des témoignages publiés sur le site des Jeux, le suivi de leurs activités, à travers la lettre électronique des Jeux ainsi à travers des publications dans les magazines des partenaires des Jeux de la Francophonie.

Le dispositif organisationnel des Jeux a donc été amélioré :

- ✓ Guide de candidature actualisé et cahier des charges actualisé et placé en annexe
- ✓ Guide des inscriptions des IX^{es} Jeux de la Francophonie et Règlementation des disciplines réalisés, en collaboration avec les experts culturels et les fédérations sportives internationales

Résultat immédiat 2 : La visibilité des Jeux de la Francophonie, du pays hôte et de la Francophonie est accrue

La visibilité offerte aux Jeux a été accrue.

- ✓ Le site internet officiel des Jeux de la Francophonie a été animé :
 - 64 brèves du janvier au juin 2019 (10,66 / mois)
 - 85 brèves en 2018 (7,08 / mois)
 - 10 lettres électroniques envoyées
- ✓ Animation des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn) : 10 000 visiteurs par mois en moyenne
- ✓ Contractualisation avec une société de production pour la réalisation du spot promotionnel des IXes Jeux 2021
- ✓ Contrat de partenariat avec le groupe Sport Business sur les médias sponsoring, women sport et la lettre de l'économie du sport et sport.fr pour sensibiliser les sponsors potentiels
- ✓ Actualisation du guide de partenariat



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

En ce qui concerne la préparation et la tenue des IX^{es} Jeux 2021 :

La direction du CIJF a dû faire face à une situation inédite durant cette période avec le désengagement du Canada Nouveau-Brunswick à deux années des Jeux. La situation a pu être maîtrisée et rétablie grâce aux efforts fournis lors du lancement d'un nouvel appel à candidature selon une procédure accélérée et les nombreuses actions de promotions développées pour trouver un nouveau pays hôte dans des délais réduits. Les efforts fournis ont permis de désigner au final la RDC comme nouveau pays hôte avec toutefois certaines réserves.

A cause de ce désistement et de sa forte médiatisation, il est possible de dire que l'image des Jeux a été entachée mais sa notoriété a été accrue du fait des nombreux articles parus dans la presse canadienne notamment et quelques-uns dans la presse internationale.

Au total, les Jeux ressortent grandis avec l'engagement fort des plus hautes autorités de la RDC pour la réussite de ces Jeux en 2021, le soutien de l'OIF et la maîtrise des dossiers par la direction du CIJF.

Rappel de dates significatives

- 31 janvier 2019 : Désengagement du Nouveau-Brunswick pour l'organisation des IX^es Jeux de la Francophonie en 2021 ;
- 14 février 2019 : Le Conseil d'orientation du Comité international des Jeux de la Francophonie (CIJF) recommande de relancer l'appel à candidature des Jeux 2021 ;
- 1^{er} mars 2019 : Ouverture de l'appel à candidature pour l'organisation des IX^{es} Jeux de la Francophonie 2021 ;
- 10 Mars 2019 : Appel lancé par la direction du CIJF à Marrakech lors de la session de la CONFEJES ;
- 16 mai : réception du dossier de candidature de la RDC ;
- 1^{er} juin : prise de fonction de la nouvelle directrice du CIJF ;
- 23-25 juin 2019 : Mission d'évaluation de la candidature de la RDC à Kinshasa ;
- 27 juin 2019 : Conseil d'orientation du CIJF : le Conseil d'orientation du CIJF, dans son format ministériel, a recommandé la désignation de la République démocratique du Congo comme État hôte des IX^{es} Jeux de la Francophonie 2021, en posant certaines réserves d'ici le CPF d'octobre 2019 ;
- 2 juillet 2019 : le CPF a donné un avis favorable à la tenue, en 2021, des IX^es Jeux de la Francophonie en République Démocratique du Congo (RDC).

Les principales activités réalisées

- Réalisation des supports de communication : Dossier de presse, visuels : calendriers, Pictogrammes disciplines
- Refonte guide de candidature et du cahier des charges des IX^{es} Jeux 2021
Animation quotidienne du site internet des Jeux et des réseaux sociaux Réalisation des cahiers des charges en vue de l'amélioration du site des Jeux de la Francophonie ainsi que de l'application des inscriptions en ligne



REALISATIONS EN CHIFFRES

Les Jeux de la Francophonie étant un événement qui s'organise tous les 4 ans et dont la prochaine édition est prévue en juillet 2021, il s'agit de pointer la valeur cible pour 2021 et de faire un suivi chaque année vers cette valeur cible. Le premier semestre 2019 a permis de faire avancer cette valeur mais, suite au désengagement du Canada Nouveau-Brunswick et le cahier des charges n'ayant pas été signé, il est difficile de présenter des avancées chiffrées de façon significative. On peut toutefois noter qu'une réflexion a été menée, que les disciplines ont été retenues, que le guide d'inscription et de réglementation ont été réalisés. Il s'agira donc pour fin 2019 et début 2020 de rattraper le retard des préparatifs dont notamment la phase de planification.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible	Valeur atteinte ⁶
1. % des spécifications du cahier des charges respectées et réalisées	0	30	
2. Taux de satisfaction des participants aux Jeux	0	70	
3. Nombre de retombées médiatiques des jeux (télévision, presse, réseaux sociaux)	0	30	

P13		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	607 000 €	567 000 €	189 695 €	33% (engagé) 12% (ordonnancé)
2019	31 août	607 000 €	567 000 €	257 176€	14% (ordonnancé) 45% (engagé)

⁶ Données non disponibles à ce jour



P14 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS7 : Contribuer à la mise en œuvre des Objectifs du développement durable
Résultat final	Les pays ciblés intègrent davantage les enjeux et Objectifs du développement durable (ODD) dans les politiques nationales et locales
Résultat intermédiaire attendu	Les pays élaborent et mettent en œuvre des documents stratégiques visant l'atteinte des ODD et une transition vers l'économie verte.
Intitulé du programme	L'Accompagnement à la réalisation des Objectifs de développement durable
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues, en particulier l'Afrique de l'Ouest (Burkina-Faso), l'Océan indien (Comores) et la Caraïbe (Haïti)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

L'OIF, dans le cadre de sa nouvelle programmation 2019-2022, entend veiller à l'intégration des ODD dans l'ensemble des cadres stratégiques de planification. Le programme 14 est par conséquent un programme structurant qui vient en appui à l'ensemble des programmes ayant vocation à accompagner les politiques publiques au sein des autres missions de l'OIF. Il répond aux priorités définies par le Cadre stratégique de la Francophonie (2015-2022) et par la déclaration de Kinshasa (2012) qui réaffirme l'engagement de la Francophonie dans l'appropriation des objectifs de développement durable.

Les actions du programme ciblent le renforcement des capacités en matière de planification stratégique, de budgétisation des programmes, et de mobilisation des financements. Des partenariats stratégiques seront mis en place avec des banques de développement pour appuyer les projets de création d'entreprises au bénéfice des jeunes et des femmes. Les formations, en particulier en direction des décideurs de la fonction publique, seront intensifiées dans le but de parvenir à des transformations structurelles des instances décisionnelles des pays ciblés. Enfin, le recours aux technologies de l'information et de la communication sera développé afin de susciter des changements majeurs dans l'administration publique en vue d'une appropriation efficace des ODD.

Le programme 14 contribue de ce fait à l'atteinte des ODD ci-dessus, en particulier les cibles n° 4.7, 5b, 8.3, 8.4, 8.9, 9c, 12.1, 12.2, 12.5, 12.7, 12.8, 12.b, 14.7, 17.8, 17.9, 17.13, 17.14, 17.15.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Résultat immédiat 1 : Des politiques, stratégies et initiatives intégrant les ODD, sont élaborées, améliorées et promues

Dans le cadre des activités de formation des acteurs des pays ciblés à la maîtrise des outils d'opérationnalisation du développement durable et de leur accompagnement dans l'élaboration des politiques et stratégies aux niveaux régional, national, infranational et local :

Un atelier de formation en analyse systémique de la durabilité s'est tenu du 24 au 26 avril à Abuja (Nigéria) au siège du Parlement de la CEDEAO au profit des cadres de la CEDEAO et de la Région du Fleuve Mano. Ont pris part à cet atelier une trentaine de cadres composés (i) des membres du personnel de la Commission, de la Cour de Justice et du Parlement de la CEDEAO ; (ii) des

membres du personnel de l'Union du Fleuve Mano et du Programme pour la Biodiversité et le Changement Climatique en Afrique de l'Ouest (WA-BiCC); (iii) des experts venus de l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (OIF-IFDD) et de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (UNCTAD) et (iv) un journaliste de Voice of Nigéria. Un accent particulier a été mis sur comment ces institutions peuvent mieux s'approprier les concepts du développement durable ainsi que la façon de les intégrer dans leurs politiques et stratégies.

Des initiatives opérationnelles des ODD, décentralisées dans les régions sur des secteurs à forts potentiels économiques (tourisme durable, économie bleue et responsabilités sociétales des industries extractives) sont développées et mises en œuvre.

Grâce à l'appui technique et financier de la Francophonie dont a bénéficié l'Union des **Comores** en 2018, ce pays a finalisé sa stratégie nationale de tourisme durable au premier trimestre 2019. Cette stratégie a obtenu un financement de la Banque africaine de développement pour sa mise en œuvre. L'IFDD a également accordé un appui financier aux Comores dont le ministère du tourisme a publié en juin 2019 sa seconde édition de l'annuaire des acteurs du tourisme aux Comores.

L'OIF a participé à la Conférence internationale des Petits États insulaires en développement sur l'économie bleue, du 07 au 09 mai à Mahé (Seychelles). Cette Conférence a été l'occasion pour la Francophonie de présenter son initiative sur le tourisme durable dans les PEID et d'évaluer l'opportunité d'un partenariat avec l'Organisation internationale du Travail (organisateur de l'évènement). A cette Conférence étaient présents plusieurs experts de l'économie bleue qui ont été sollicités pour intervenir comme formateurs dans le MOOC que développe actuellement l'IFDD en partenariat avec le BROI et l'Université des Seychelles, en cours de finalisation et dont la première session de ce cours sera lancée en novembre 2019.

Un appel à projet pour financer un projet en matière de tourisme durable a été lancé en mai 2019 par l'IFDD. A l'issue de cet appel, le projet sur l'agritourisme à **Haïti** porté par l'Association des Paysans de Vallée a été retenu et est actuellement dans sa phase de mise en œuvre.

Depuis mai 2019, l'IFDD travaille à l'édition de deux guides méthodologiques, l'un sur l'élaboration de projets en matière de tourisme durable et l'autre sur l'élaboration de stratégies en matière de tourisme durable. Cette opération sera finalisée au mois d'octobre 2019.

L'IFDD a organisé en collaboration avec la DFEN et la DAPG une rencontre ministérielle en marge de la Conférence mondiale sur l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) le 17 juin 2019 à Paris. Étaient présents à cette rencontre des ministres des mines, des parlementaires et des experts des pays membres et observateurs de la Francophonie, candidats ou mettant en œuvre ou l'ITIE.

L'IFDD, la DFEN et la DAPG collaborent ensemble à la mise en œuvre d'un projet d'élaboration d'un guide sur les contrats miniers en Afrique francophone. Dans le cadre de ce projet, l'IFDD a lancé en mai 2019 deux appels à manifestations d'intérêt pour recruter 3 experts qui vont travailler sur deux études à savoir : (i) une étude sur la cohérence de l'écosystème réglementaire pour une exploitation minière responsable et (ii) l'étude sur la prise en compte de la dimension « Environnement et RSE » pour l'amélioration de l'équilibre des contrats du secteur extractif.

Dans le cadres des activités de développement et de diffusion des outils d'opérationnalisation du développement durable pour faire face aux défis institutionnels, méthodologiques et de mobilisation des ressources posés par les ODD :

La seconde édition du Rapport de la Francophonie sur les bonnes pratiques et innovations majeures en développement durable est en cours de finalisation et d'édition (d'ici septembre 2019).

Les compétences en développement durable des décideurs de la fonction publique sont renforcées par l'accompagnement des écoles nationales d'administration, des instituts de gestion ou des écoles de hautes études internationales pour adapter leurs curricula et leurs offres de formations continues dans le but de parvenir à des transformations structurelles des instances décisionnelles des pays ciblés en faveur de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des ODD. Des discussions ont par ailleurs été amorcées avec l'ENA du Togo pour son accompagnement ainsi que l'ENAP du Québec pour l'organisation d'une rencontre des DG des ENA en septembre 2019.

Résultat immédiat 2 : Des politiques, stratégies et initiatives visant la transition vers une économie verte sont élaborées, améliorées et promues

Dans le cadre des activités d'accompagnement des États francophones dans la formulation et l'adoption de politiques publiques visant une transition vers l'économie verte :

L'Initiative Francophone pour renforcer la participation des pays francophones aux travaux de normalisation internationale ISO sur l'Économie circulaire a été lancée avec le Réseau Normalisation et Francophonie et l'AFNOR.

- ✓ 14 pays francophones, dont 10 en développement sont membres participant au TC/323
- ✓ Une plateforme numérique a été mise en ligne pour un accompagnement personnel des Agence nationales de normalisation

Des contacts ont été noués avec plusieurs organismes et plateformes sur les achats responsables. Une démarche d'adoption de politique d'achats responsables au sein de la Francophonie a été arrêtée et amorcée. Quelques événements écoresponsables ont été organisés pour éprouver la démarche. Ils seront poursuivis au second semestre pour l'achat d'instruments opérationnels au sein de l'IFDD avant leur généralisation au sein de l'OIF.

Des projets décentralisés de démonstration sont financés pour créer des emplois décents et réduire les impacts environnementaux :

- ✓ le FIJEV régional Europe centrale et orientale, en cours de préparation sur le thème « La transition énergétique dans les Balkans : les tendances des nouvelles technologies et les opportunités des énergies renouvelables »
- ✓ le suivi du projet « Énergie durable de Ouahigouya » (**Burkina-Faso**)
- ✓ l'Initiative sur l'utilisation du matériau bois dans le bâtiment
 - Présentation des grandes lignes de l'Initiative au Carrefour forêts 2019
 - Participation au Dialogue sous-régional pour les pays d'Afrique Francophone de l'Initiative « Du Bois Durable pour un Monde Durable »
 - Partenariat technique et financier, en cours de négociation avec la FAO
- ✓ Un appel à projet pour le soutien aux initiatives francophones de promotion des modes de consommation et de production durables est lancé, avec le **BRAO**.

Résultat immédiat 3 : Des outils de communication et des connaissances, en français, sur les accords internationaux en matière de développement durable, du climat, de l'environnement, d'économie verte sont développés, capitalisés et diffusés

Dans le cadre des activités de développement de partenariats pour renforcer l'accès à l'information des acteurs francophones sur les enjeux émergents du développement durable, de l'environnement, du climat et de l'économie verte :

Des partenariats ont été noués, lors de la Journée internationale de la Francophonie 2019, avec l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR, Canada-Québec) pour les Journées internationales de la Francophonie en Mauricie (20-31 mars), et avec des experts en développement durable pour le mini-colloque « Mobiliser, concerter, former, innover : le français, outil de développement durable » organisé par l'IFDD à Québec, le 28 mars.

Des partenariats ont été noués avec le festival Vues d'Afrique (5-14 avril, Montréal, Canada-Québec) pour l'organisation du volet « Développement durable » du festival.

Le projet de rapport d'activité annuel (2018) de l'IFDD a été rédigé.

Dans le cadre des activités d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan de communication, de gestion de la connaissance et d'une stratégie numérique propres à l'IFDD :

Les outils de communication de l'IFDD (site www.ifdd.francophonie.org, Revues, Publications et réseaux sociaux) ont été modernisés, animés et contribuent à l'accès aux connaissances et aux informations de qualité sur le développement durable, l'environnement, le climat et l'économie verte dans l'espace francophone, et un projet de stratégie de communication de l'IFDD a été élaboré.

Un numéro de LEF a été édité et diffusé : numéro 111 - 1er trimestre 2019 - L'IPBES : la science au service de la biodiversité et du développement durable. Trois autres numéros sont en préparation.

Deux séminaires de réflexion sur la réorientation et la refonte de Médiaterre (www.mediatorre.org), réunissant les membres de la direction et les spécialistes de programmes de l'IFDD ont été organisés à l'Institut.

Un nouveau positionnement et une nouvelle vision ont été identifiés pour Médiaterre. Un Protocole d'accord de subvention a été signé avec le CIRIDD, partenaire historique de Médiaterre, pour animer Médiaterre cette année et nous accompagner dans la mise en œuvre de la réorientation et de la refonte de Médiaterre.

Enfin, la refonte du site web de l'IFDD (www.ifdd.francophonie.org) s'est poursuivie tout le 1^{er} semestre 2019.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Une cinquantaine de cadres centraux de la commission et du parlement de la CEDEAO ainsi que de l'Union du Fleuve Mano, ont été formés en outils d'analyse systémique de la durabilité. Ceci a amené la commission à s'engager à former ses 20 institutions rattachées et à élaborer son rapport National Volontaire au titre de la session 2019 du Forum Politique de Haut. Ce sera une première pour une organisation sous-régionale d'intégration.

Le soutien de la Principauté de Monaco a permis de lancer un Cours en Ligne Ouvert et Massif (CLOM ou MOOC) sur l'économie bleue en collaboration avec l'Université des Seychelles. Ce cours sera lancé à la CMF d'octobre 2019 et sera une première sur ce concept.

La seconde édition du Rapport Développement durable de la Francophonie a été lancée et a vu la participation de 42 États et Gouvernements. Cette édition fera un bilan de la participation des pays francophones aux sessions du Forum Politique de Haut Niveau ainsi que la contribution des institutions scientifiques francophones dans la mise en œuvre des ODD et du Programme 2030 des Nations Unies.

Le soutien à 14 pays francophone au processus d'élaboration de la Norme ISO TC/323 amorce le développement des actions d'économie circulaire dans l'espace francophone.

Plusieurs partenaires (FAO, Woodroise, etc.) ont été identifiés pour le développement de l'initiative de la Francophonie sur l'utilisation du matériau bois dans le bâtiment.



REALISATIONS EN CHIFFRES

- 50 cadres centraux de la commission et du parlement de la CEDEAO formés
- Un numéro LEF diffusé
- 261 nouveaux membres sont inscrits sur Médiaterre
- 1299 dépêches publiées sur l'ensemble des portails de Médiaterre
- 13 834 abonnés au compte Twitter et 6 500 abonnés à la page Facebook de Médiaterre

INDICATEURS		Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte au 30 juin 2019
Nombre de pays ou collectivités locales ciblées qui adoptent et mettent en œuvre des politiques et stratégies intégrant les ODD		30	10	15
Nombre d'initiatives locales ou nationales développées et mises en œuvre		-	2	5
Nombre d'acteurs qui maîtrisent des outils de transition vers l'économie verte		-	200	-
Nombre d'institutions publiques soutenues qui adoptent des politiques internes d'achats responsables		-	1	-
Nombre de projets pilotes développés, soutenus et mis en œuvre		-	1	2
Nombre de fréquentations des principaux sites de formation et de communication de l'IFDD		8000	500	Compilation en cours

P14		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOUT 2019			
		A COMPLETER PAR COMPTA DE L'IFDD			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	€	€	€	%
2019	31 août	€	€	€	%



P15 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS7 : Contribuer à la mise en œuvre des Objectifs du développement durable
Résultat final	Les pays ciblés intègrent davantage les enjeux et Objectifs du développement durable (ODD) dans les politiques nationales et locales.
Résultat intermédiaire attendu	Les pays élaborent, mobilisent les financements, et mettent en œuvre des politiques et stratégies d'accès à des services énergétiques fiables, modernes et durables aux niveaux régional, national et local.
Intitulé du programme	Accès à l'énergie durable
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues, en particulier l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et l'Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Tchad)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Une proportion importante des populations des pays francophones, principalement du Sud, n'a pas d'accès à des services énergétiques modernes. Ceci constitue un obstacle majeur à leur progrès économique et social, avec des conséquences notables sur les indicateurs du développement relatifs à la santé, à l'éducation, à la sécurité alimentaire, à l'égalité entre hommes et femmes, à la réduction de la pauvreté, etc. Cette situation a des conséquences sur la déforestation, la désertification, les émissions de CO₂. Les objectifs du Programme 15 visent, pour l'horizon 2022, à contribuer à l'atteinte des cibles de certains objectifs du développement durable (ODD) principalement les ODD7 (Énergie), ODD9 (Industrie, innovation et infrastructure), ODD11 (Ville durable) et ODD13 (Climat) par:

- l'amélioration de l'accès aux énergies durables dans l'espace francophone notamment à travers l'innovation;
- la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique;
- l'implantation de jeunes entreprises d'énergie durable dans les pays francophones et conséquemment, la contribution à la création d'emplois verts;
- la stimulation de partenariats dans le secteur de l'énergie.

La mise en œuvre du Programme *Accès à l'énergie durable*, dont la finalité est la réalisation d'une véritable transition énergétique au niveau des pays francophones ciblés, permettra entre autres :

- la stimulation du développement économique dans tous les secteurs: agriculture, industrie, transport, commerce, administration publique, etc.
- l'accélération du progrès social à travers l'amélioration des services suivants: santé, adduction d'eau, éducation, assainissement, environnement, l'allègement des tâches impactant le bien-être des femmes dans certains pays (recherche d'eau et de bois-énergie, cuisson des aliments avec des combustibles aux émanations nocives, etc.)
- la création d'emplois et l'accroissement des revenus principalement au niveau des femmes et des jeunes;
- la lutte contre des fléaux comme la déforestation, la désertification et les émissions de CO₂;
- l'intégration sous régionale



Résultat immédiat 1 : Les capacités des acteurs étatiques à intégrer l'accès universel à des services énergétiques fiables, modernes et durables dans leur politique d'énergie sont déployées

Dans le cadre des activités de développement, d'adaptation et de mise à disposition d'instruments de politiques et d'outils de planification favorisant l'accès aux services énergétiques sont développés, adaptés et mis à la disposition des actrices et acteurs des pays accompagnés :

Deux fiches PRISME ont été finalisées et ont abordé les thèmes suivants : i) les systèmes d'air comprimé et ii) le diagnostic énergétique dans les briqueteries.

Une série de huit formations de 48 experts membres des équipes nationales SIE-UEMOA leur a permis de bénéficier de renforcement e capacités sur cet outil lors de la mission tournante du maître d'œuvre du Projet INTEC/Akasi. L'équipe technique du maître d'ouvrage (UEMOA) a également bénéficié d'une formation sur la plateforme au siège du maître d'œuvre à Cotonou du 2 au 11 mai 2019.

De même, le premier semestre de 2019 a vu la préparation des formations sur la planification énergétique et sur la réglementation économique et financière du secteur de l'électricité pour lesquelles, les différents actes contractuels ont été signés et les inscriptions ouvertes en ligne sur la plateforme dédiée.

Dans le cadre des activités d'accompagnement des pays et de renforcement de capacités en vue d'une transition énergétique réussie, plusieurs instruments de politique et des outils de planification ont été mis à la disposition des actrices et acteurs des pays ciblés à travers les actions suivantes :

Une session unique du séminaire de formation des professionnels du secteur de l'aménagement urbain, de la construction et du bâtiment aux défis de la transition énergétique s'est tenue à Lomé (Togo) du 26 mars au 5 avril 2019 et a réuni 18 participants (dont 5 femmes), en provenance de 9 pays (**Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Niger, Tchad et Togo**).

Une formation sur la tarification de l'électricité, résultant d'un partenariat entre l'IFDD, l'ANARE-CI, l'Autorité régionale de régulation du secteur de l'électricité de la CEDEAO (ARREC) et le Centre d'étude en réglementation économique et financière (CEREF, Québec, Canada), s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 17 au 21 juin 2019 et a vu la participation de 30 experts d'une dizaine de pays francophones impliqués dans la planification et la gestion de l'électricité : régulateurs, cadres d'entreprises du secteur de l'électricité, cadres des ministères, associations de consommateurs etc.

La Commission de l'UEMOA a organisé, du 13 au 14 juin 2019, un atelier régional de concertation avec les structures nationales en charge de l'efficacité énergétiques dans les États membres de l'UEMOA. A ce titre, en qualité de partenaire dans le projet régional d'efficacité énergétique de l'UEMOA, l'IFDD a mandaté deux experts pour intervenir et renforcer les capacités des participants au cours de cet atelier.

Environ 1800 personnes ont été formées à travers les Séminaires en ligne (SEL) initiés dans cadre du P15, autour des thèmes suivants : i) La norme ISO50001 : nouveautés et applications au service de la performance énergétique (31 janvier 2019) en collaboration avec le Réseau Normalisation et Francophonie (RNF), ainsi que l'Association française de normalisation (AFNOR) ; ii) L'entrepreneuriat, au cœur de l'accès à l'énergie durable (25 mars 2019); iii) Projets d'énergies renouvelables raccordés au réseau : expériences en Afrique de l'ouest (2 mai 2019), en collaboration avec le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétiques de la CEDEAO (ECREEE); iv) Droit à l'énergie: du cadre juridique à son application concrète (30 mai 2019), en collaboration notamment avec l'Université Laval au Canada, et l'Institut supérieur de gestion en France.

Les travaux sur l'Académie virtuelle du développement durable ont connu une nette avancée avec notamment l'estimation des ressources et planification prévisionnelle de la mise en place de l'Académie virtuelle du développement durable, la conception et mise en ligne de l'architecture de l'Académie virtuelle du développement durable, l'achat d'un canevas pour permettre l'adaptabilité de la plateforme de l'Académie virtuelle aux différents supports numériques (ordinateur, tablette, téléphone), une proposition de chartes graphiques et logos potentiels à harmoniser avec le site principal de l'IFDD et l'intégration de contenus (CLOM, séminaires en ligne, publications techniques, etc.).

Résultat immédiat 2 : Les capacités des pays à développer des filières d'efficacité énergétique et à promouvoir les énergies renouvelables sont déployées

Dans le cadre du développement des filières d'efficacité énergétique et de promotion des énergies renouvelables, l'étude relative à la mise en place d'une stratégie de maîtrise de la demande d'électricité (MDE) au sein des compagnies membres de l'Association des sociétés d'électricité d'Afrique (ASEA) a connu des avancées significatives avec la disponibilité du rapport d'étape fourni par la firme Dev2E qui l'a conduit. Le rapport final sera disponible au courant du second semestre, après la visite que le Consultant effectuera dans les compagnies d'électricité du Togo et du Bénin.

Au niveau des initiatives, toujours dans domaine de l'efficacité énergétique, de réels progrès ont été notés dans la conduite des projets de la Commission de l'UEMOA dont l'IFDD assure la maîtrise d'ouvrage :

L'outil SIE-UEMOA a été réadapté pour prendre en compte des questions environnementales et de développement durable. Les Comités de projet (mensuels) permettent un suivi adéquat du projet, à la satisfaction de toutes les parties prenantes. Par ailleurs, trois livrables ont été fournis par la maître d'œuvre au courant du premier semestre 2019. Il s'agit : i) du document de Gouvernance du SIE-UEMOA, ii) des termes de référence des enquêtes sur les consommations d'énergie domestique et iii) du document sur la pérennisation du SIE-UEMOA.

Les deux autres projets sur l'efficacité énergétique, toujours avec la Commission de l'UEMOA, ont permis de mettre à disposition des États-membres de cette Institution sous régionale **six outils** : (i) le modèle régional d'étiquette énergétique ; (ii) le projet de norme régionale sur l'étiquetage énergétique dans l'espace UEMOA ; (iii) le projet de directive régionale sur l'étiquetage énergétique dans l'espace UEMOA ; (iv) le modèle de zonage climatique appliqué au Sénégal pour le Code d'efficacité énergétique ; (v) le code régional modèle pour les bâtiments neufs de l'espace UEMOA et (vi) le projet de directive régionale sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments neufs dans l'espace UEMOA.

Résultat immédiat 3 : La coopération entre les pays francophones pour faciliter l'accès à la recherche et de la technologie de l'énergie propre est renforcée

Dans le cadre des activités de renforcement de la coopération internationale en matière d'énergie entre les pays francophones dans le domaine de l'accès à la recherche et de la technologie de l'énergie propre et dans la promotion de l'investissement dans le secteur de l'énergie durable :

Lors de la neuvième Assemblée de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) à Abou Dabi (Émirats Arabes Unis). Le 10 janvier 2019, une quarantaine de participants venant de 15 pays, ont tenu, à Abou Dabi, ont participé à une réunion de concertation sur le déploiement des énergies renouvelables au sein de l'espace francophone, organisée par l'IFDD et l'IRENA. La concertation visait à échanger sur les réformes, leviers critiques et bonnes pratiques d'accélération et d'amplification du déploiement des énergies renouvelables sur le terrain, sur le renforcement de l'usage du français, et sur les stratégies d'enrichissement de la coopération entre l'IRENA, l'OIF et d'autres organisations partenaires.

L'IFDD a pris part à la Rencontre régionale Afrique centrale de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables (Njamena, Tchad du 9 au 12 avril 2019). À cette occasion, le Directeur de l'IFDD a fait une présentation sur le thème « Importance des données dans la conception et la surveillance des objectifs en matière d'énergies renouvelables ». Il a également activement participé aux travaux sur la « gouvernance du développement durable »

En marge des travaux du Congrès mondial de l'hydroélectricité, l'IFDD a organisé le 14 mai 2019 à l'Espace Grande Arche (Parvis de la Défense, Paris, France), une concertation francophone. Cet atelier est le premier atelier sur mesure pour la communauté hydroélectrique francophone, conçu pour présenter ? en plus des activités de l'OIF et de l'IFDD dans le domaine du développement durable, les nouveaux outils de durabilité de l'hydroélectricité, conçus par l'Association internationale pour l'hydroélectricité (AIH) à savoir : i) les Lignes directrices sur les bonnes pratiques internationales du secteur de l'hydroélectricité, qui définissent les performances attendues, ii) le protocole d'évaluation de la durabilité de des projets hydroélectriques afin d'inclure l'atténuation du changement climatique et la résilience et iii) les outil d'analyse des lacunes dans le domaine environnemental, social et la gouvernance de l'hydroélectricité. L'atelier, qui a enregistré une trentaine de participants, a permis de montrer des exemples de bonnes pratiques en matière d'hydroélectricité durable dans les pays francophones, notamment des projets et programmes d'Électricité de France (EDF), de The Nature Conservancy Gabon (TNC-Gabon), d'Hydro-Québec et de l'association ENERGIES 2050.

L'IFDD a participé à la première assemblée générale du programme des Nations Unies pour l'Habitat (ONU-Habitat) à Nairobi au Kenya, du 27 au 31 mai 2019. A cette occasion, l'IFDD a organisé, avec ses partenaires RESAUD, Commission de l'UEMOA et ONU-Habitat, deux événements parallèles sur les outils de planification, de gestion et de gouvernance des villes durables. L'Institut y a notamment présenté ses outils pour (i) le diagnostic de la durabilité, et (ii) l'élaboration de stratégies de durabilité.

Dans le cadre des activités de renforcement de la coopération entre Institutions de recherche/formation en matière d'énergie des pays francophones dans le domaine de l'accès à la recherche et de la technologie de l'énergie propre :

Au titre de la coopération académique sur l'énergie durable, l'IFDD a signé avec le Réseau RELIEF⁷ une entente pour la réalisation d'une école internationale d'été (EIE) sur les énergies renouvelables. Cette EIE, prévue à Saint-Louis (**Sénégal**) du 21 au 31 juillet 2019, vise à créer un pôle francophone d'excellence sur les énergies renouvelables, axé sur la recherche appliquée et le développement. Cette EIE réunira 61 participants dont 25 experts internationaux et 30 jeunes étudiants en provenance du Canada, de France, de Suisse, du Sénégal et du Burkina Faso.

L'IFDD a débuté, avec la ville de Loos-en-Gohelle (France), la préparation d'un projet d'échange et de coopération entre villes pairs du Nord et du Sud engagées dans une démarche et des projets opérationnels de transition vers le développement durable. Une note d'intention a été soumise en ce sens à l'Agence française de développement, qui a retenu le projet parmi les projets présélectionnés au titre de la facilitation de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL).

De même l'Institut, en partenariat avec la Chaire de recherche et d'innovation en droit des ressources naturelles et de l'énergie, a participé à l'organisation à Québec, les 13 et 14 juin 2019, d'un colloque sur le thème de la transparence des industries extractives (notamment énergétiques) en Afrique, d'un séminaire en ligne sur le thème « Droit de l'énergie, droit à l'énergie », ainsi que l'édition d'une publication sur la transparence des industries extractives.

Enfin, l'IFDD et l'École des Mines de Paris (Mines Paristech) ont poursuivi leur collaboration pour la réalisation de la troisième édition du Bilan d'Aptitude Délivré par les Grands Écoles (BADGE) sur la Régulation de l'énergie (BADGE RDE) - ouverture à la concurrence du secteur de l'électricité dans les pays francophones, qui répond à des besoins exprimés par des régulateurs du secteur de l'énergie en Afrique, des gestionnaires de réseau, et des distributeurs d'énergie. Une vingtaine de participants, cadres de haut niveau des administrations et sociétés d'énergie, suivront pendant 7 semaines étalées sur 18 mois, une formation pointue sur les enjeux de la régulation du secteur de l'électricité.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Plusieurs activités phares ont été menées par le P15 au courant du premier semestre 2019, l'on peut noter :

Le succès des différents séminaires en ligne sur l'utilisation de l'énergie durable qui, dépendamment des thématiques abordées, voit la participation de 400 à 500 acteurs issus de pays de pratiquement tous les continents. Pour rappel, ces séminaires en ligne ont pour ambition de former une masse critique d'expertise francophone sur ces thématiques grâce à l'utilisation des opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information.

Les activités de renforcement des capacités des 8 équipes nationales du Programme SIE-UEMOA : ces activités, au-delà de la collecte, du traitement et de la validation des données énergétiques et socio-économiques, mettent l'accent sur les besoins d'analyse prospective qui font du SIE-UEMOA un véritable outil d'aide à la décision pour les différentes administrations publiques des pays bénéficiaires.

L'engouement des experts francophones pour des formations en présentiel de l'IFDD : de plus en plus de participants acceptent de financer intégralement leur participation à des sessions de formation que seul l'IFDD organise dans la langue française. Il s'agit en particulier de la formation sur la tarification de l'électricité dans un contexte d'introduction d'énergies vertes, co-organisée avec les Autorités ivoiriennes pour laquelle, l'IFDD ne paie que l'expertise.



REALISATIONS EN CHIFFRES

- 9 outils développés (2 fiches PRISME et 7 outils UEMOA); 1 outil en préparation (stratégie MDE/ASEA) et
- Environ 1800 personnes ont été formées à travers les Séminaires en ligne (SEL) sur l'énergie durable lors du premier semestre 2019
- 120 cadres ont bénéficié de formations professionnelles de haut niveau (EAMAU, Tarification, SIE, BADGE)
- 6 initiatives développées et mises en œuvre en matière d'efficacité énergétique et de projets d'énergie renouvelables

⁷ Le réseau RELIF regroupe l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR-Canada), Université Savoie Mont-Blanc (USMB-France), Haute École Spécialisée Suisse occidentale (Hes.so-Suisse-). Le RELIEF est également en partenariat avec l'École supérieure Polytechnique (ESP-UCAD- Sénégal-, l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB- Sénégal) et l'Institut international d'ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE-Burkina-Faso).

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible en 2019	Valeur atteinte au 30 juin 2019
Nombre de pays disposant d'un Système d'Information Énergétique (SIE) fonctionnel	8	4	8
Nombre d'outils méthodologiques et de connaissance produits et utilisés	0	9	9
Nombre d'administrations et/ou entreprises qui mettent en œuvre des programmes d'économie d'énergie	0	4	
Taux de croissance des EnR dans le mix énergétique des pays ou administrations ciblées.	0	1	
Nombre d'espaces de partenariats (interuniversitaires ou entre pays) favorisant le transfert de technologies d'énergie propre créés dans l'espace francophone	4	1	

P15		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOUT 2019 A COMPLETER PAR COMPTA DE L'IFDD			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	€	€	€	%
2019	31 août	€	€	€	%



P16a - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS7 : Contribuer à la mise en œuvre des Objectifs du développement durable
Résultat final	Les pays ciblés intègrent davantage les enjeux et Objectifs du développement durable (ODD) dans les politiques nationales et locales
Résultat intermédiaire attendu	Les pays sont accompagnés dans des transformations structurelles leur permettant de mettre en œuvre leurs engagements en faveur de l'environnement, du commerce et de l'investissement
Intitulé du programme	L'accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement, de commerce et d'investissement
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues, en particulier l'Afrique de l'Ouest (Mali, Niger, Sénégal), l'Afrique centrale (Burundi, Cameroun, Congo, Guinée équatoriale, RCA, RDC, Gabon, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad) et l'Océan indien (Madagascar)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

L'OIF, dans le cadre de sa nouvelle programmation 2019-2022, entend accompagner les pays dans leurs transformations structurelles concernant notamment l'environnement. Le volet 16a « Appui aux négociations internationales et à la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement » concerne spécifiquement l'environnement et vise à accroître l'influence des pays francophones dans la prise de décisions internationales en la matière. Le programme 16a s'inscrit dans les priorités de la Stratégie de la Francophonie numérique – Horizon 2020, de la Stratégie économique pour la Francophonie, de la Stratégie jeunesse de la Francophonie et de la Stratégie Égalité Femmes-Hommes. Il contribue par ailleurs à l'atteinte des ODD n° 5, 13, 14, 15 et 17.

Le programme mènera plusieurs actions : i) de renforcement des capacités de négociation et de participation des pays francophones au sein d'espaces internationaux de délibération, de régulation et de décision ; ii) de concertation entre les États membres et de dialogue avec les acteurs non étatiques concernant la préparation, la participation, la mise en œuvre et le suivi des grandes négociations internationales sur l'environnement ; iii) de conception d'outils de formations sur l'environnement pour favoriser la compréhension du concept de développement durable, en recourant de plus en plus à la dématérialisation et la numérisation de la connaissance et de l'information en français.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

Dans le cadre des activités de formation visant une facilitation de la participation des francophones aux négociations internationales et la mise en œuvre des engagements des pays ciblés (climat, biodiversité, lutte contre la désertification) :

Un atelier sur le thème "Les économies verte et bleue, comme opportunités de mise en œuvre des objectifs de développement durable et des contributions déterminées nationales dans le Bassin du Congo", s'est tenu du 6 au 8 mars 2019 à Brazzaville (République du Congo). Il a permis de renforcer les capacités de participants de **12 pays de la région** sur l'univers de la finance climatique et les conditions d'éligibilité aux différents fonds climat, ainsi que sur le montage des projets et programmes et les attentes de l'économie bleue dans l'espace de la Commission climat du Bassin du Congo.

1265 participants ont vu leurs capacités renforcées grâce à **4 séminaires en ligne** organisés en partenariat avec la GIZ, en matière d'adaptation aux changements climatiques sur les thèmes ci-dessous :

- ✓ Renforcement lien Science Politique

- ✓ Évaluation de la Vulnérabilité: outils méthodologiques
- ✓ Évaluation de la Vulnérabilité : cas pratiques
- ✓ Intégration de l'adaptation dans la planification budgétaire

Cet appui est apporté aux pays en appui aux processus nationaux de préparation de leurs stratégies à long terme sur l'adaptation et la mise en œuvre de leurs engagements nationaux en matière d'adaptation.

Dans le cadre des activités de mise en place de mécanismes de concertation pour une pleine participation des acteurs francophones et le partage des points de vue (climat, biodiversité, lutte contre la désertification et Convention d'Abidjan) :

Une concertation des ministres francophones prenant part aux discussions internationales sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris a été organisée le 21 juin 2019 à Bonn en Allemagne en marge de la session intermédiaire des négociations sur le climat (SB50). Elle a réuni une soixantaine de participants sur les grands enjeux, notamment les lignes directrices, les mécanismes de coopération sous l'article 6, la finance climat.

Dans le cadre des activités de production de guides et outils pour aider les négociateurs à défendre leurs positions lors des négociations et appuyer la mise en œuvre des engagements des pays :

Trois notes techniques «Éclairage sur les enjeux prioritaires» ont été mis à la disposition des acteurs francophones (négociateurs, décideurs...) sur les enjeux des négociations internationales sur le climat et la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Elles traitent respectivement (i) de l'adaptation dans les négociations sur le climat, (ii) décodage des lignes directrices adoptées à Katowice lors de la CdP24, (iii) la situation de l'article 6 de l'Accord de Paris relatif aux mécanismes de coopération entre les pays pour la mise en œuvre de la Convention

Un numéro de la Revue LEF a été publié sur l'IPBES « l'interface science politique au service de la protection de la biodiversité ». Ce numéro de LEF, réalisé en partenariat avec la Fondation de la Recherche sur la Biodiversité (FRB), a fait appel à plusieurs contributeurs francophones pour produire des articles d'une grande diversité et de très bonne facture. Il permettra de faire connaître les récentes avancées scientifiques, évaluées par l'IPBES, et contribue à sensibiliser les acteurs francophones sur la nécessité d'intégrer, au besoin, les recommandations de la plateforme dans leurs processus de décisions, en matière de biodiversité et de services écosystémiques.

Dans le cadre des activités de soutien aux initiatives régionales, nationales et locales et de mise à disposition d'outils pour faciliter la mobilisation des financements pour la mise en œuvre des engagements nationaux, les activités, bien qu'impulsées, n'ont pas encore été mises en œuvre.

Dans le cadre des activités de développement d'outils techniques et de mise à la disposition d'outils de gestion de l'environnement pour soutenir la mise en application des politiques environnementales des pays francophones :

Un état des lieux unique sur la performance environnementale des 88 États et gouvernements de l'OIF a été publié par l'IFDD, en partenariat avec la Fondation Mava et Dual Citizen LLC. S'appuyant particulièrement sur l'indice mondial de l'économie verte (GGEI), l'Atlas francophone de l'économie de l'environnement utilise 20 indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour mesurer la performance de chaque pays sur quatre dimensions clés (influence dans la lutte contre le changement climatique, efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles ; marchés et investissement, et environnement et capital naturel). L'Atlas de 228 pages offre aux acteurs de la Francophonie un nouvel outil pour comprendre leurs points forts et leurs faiblesses dans ces domaines, et pour progresser davantage vers l'amélioration du bien-être économique, environnemental et social de leur pays. Accessible en ligne: <http://www.ifdd.francophonie.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=765>

Un manuel pédagogique sur les évaluations environnementales des politiques et projets de développement a été édité par l'IFDD et l'Université Senghor afin de contribuer à sensibiliser et à stimuler les acteurs de développement durable à la pratique des évaluations environnementales. Ce manuel de 272 pages s'adresse à un public très large et constitue un support pour des formations diverses à la pratique de l'évaluation environnementale dans l'espace francophone. Accessible en ligne: <http://www.ifdd.francophonie.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=761>

Suite à l'adoption le 10 mai 2018 par l'Assemblée Générale des Nations-Unies, de la résolution 72/277 « Vers un pacte mondial pour l'environnement » et à la création du Groupe de travail spécial à composition non limitée chargé de « discuter des moyens possibles de remédier aux lacunes éventuelles du droit international de l'environnement », l'IFDD a publié une note de plaidoyer intitulée « Pourquoi faut-il soutenir l'élaboration et l'adoption d'un Pacte mondial pour l'environnement ? ». Cet éclairage sur les

enjeux prioritaires du Pacte mondial pour l'environnement est accessible sur ce lien : <http://www.ifdd.francophonie.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=764>

Dans le cadre des activités de renforcement des capacités des institutions dans les domaines relatifs à la gestion de l'environnement (droit de l'environnement, évaluation environnementale, économie de l'environnement, participation citoyenne en environnement) :

L'IFDD a soutenu l'intégration de l'enseignement judiciaire du droit de l'environnement dans deux écoles francophones de magistrature (École Nationale de la Magistrature et des Greffes (ENMG) de **Madagascar** et Institut National de Formation Judiciaire Maître Demba DIALLO du **Mali**). Cette activité de renforcement des capacités a permis de **former 133 magistrats malgaches et maliens** en 2019 tout en permettant de développer de façon spécifique un manuel judiciaire en droit de l'environnement, adapté au contexte malgache de même qu'un module de formation nationale sur le droit de l'environnement au Mali. Par ailleurs, les conseils pédagogiques et scientifiques ont validé l'intégration du module « droit de l'environnement » dans la formation initiale des auditeurs de justice des deux pays. <http://www.ifdd.francophonie.org/programmes/operation.php?id=471>

Dans le cadre des activités de formation - initiale et continue - aux outils de gestion de l'environnement à destination des étudiants, des professionnels ou des entreprises :

L'IFDD et l'Université Senghor ont organisé du 4 février au 31 mars 2019, la troisième session de la formation en ligne. Au cours de cette formation certifiante intitulée « Comprendre et analyser les enjeux et les actions du développement durable », **7670 apprenants originaires de 37 Etats et gouvernements ont suivi les sept modules de formation**, structurés en 35 vidéos. Elle a cependant dépassé le cadre de la Francophonie avec des participants d'Algérie, du Pakistan ou encore d'Allemagne. Outre les 4013 apprenants qui ont uniquement suivi le cours, 3657 d'entre eux ont également participé à l'évaluation des connaissances acquises par une série d'examens avec un taux de succès de 88,5%, soit **3239 diplômés ayant obtenu leur attestation de réussite**. L'apprenant médian est un homme âgé de 26 à 40 ans et originaire d'un pays d'Afrique de l'Ouest ou d'Afrique centrale. <http://www.ifdd.francophonie.org/ifdd/nouvelle.php?id=604>

Un atelier de formation sur « les méthodes et les outils de l'économie de l'environnement » a été organisé à Dakar (**Sénégal**, du 11 au 13 juin 2019) par l'IFDD en partenariat avec l'Université Senghor et l'Institut des sciences de l'environnement, et avec le soutien financier de la Fondation MAVA. Cette formation, deuxième du genre, a enregistré la participation de **32 personnes**. Elle répond à un besoin de renforcement des capacités dans la gestion, l'évaluation et la prise en compte de l'environnement sous le prisme des sciences économiques. La formation a eu pour objectif de renforcer les capacités des acteurs stratégiques pour la gestion économique de l'environnement. De façon spécifique, il s'agissait de familiariser ces acteurs avec les méthodes et les outils de l'économie de l'environnement, et de favoriser les échanges sur leur applicabilité dans le contexte africain en général, et celui du Sénégal en particulier. <http://www.ifdd.francophonie.org/ifdd/nouvelle.php?id=608>

L'IFDD a organisé un **atelier de formation sur le développement des filières stratégiques d'économie verte** à Dakar (**Sénégal**, du 13 au 15 juin 2019). Ce troisième atelier a été organisé en partenariat avec l'Institut des Sciences de l'Environnement de Dakar et l'Université Senghor, avec le soutien financier de la Fondation MAVA. Il répond à un besoin de renforcement des capacités pour l'exploitation d'opportunités existantes dans certains secteurs économiques, particulièrement les secteurs de l'agriculture, de la pêche et des déchets. Elle a enregistré la participation de **46 personnes** issues de structures publiques en charge de la planification, des structures du privé actives dans les secteurs ciblés (agriculture, pêche et gestion des déchets) et susceptibles de partager des bonnes pratiques dans leur domaine d'intervention. L'objectif général de cette formation était de partager les expériences francophones sur les filières stratégiques d'économie de l'environnement. De manière spécifique, il s'agissait de permettre aux participants de se doter d'outils de développement de filières stratégiques d'économie verte, de favoriser des synergies et de créer un espace d'échanges entre les acteurs des différentes filières stratégiques identifiées. <http://www.ifdd.francophonie.org/ifdd/nouvelle.php?id=609>

Par ailleurs, invitée par le Conseil allemand pour le développement durable (RNE), l'IFDD a participé du 7 au 9 mai 2019 à Berlin (Allemagne) à la 2e réunion du « Open SDGclub.Berlin ». Réunis sous un format novateur et convivial de Club professionnel sur les Objectifs de développement durable (ODD), **une soixantaine de praticiens du développement durable de plus de trente pays ont discuté des déficits constatés à l'échelle mondiale dans la mise en œuvre du Programme de développement des Nations unies à l'horizon 2030**. Lors des échanges, la représentante de l'IFDD a mis l'accent sur les démarches entreprises par l'Institut pour accélérer les dynamiques de mise en œuvre des ODD dans l'espace francophone, notamment les revues par les pairs, l'apport du droit, le diagnostic de la durabilité des municipalités de même que la formation et l'appui technique et financier aux projets de la société civile. <http://www.ifdd.francophonie.org/ifdd/nouvelle.php?id=592>

Dans le cadre des activités de soutien capitalisation et valorisation des initiatives structurantes et démonstratives (Objectif 2030, valorisation durable du capital naturel) en faveur de la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement dans l'espace francophone :

314 projets locaux ont été soumis sur la plateforme de l'initiative Objectif 2030. À l'issue du processus, l'IFDD a apporté son soutien technique et financier à trois projets concrets en faveur de 3 200 bénéficiaires :

- ✓ Agroforesterie au Niger (**Niger**) de l'Association de Jeunes Écologistes pour le Développement Durable (AJEDD).
- ✓ Conversion des femmes productrices de charbon de bois en éleveuses de poules pondeuses (**Congo**) de l'Association des Jeunes Congolais dans l'Esprit d'Entreprise (AJCEE).
- ✓ Appui à la transition agroécologique des exploitations familiales agricoles du village de Sackbayemé (**Cameroun**) d'Ingénieurs sans frontières (ISF). <http://www.ifdd.francophonie.org/ifdd/nouvelle.php?id=598>

Par ailleurs, l'IFDD met en œuvre l'initiative « **Accompagnement technique de la commune rurale de Djirnda dans les îles Saloum au Sénégal, pour la mise en œuvre expérimentale d'une filière durable de pêche artisanale** », avec le concours d'Enda Energie au **Sénégal** en tant qu'agence nationale de mise en œuvre. L'initiative a permis d'obtenir les premiers résultats concrets tels que la réalisation d'une étude diagnostique de la pêche artisanale dans la Commune de Djirnda dans le Delta du Saloum (région de Fatick), le reboisement de mangroves par le Rhizophora sur une superficie de 5 hectares dans le village Diamniadio pour la reproduction des petits pélagiques et des huîtres, l'ensemencement des mollusques sur une superficie de 3 hectares dans 3 sites de reproduction (Roffangué, Vélingara, Diamniadio), la mise en page de la boutique-énergie pour la promotion de services énergétiques alternatifs (foyers améliorés et de gaz de pétrole liquéfié) à l'utilisation du bois énergie avec la diffusion de 200 foyers améliorés et 100 foyers de cuisson à gaz butane pour doter 19 GIE membres de la coopérative de femmes transformatrices ; le développement d'une application numérique pour le suivi et la gestion des ressources halieutiques et l'élaboration d'un avant-projet d'arrêté portant règlement intérieur de l'Aire marine protégée du Gandoule. La suite des activités de l'initiative posera les jalons pour un plan d'action et d'un programme national de pêche artisanale durable

*Dans le cadre des activités en faveur des initiatives régionales sur l'environnement, la biodiversité et le climat, plusieurs initiatives sont décentralisées au niveau des bureaux régionaux et des représentations permanentes notamment le **BRAO, le BRAC, le BROI, la RPG et la RPNY**. Les résultats de mise en œuvre ne sont pas disponibles au niveau de l'institut.*



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Près de 8000 apprenants pour la 3e session du CLOM sur le développement durable.

Un état des lieux unique sur la performance environnementale des 88 États et gouvernements de l'OIF a été publié. L'**Atlas francophone de l'économie de l'environnement** offre aux acteurs de la Francophonie un nouvel outil pour comprendre leurs points forts et leurs faiblesses dans ces domaines, et pour progresser davantage vers l'amélioration du bien-être économique, environnemental et social de leur pays.

1265 participants ont vu leurs capacités renforcées grâce à 4 séminaires en ligne organisés en partenariat avec la GIZ, en matière d'adaptation aux changements climatiques. Cet appui est apporté aux pays en appui aux processus nationaux de préparation de leurs stratégies à long terme sur l'adaptation et la mise en œuvre de leurs engagements nationaux en matière d'adaptation.

La Commission climat du bassin du Congo (Angola, **Burundi, Cameroun, Congo, RCA, RDC, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad, Tanzanie, Zambie**) a été accompagnée de à travers le renforcement des capacités en matière de lutte contre les changements climatiques, de développement durable et de mobilisation des financements.



REALISATIONS EN CHIFFRES

- **7 outils techniques** ont été développés et mis à la disposition des pays et acteurs
- **7 881 acteurs** des pays ciblés sont formés sur les outils de gestion de l'environnement
- 1265 acteurs ont vu leurs capacités en matière d'adaptation aux changements climatiques

- 60 participants à la concertation francophone sur les enjeux de la SB50
- **Deux initiatives structurantes et démonstratives** (Objectif 2030, pêche durable au Sénégal) sont soutenues, capitalisées et valorisées dans l'espace francophone.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte au 31 déc.2019
Nombre de mécanismes de concertations mis en place et fonctionnels dans l'espace francophone	-	4	
Nombre d'utilisateurs des guides et outils d'appui aux négociateurs	-	600	
Nombre d'initiatives de mise en œuvre des Accords multilatéraux sur le climat, la biodiversité et la désertification développées et mises en œuvre aux niveaux national et local	6	4	
Nombre d'outils techniques élaborés et utilisés	5	3	
Nombre d'initiatives sur la gestion de l'environnement développées et mises en œuvre	1	2	
Nombre de personnes formées sur les outils de gestion de l'environnement pour le développement	7200	10 000	
Nombre d'initiatives régionales sur l'environnement, la biodiversité et le climat développées et mises en œuvre	-	3	
Nombre de partenariats Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaires développés et fonctionnels	-	3	

P16a		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOUT 2019 A COMPLETER PAR COMPTA DE L'IFDD			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	€	€	€	%
2019	31 août	€	€	€	%



P16b - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS8 : Soutenir une croissance durable et inclusive qui favorise le bien-être des populations, la prospérité et la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes
Résultat final	Les conditions d'une croissance durable et équitable dans les pays ciblés sont consolidées
Résultat intermédiaire attendu	Les pays sont accompagnés dans leurs transformations structurelles, leur permettant de mettre en œuvre leurs engagements en faveur de l'environnement, du commerce et de l'investissement
Intitulé du programme	L'accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement, de commerce et d'investissement, volet « Développement des échanges économiques entre les espaces francophones par le commerce, l'investissement et le financement »
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues en particulier l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso), l'Afrique centrale (RCA), l'Afrique du Nord et Moyen-Orient (Egypte, Maroc), et l'Asie-Pacifique (Vietnam)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

La diversification des économies des pays en développement de l'espace francophone est indispensable pour accélérer leur croissance et atteindre l'émergence souhaitée. Le commerce et l'investissement sont pour cela des leviers importants, tout comme le financement, en vue de mettre en place les infrastructures économiques et sociales nécessaires au développement de l'activité économique et de l'investissement. L'OIF, par sa configuration géographique originale, au carrefour des 5 continents, peut jouer son rôle de plaidoyer et de facilitateur de coopération commerciale et industrielles ainsi que le partage d'expériences et bonnes pratiques Sud-Sud, Nord-Sud et tripartite, en particulier par des opérations de co-investissements.

Face à la multiplicité des enceintes de négociations commerciales et celles liées à l'investissement, ainsi que de discussions sur le développement et son financement, l'OIF représente une force de plaidoyer pour un multilatéralisme ouvert, fondé sur des règles équitables et sur le multilinguisme. Reposant en grande partie sur le développement et la valorisation de l'expertise francophone, mobilisée pour la mise en œuvre de ses activités. Cette expertise œuvre à une participation efficace et efficiente des pays membres de la Francophonie, notamment ceux en développement et les moins avancés, aux négociations et à la valorisation du français sur la scène internationale.

En matière de financement du développement, la problématique de la dette est un enjeu particulier pour l'accompagnement de ses pays membres à faible revenu. L'endettement, public mais aussi privé, s'est considérablement accru dans le monde depuis la crise financière de 2008. Les pays les plus pauvres et fragiles, qui avaient retrouvé un espace budgétaire dans la suite des initiatives des pays pauvres très endettés et d'allègement de la dette multilatérale, font à nouveau face à une croissance rapide de leur dette publique, qui menace déjà ou pourrait menacer leur équilibre budgétaire, réduire leur capacité à financer leurs politiques de développement et de transformation structurelle, et freiner leur croissance. Cette question a été inscrite par les ministres des finances des pays francophones à faible revenu à l'ordre du jour de leur réseau pour 2019-2020. L'accompagnement de l'OIF sur les questions de mobilisation des ressources intérieures, y compris via une meilleure gouvernance dans le secteur extractif, et de partenariats publics privés se poursuivra parallèlement.



Résultat immédiat 1 : Les capacités des acteurs et institutions francophones pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies nationales et interrégionales sont accrues

Les capacités des acteurs et institutions francophones ont été renforcées et les progrès suivants ont été faits pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies nationales et interrégionales d'investissement :

- des pourparlers ont été engagés avec la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement à l'effet de conjuguer leurs efforts de renforcer le dialogue sur les stratégies sectoriels d'intérêts communs ;
- des pourparlers avancés avec l'**Egypte, le Maroc, le Burkina Faso, le Vietnam** sont en cours dans la structuration des chaînes de valeurs interrégionales Coton-textile-habillage ;
- les concertations avec le Secrétariat ACP, la Commission européenne et le Commonwealth sont en cours pour cofinancer deux nouveaux programmes en matière de commerce et d'investissement ;
- un appui est apporté aux Etats francophones dans les préparatifs de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Dans le domaine du financement, les ministres des finances des pays francophones à faible revenu se sont réunis en avril 2019 à Washington, ainsi que les experts des finances, pour échanger sur les termes de référence des travaux du réseau sur la dette publique, et poursuivre le dialogue avec les Institutions de Bretton Woods, le Bureau du financement du développement des Nations Unies et la présidence japonaise du G20 sur les perspectives de financement des ODD et l'amélioration et la révision des conventions fiscales pour la mobilisation des ressources intérieures.

Un événement parallèle sur les partenariats public-privé a été organisé afin de partager et discuter des propositions du réseau des PFR francophones en marge du Forum du suivi du financement du développement tenu aux Nations Unies en avril 2019.

L'OIF a également organisé, en juin 2019, lors de la Conférence mondiale de l'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives) une rencontre des ministres et parlementaires des pays francophones mettant en œuvre cette norme afin d'échanger sur les progrès réalisés en matière de gestion du secteur extractif et les prochains enjeux pour améliorer les bénéfices retirés de l'exploitation des ressources minières, pétrolières ou gazières.

Trois pays francophones supplémentaires ont pu bénéficier d'un atelier organisé par le FMI pour les zones CEMAC-UEMOA sur la gestion des investissements publics et l'analyse des coûts des partenariats public-privé.

Résultat immédiat 2 : Des mécanismes pour une interopérabilité des régimes économiques en matière de commerce et d'investissement sont renforcés

De concert avec le Commonwealth, une requête a été adressée au Groupe des ACP et à l'UE pour un nouveau projet de connectivité des régimes économiques Euro-ACP en matière de commerce et d'investissement qui va impliquer également l'OHADA et l'ONUDI.

Résultat immédiat 3 : Les chaînes de valeur Sud-Sud et tripartite dans des filières à forte potentialité économique sont densifiées et diversifiées

Sur la base des acquis du quadriennium 2015-2018, l'OIF a poursuivi ses actions visant à densifier et développer le rapprochement des pays et régions francophones par la coopération Sud-Sud et tripartite.

Lors de la 2^{ème} Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40) en mars 2019 à Buenos Aires (Argentine), la Francophonie a mobilisé ses pays membres et partenaires [Union Africaine (UA), ACP, Bureau des Nations Unies en charge de la coopération Sud-Sud (UNOSSC)] en organisant et participant à des activités parallèles pour présenter et faire valoir ses expériences et bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et tripartite.

En février 2019, une réunion inédite et quadripartite OIF-UA-ASEAN-UNOSSC s'est tenue à Paris pour échanger sur un double rapprochement OIF-UA et UA-ASEAN en matière de commerce, d'investissement et de financement. Cette réunion a permis de :

- ✓ créer les bases d'une collaboration entre l'OIF et la Commission de l'UA dans ces domaines, qui est incluse dans l'élaboration en cours d'un accord-cadre de coopération entre les deux organisations, et qui est jalonnée d'activités d'ici la fin de l'année ;
- ✓ organiser en juillet 2019 une première mission exploratoire de haut niveau de la Commission de l'UA auprès du Secrétariat de l'ASEAN à Jakarta (Indonésie), à l'issue de laquelle il a été convenu d'organiser une visite du Secrétaire général adjoint de l'ASEAN à la Commission de l'UA, ainsi qu'une activité parallèle sur le partage des expériences d'intégration de l'ASEAN, du Mercosur et de la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine) à l'occasion du prochain Sommet de l'UA en février 2020 à Addis-Abeba.

La structuration du Réseau des acteurs francophones pour la coopération Sud-Sud et tripartite (RAFSUD) s'est poursuivie avec la tenue d'une réunion de son Bureau provisoire en avril 2019 à Rabat (Maroc), qui va permettre de présenter des propositions de charte, de gouvernance et de plan d'action à la prochaine Assemblée générale du réseau prévue en octobre 2019 à Libreville (Gabon).

L'OIF a présenté et communiqué sur ses exemples de bonnes pratiques en matière de structuration de chaîne de valeur dans des filières à fort potentiel économique, notamment dans le coton-textile-habillage lors des activités organisées avec ses partenaires : OMC, ACP, UE, Commonwealth et les professionnels francophones à l'occasion du 7^{ème} Examen d'aide pour le commerce de l'OMC en juillet 2019 à Genève (Suisse).

ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Un appui a été apporté au rapprochement entre la Commission de l'Union Africaine et le Secrétariat de l'ASEAN en matière de commerce, d'investissement et de financement.

Une réponse conjointe OIF-BAD est formulée pour contribuer à la mise en œuvre de l'appel de Mme la Secrétaire générale de la Francophonie en faveur de la République centrafricaine. Dans cette perspective, des pourparlers sont en cours avec les Autorités centrafricaine pour organiser une conférence économique internationale sur « la résilience et la régénération économique de la RCA par la coopération Sud-Sud et tripartite ».

La coopération commerciale et industrielle entre les entrepreneurs du Maroc et du Burkina de la filière coton-textile-habillage qui s'est traduite par :

- ✓ Accroissement de la capacité de transformation du coton fibre en fils écrus de 5000 à 10 00 tonnes au **Burkina Faso**
- ✓ Co-investissement dans une usine de transformation du coton en fils de coton peigné au **Burkina Faso**
- ✓ Appui à la structuration de la Fédération des acteurs de la filière coton-textile du **Burkina Faso**

Appui à la structuration du Réseau des acteurs francophones pour la coopération Sud-Sud et tripartite (RAFSUD).

- ✓ La vision et les actions de l'OIF ont été présentées à la 2^{ème} Conférence de haut niveau de de l'ONU sur la coopération Sud-Sud et tripartite (BAPA+40), à Buenos Aires (Argentine) ;
- ✓ Le RAFSUD a progressé dans l'élaboration des textes régissant sa gouvernance, sa structuration et son fonctionnement.

La réunion des ministres des finances des PFR francophones organisée en avril 2019 a permis un dialogue sur le financement du développement à un niveau élevé avec le FMI, la Banque mondiale et les Nations Unies, trois des principales institutions pilotes dans ce domaine au niveau international, ainsi qu'avec la présidence japonaise du G20 pour la filière finance. Cela montre la reconnaissance croissante de ce réseau par les institutions de gouvernance économique internationale et l'intérêt qu'elles portent au dialogue avec les pays francophones dans ce cadre collectif accompagné par l'OIF.

REALISATIONS EN CHIFFRES

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte au 30 juin 2019
% de pays/ d'institutions régionales ciblés bénéficiant de la mise à disposition d'expertise en politiques commerciales et d'investissement	0	30%	
% des acteurs formés ayant acquis des connaissances en matière de politiques commerciales et d'investissement	0	25%	
Nombre de concertations et d'actions de plaidoyer ayant permis de définir et de porter les propositions communes des pays	0	10	5

francophones en matière de financement du développement			
% de réseaux d'experts et d'agences de promotion du commerce et de l'investissement opérationnels	-	25%	
% des pays accompagnés ayant entrepris la mise en place d'un cadre de promotion du commerce et de l'investissement Nord-Sud et Sud-Sud (pour mémoire indicateur à désagréger entre Nord-Sud et Sud-Sud)	-	25%	
% de filières à fort potentiel économique appuyées	-	20%	
% de cas-types de projets de coentreprise/co-investissement soutenus	-	25%	

P16b		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOÛT 2019			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 330 000€	1 218 710€	301 436€	25%
2019	31 août	1 330 000€	1 546 096€	465 709€	30%



P17 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS8 : Soutenir une croissance durable et inclusive qui favorise le bien-être des populations, la prospérité et la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes.
Résultat final	Les conditions d'une croissance durable et équitable dans les pays ciblés sont consolidées.
Résultat intermédiaire attendu	L'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation sont renforcés pour les femmes et les jeunes en faveur d'une croissance inclusive.
Intitulé du programme	La promotion de l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Régions Afrique Centrale (Cameroun, Gabon) Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Résumé

Afin de « soutenir une croissance durable et inclusive qui favorise le bien-être des populations et la création d'emplois en particulier pour les femmes et les jeunes », l'OIF a lancé, dans le cadre de la programmation 2015-2018, un nouveau Programme de promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat ciblant les femmes et les jeunes en Afrique subsaharienne francophone.

Le « Programme de promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes en Afrique subsaharienne » met au cœur de son action l'appui au développement des PME pour la promotion d'une croissance partagée, ces dernières étant les principales créatrices de richesses et d'emplois, des lieux d'innovation et de compétitivité.

L'entrepreneuriat est reconnu par l'ensemble de la communauté internationale de développement (bailleurs de fonds et organisations internationales de développement) comme un moteur de la transformation économique structurelle et de croissance durable.

L'entrepreneuriat peut être un levier de la transformation structurelle en vue d'un développement durable dans la mesure où il est orienté vers les activités économiques innovantes, productives et/ou à forte valeur ajoutée.

Des gisements de croissance et d'emplois à forte valeur ajoutée peuvent être exploitées dans l'industrie manufacturière ainsi que les services à forte valeur ajoutée dont la grande distribution et le numérique. Ils existent aussi massivement dans le secteur agricole où il y a de grandes marges de progrès vers l'extension, la modernisation et la transformation de la production agricole.

Le Programme, dans le nouveau quadriennium, devra contribuer à accompagner la transformation structurelle des économies africaines en mettant l'accent sur l'innovation et l'accroissement de la productivité dans les secteurs prioritaires.

Les priorités devront être accordées au développement de l'entrepreneuriat dans les secteurs à forte valeur ajoutée notamment le numérique.

La DFEN en collaboration avec les UHS (**BRAC, BRAO et BROI**) est l'unité administrative chargée de la mise en œuvre de ce programme, qui a instauré une forte synergie technique et/ou financière au sein de la Francophonie (AUF, APF, AIMF et Université Senghor). De nombreux partenariats ont également été conclus avec des acteurs externes comme le Programme Afrique Innovation (Afric'Innov), le PNUD, l'Institut supérieur du développement local, l'Agence de développement local du Sénégal, le Fonds de développement local de Madagascar et l'Observatoire de la Francophonie économique (université de Montréal).

Le programme 14 contribue de ce fait à l'atteinte des ODD ci-dessus, en particulier les cibles n°4.4, 5.5, 5b, 5c, 8.3.

Alignement par rapport aux priorités de la Francophonie

Le programme répond aux priorités de la Stratégie économique pour la Francophonie (2014), qui a identifié les entreprises comme des acteurs centraux de la croissance partagée, créatrices de richesses et d'emplois, lieux d'innovation et de compétitivité, et moteurs de l'intégration spatiale et sociale des territoires.

Le programme répond également à l'action économique et numérique de l'OIF portée par la Stratégie numérique de la Francophonie (2012), ainsi qu'aux priorités définies dans la Stratégie jeunesse de la Francophonie (2014) et dans les axes 3 et 4 de la Stratégie

de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles (2018).

Valeur ajoutée

Le Programme, dans le nouveau quadriennium, s'oriente vers les secteurs à forte valeur ajoutée, notamment le numérique, permettant de soutenir la transformation structurelle des économies africaines et mettant l'accent sur l'innovation et l'accroissement de la productivité.

Le programme intègre également les acquis de PROFADEL, la nouvelle politique d'appui de l'OIF au développement local et solidaire des pays francophones.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS AU 30 JUIN 2019

Résultat immédiat 1 : Les stratégies et initiatives publiques en faveur de l'entrepreneuriat et de l'innovation sont développées

L'initiative Innovation for Développement (I4DEV), événement majeur pensé pour fédérer et connecter les acteurs de l'innovation au service du développement a été soutenue. Elle vise la mise en lumière et la vulgarisation, à l'échelle internationale des innovations africaines pour un développement durable et ambitionne d'orienter les politiques nationales en matière d'innovation et d'entrepreneuriat, notamment avec l'élaboration du manifeste des politiques d'innovation. La première édition s'est tenue à Niamey (Niger), du 4 au 10 juillet 2019, en marge du sommet de l'Union Africaine. I4DEV connecte quatre initiatives majeures de l'innovation en Afrique à travers le forum SahellInnov piloté par le Centre Incubateur des PME au Niger (CIPMEN), l'Africa Science Week piloté par le Next Einstein Forum (NEF), le programme d'envergure Villages Intelligents piloté par l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI) et la Task Force Meeting des hubs d'innovation organisée par i4Policy.

Un décret fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des centres d'incubation d'entreprises a été élaboré au Cameroun. Formulé par le Ministère des PME, ce décret fournit des propositions d'amélioration du dispositif juridique, en vue d'accélérer tout en consolidant les acquis, du cadre de promotion des PME au Cameroun.

Résultat immédiat 2 : Les capacités des structures en faveur de l'entrepreneuriat et de l'innovation sont accrues

Un réseau béninois d'investisseurs providentiels (Bénin business angels) a été mis en place au cours du « Early stage startups investment conference (ESSIC) » organisé les 9 et 10 avril 2019, à Cotonou (**Bénin**), par l'incubateur Etrilabs et l'Agence de promotion des investissements et de l'exportation (APIEX), avec l'appui de l'OIF, notamment. Consacrée au financement d'amorçage des jeunes pousses, la conférence a été un cadre d'échange pour plus d'une centaine d'acteurs issus des secteurs public et privé qui ont un intérêt démontré ou potentiel pour les questions d'investissement d'amorçage, de développement des entreprises et de croissance économique au Bénin ou en Afrique.

50 représentants des Structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant (SAEI) de l'écosystème togolais ont été sensibilisés sur les « Enjeux et opportunités des incubateurs en Afrique de l'Ouest ». Organisée par le BRAO, le 13 avril 2019 à Lomé (**Togo**), la rencontre s'inscrivait dans le cadre de la diffusion de l'ouvrage élaboré avec le soutien de l'OIF et lancé en décembre 2018. La rencontre a également permis de sensibiliser les SAEI togolaises aux avantages relatifs à l'adhésion à la communauté Afric'innov, notamment l'accès aux modules de formation pour les équipes managériales et opérationnelles des SAEI et au référentiel de labellisation Afric'innov, développés avec l'appui de l'OIF (en vue du lancement du label en 2020).

L'OIF est partenaire du BreizhAfrica 2019. Le BreizhAfrica 2019 est un événement fédérateur engagé dans la promotion des échanges économiques et culturels entre deux régions du Monde, l'Afrique et la Bretagne (France). C'est l'occasion pour des entreprises, des institutions, des organisations privées et publiques de se rencontrer, d'échanger, de nouer des relations amicales, en vue de futurs partenariats d'affaires. Et cela autour de valeurs communes que sont le respect des individus, le bien-être des populations, le commerce équitable, l'économie responsable sociale et solidaire, et le respect de l'environnement. Le BreizhAfrica 2019 propose le « challenge BreizhAfrica » dédié aux startups ou « jeunes pousses » de la diaspora africaine en France, et aux startups du continent africain. Le challenge, qui est organisé entre juin et décembre 2019, sera l'occasion de sélectionner cinq jeunes entreprises innovantes apportant de véritables solutions sociales et environnementales qui pourront bénéficier d'un tremplin pour leur lancement ou leur développement en Afrique et en Bretagne. Le 24 juin s'est tenue la première demi-finale à Paris, qui a permis d'identifier **cinq startups innovantes de la diaspora qui participeront à la Finale du Challenge en décembre prochain**. La deuxième demi-finale aura lieu au Togo en octobre 2019.

Dans le domaine du numérique au Gabon, une première promotion de 45 apprenants de l'école 241, composés de 23 développeurs Web et de 22 référents digitaux dont 16 filles ont reçu leur parchemin lors d'une cérémonie officielle qui a eu lieu le 8 juillet 2019 (<https://www.francophonie.org/numerique-premiere-promotion-ecole-241-Gabon-49960.html>). L'Ecole

241 est un centre de formation aux métiers du numérique et au leadership de l'incubateur Ogooué Labs soutenu et équipé par l'OIF. Après 7 mois de formation intensive, précédée par un mois de « prairie », l'Ecole 241 a mis sur le marché de l'emploi sa première cohorte avec le concours de 3 acteurs clés que sont l'OIF, l'Ambassade de France au Gabon et la fabrique française SIMPLON. C'est donc une promotion constituée de 45 apprenants dotés de solides aptitudes aux métiers de développeur web-mobile et de référent digital qui sont actuellement en immersion en entreprise grâce à une convention de partenariat signé avec l'Office national de l'Emploi (ONE) du Gabon.

Participation de l'OIF à un atelier régional d'échange d'expérience organisé par la Coopération allemande (GIZ) destiné aux **représentants des Associations de pouvoirs locaux sur le développement économique local (Cotonou, Bénin, 23-25 janvier 2019)**

Près de 200 participants – élus locaux, représentants des Associations de pouvoirs locaux (APL) et des Organisations de la société civile (OSC) et des institutions internationales de développement – ont pris part les 25 au 26 avril 2019 à Bamako (Mali), au 2^e Dialogue politique du Forum mondial de l'économie sociale (GSEF) organisé par la Mairie de Bamako, du Forum mondial de l'économie sociale (GSEF), du Réseau national d'appui à la promotion de l'économie sociale et solidaire du Mali (RENAPESS) et le Réseau africain d'économie sociale et solidaire (RAESS) avec le soutien de l'OIF à travers son Projet francophone d'appui au développement local (Profadel/OIF). La même activité a été reproduite à Saly (**Sénégal**) du 1^{er} au 3 mai 2019 avec le GSEF, la Plateforme des acteurs non étatiques du Sénégal et la Mairie de Dakar. Au cours de ces deux séries d'activités, le Profadel/OIF a également contribué à l'animation d'un panel sur la contribution de l'économie sociale et solidaire (ESS) au développement économique local, et organisé une session de sensibilisation sur le thème « l'entrepreneuriat local, levier de développement des collectivités territoriales ».

Résultat immédiat 3 : La culture de l'entrepreneuriat est davantage promue

A l'initiative du **BRAC**, et dans un esprit de complémentarité avec le programme 17, l'OIF a soutenu la participation de 10 apprenants les plus méritants de l'école 241 à la 6^e édition des « Sambas professionnels » qui s'est tenu du 3 au 8 juin à Libreville (<https://www.francophonie.org/Gabon-6e-sambas-professionnels-49786.html>). Ce séminaire était composé de 9 ateliers thématiques de formation et d'échanges au cours desquels des professionnels ont pu mettre à leur disposition des connaissances et des outils à même de favoriser la création d'emplois, le renforcement de leurs capacités, l'amélioration de la qualité de leur travail, voire, pour certains, d'accroissement de la productivité de leur entreprise. Les thématiques abordées ont porté sur l'ingénierie événementielle et le rôle du numérique, le développement mobile et marketing digital, les médias africains : sport, développement et opportunités, le journalisme : rédaction de contenus et présentation, le pouvoir du caractère/entreprendre dans son environnement, le cinéma : production et diffusion, cadrage et montage (technique et prise de vue montage et photographie) et enfin le sportif et son environnement (rôle de la famille, de ses conseillers et de son agent).

La Francophonie, au travers de la Direction de la Francophonie économique et numérique, était présente cette année au **salon VivaTech**, événement international dédié à la transformation numérique et aux innovations technologiques, qui s'est tenu du 16 au 18 mai 2019 à la Porte de Versailles à Paris. La DFEN a profité de cette rencontre pour mettre en avant ses programmes économiques et numériques, notamment en faveur de l'entrepreneuriat innovant en Francophonie, avec un focus Afrique. La DFEN a également invité **huit jeunes entreprises technologiques francophones à haute valeur ajoutée**, et originaires de pays africains francophones. Le salon a donné l'occasion à ces jeunes entrepreneurs du continent de présenter leurs entreprises à des partenaires et investisseurs potentiels, ainsi qu'au grand public. En parallèle de l'événement, les entrepreneurs ont également eu l'occasion de « pitcher » leurs projets lors de la 4^e Edition du prix de l'entrepreneur africain, soutenu par la ville de Paris et la Région Ile-de-France.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

L'OIF a contribué à l'organisation et l'animation du 2^e Dialogue politique Afrique du Forum mondial de l'économie sociale (GSEF) à travers :

- ✓ la participation des élus locaux et des représentants des associations de pouvoirs locaux du **Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali et du Niger**
- ✓ l'animation d'un panel sur la « Contribution de l'économie sociale et solidaire au développement économique des collectivités territoriales en Afrique subsaharienne francophone »
- ✓ l'organisation d'un atelier de sensibilisation et de bonnes pratiques sur le thème : « L'entrepreneuriat social : un levier du développement économique des territoires en Afrique subsaharienne francophone »

L'OIF a contribué à la mise en place de l'école 241 et qui a permis de former une première promotion de 45 apprenants composés de 23 développeurs Web et de 22 référents digitaux dont 16 filles soit 35,5%. Le projet développé avec l'incubateur

Ogooué Labs en synergie avec d'autres partenaires comme l'Ambassade de France au Gabon, la fabrique française SIMPLON et l'Office national de l'Emploi (ONE) du Gabon a permis à 45 jeunes dotés de solides aptitudes aux métiers de développeur web-mobile et de référent digital actuellement en immersion en entreprise après 7 mois de formation intensive, précédée par un mois de « prairie » d'être à même de s'auto employer ou d'être compétitif sur le marché de l'emploi.

REALISATIONS EN CHIFFRES

- **50 représentants des Structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant (SAEI)** de l'écosystème togolais sensibilisés sur les enjeux et les opportunités des incubateurs en Afrique de l'Ouest, les modules de formation des accompagnateurs des porteurs de projets et la communauté Afric'innov
- **Un réseau** d'investisseurs providentiels mis en place au Bénin
- **Près de 200 participants** sensibilisés à l'importance de l'économie sociale et solidaire au développement économique local en Afrique subsaharienne francophone
- **Un décret** fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des centres d'incubation d'entreprises a été élaboré au Cameroun
- **Une école de formation au métier du numérique créée et 01 première promotion de 45 apprenants** composés de 23 développeurs Web et de 22 référents digitaux dont 16 filles formés et mis sur le marché de l'emploi
- **10 apprenants les plus méritants de l'école 241** à la 6e édition des « Sambas professionnels », thématiques de formation et d'échanges
- **8 jeunes pousses africaines mises à l'honneur au Salon Vivatech** de Paris, Mai 2019, et qui ont pu nouer des partenariats d'affaires

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte au 30 juin 2019
Taux de satisfaction des participants par rapport aux bonnes pratiques et initiatives partagées	0	60%	
% des participants ayant acquis des connaissances en matière d'élaboration et d'initiative en faveur de l'entrepreneuriat		70%	
Proportion des pays ciblés ayant mis en place des dispositifs favorables au développement des entreprises		30%	
% des structures soutenues rejoignant la communauté Afric'Innov			
% de personnes certifiées sur les parcours de formation mis en place par l'OIF via la plateforme Afric Innov			
% des structures ayant soumis un dossier de labellisation recevable (étape 3 du processus de pré-évaluation)			
Nombre de mécanismes de mobilité des entreprises et start-up soutenus	0	4	1
Progression du nombre de micro-projets ou initiatives financés à travers le fonds d'initiatives	0	5%	
Nombre de groupements soutenus			
Nombre d'initiatives mises en œuvre par les bénéficiaires ciblés afin de promouvoir la culture de l'entrepreneuriat			
% des entreprises dynamisées / accélérées			
Proportion des structures d'appui à l'entrepreneuriat innovant (SAEI) soutenues dans le dernier quadriennum rejoignant la communauté afric'innov (et accédant aux outils)	45%	80%	55%
Nombre de participants aux activités de promotion et de sensibilisation à l'entrepreneuriat			263

P17		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOUT 2019			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	575 000€	1 393 799€	1 074 471€	77%
2019	31 août	575 000€	1 811 915€	1 253 400€	69%



P18 - COMPTE RENDU D'EXECUTION

Objectif stratégique	OS8 : Soutenir une croissance durable et inclusive qui favorise le bien-être des populations, la prospérité et la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes
Résultat final	Les conditions d'une croissance durable et équitable dans les pays ciblés sont consolidées
Résultat intermédiaire attendu	Les enjeux, outils et pratiques favorisant la transformation numérique pour impulser le développement sont davantage intégrés par les acteurs ciblés
Intitulé du programme	L'accompagnement à la transformation numérique
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues, en particulier l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Mauritanie, Togo), l'Afrique centrale (Cameroun, Congo), la Caraïbe (Haïti), l'Océan indien (Madagascar), l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (Maroc)



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

La révolution numérique impacte profondément les modèles politiques, économiques, sociaux et culturels traditionnels. Le programme P18 – « L'accompagnement à la transformation numérique » entend renforcer les capacités des différents acteurs des pays francophones en développement à intégrer davantage les enjeux, outils et pratiques pour devenir partie prenante de la transformation numérique en cours dans les domaines de la gouvernance numérique (gouvernance de l'Internet, politiques publiques en matière de cybersécurité et de lutte contre la cybercriminalité...), des biens communs numériques (ressources, données, licences et dispositifs numériques ouverts/libres...) et des technologies numériques émergentes (intelligence artificielle, technologies financières/Fintech, gigadonnées, etc.). Ces trois champs d'intervention constituent autant de domaines fondamentaux pouvant contribuer à renforcer les conditions préalables d'une croissance durable et équitable à travers une meilleure prise en compte, au sein de l'univers numérique, des pays francophones, notamment du Sud.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (30 JUIN 2019)

50 acteurs du numérique et de l'innovation ont été sensibilisés/formés aux enjeux des technologies émergentes dans le cadre de deux ateliers organisés à Lomé (**Togo**, 19-27 mai 2019) et à Antananarivo (**Madagascar**, 23- 28 juin 2019)

43 bénéficiaires africains (animateurs/formateurs) ont accru leurs compétences sur les enjeux, pratiques et outils de la cartographie numérique collaborative (OSM) et des données ouvertes dans le cadre d'ateliers nationaux organisés à **Madagascar** (15-27 avril 2019), **Congo** (27 mai-7 juin 2019) et **Mauritanie** (17-28 juin 2019).

13 éditeurs du **Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Haïti, Madagascar, Mali, Maroc, Niger et Togo** ont bénéficié d'un atelier de renforcement de capacités « Typographies et ressources numériques libres » organisé par l'Alliance internationale des éditeurs indépendants dans le cadre du Salon international du livre d'Abidjan (Côte d'Ivoire, 13-20 mai 2019).

Une délégation de jeunes professionnels francophones a été mobilisée à l'occasion de deux rencontres francophones et internationales dédiées au numérique (4e édition de la Semaine numérique de Québec, avril 2019 et Web2day, à Nantes, juin 2019) dans le cadre du Parcours numérique francophone (ateliers de travail, rencontres entre entreprises (B2B), activités de réseautage...).



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Organisation, dans le cadre de la Semaine numérique de Montréal, du 25 mai au 2 juin 2019, d'une concertation francophone et d'une série de réunions d'experts sur les enjeux et opportunités de l'intelligence artificielle comme levier de développement dans le secteur des industries culturelles et créatives (ICC). Cette activité s'inscrit, plus largement, dans le cadre de l'élaboration d'une boîte à outils, initiée actuellement par l'OIF avec l'appui de la Fédération Wallonie-Bruxelles, pour l'incorporation de l'intelligence artificielle dans les ICC francophones.

Organisation au CREFAP (Ho Chi Min Ville, avril 2019) en partenariat avec le Ministère vietnamien de l'Éducation et de la Formation de deux ateliers de renforcement de capacités sur la création de ressources éducatives libres (REL numériques et sur support papier) pour l'enseignement des mathématiques en français dans le cadre des classes bilingues au Vietnam. Au groupe des bénéficiaires vietnamiens se sont joint un professeur laotien et un professeur cambodgien dans la perspective de création de projets REL dans ces deux pays.



REALISATIONS EN CHIFFRES

À ce stade de début de mise en œuvre des activités et des actions de suivi (premier trimestre du début du quadriennium 2019-2022), les données quantitatives relatives aux résultats obtenus ne sont pas suffisamment nombreuses et révélatrices.

INDICATEURS	Point de référence	Valeur cible 2019	Valeur atteinte au 31 déc.2019
Proportion des acteurs de la gouvernance numérique ayant renforcé leurs capacités en matière de gouvernance de l'Internet, cybersécurité/lutte contre la cybercriminalité, commerce électronique	0	60%	
Proportion des acteurs ciblés ayant accru leurs capacités à créer, utiliser et valoriser des biens communs numériques	0	60%	
Proportion des acteurs ciblés ayant accru leurs capacités à s'approprier les opportunités offertes par les technologies numériques émergentes	0	60%	

P18		ELEMENTS BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2019 ET AU 31 AOUT 2019			
		initial	modifié	engagé	Taux d'exécution
2019	30 juin	1 598 000€	1 652 317€	701 170€	42%
2019	31 août	1 598 000€	1 755 810€	840 816€	48%